



COMMUNE DE MOLENBEEK-SAINT-JEAN
GEMEENTE SINT-JANS-MOLENBEEK

CONSEIL COMMUNAL DU 12 SEPTEMBRE 2018
GEMEENTERAAD VAN 12 SEPTEMBER 2018

REGISTRE
REGISTER

Présents
Aanwezig

Michel Eylenbosch, *Président du Conseil/Voorzitter van de Raad* ;
Françoise Schepmans, *Bourgmestre/Burgemeester* ;
Ahmed El Khannouss, Sarah Turine, Patricia Vande Maele, Abdelkarim Haouari, Karim Majoros, Ann Gilles-Goris, Olivier Mahy, Annalisa Gadaleta, *Échevin(e)s/Schepenen* ;
Christian Magérus, Jamal Ikazban, Houria Oubéri, Mohammadi Chahid, Paulette Piquard, Jamel Azaoum, Amet Gjanaj, Jef Van Damme, Gerardine Bastin, Danielle Evraud, Mohamed El Abboudi, Lhoucine Aït Jeddig, Dirk De Block, Dirk Berckmans, Michaël Vossaert, Farida Tahar, Hassan Rahali, Shazia Manzoor, Tania Dekens, Georges Van Leeckwyck, Leonidas Papadiz, Laurie Carême-Palanga, Khadija Tamditi, Hassan Ouassari, Hicham Chakir, Lazare Mbulu Azanga, Carine Liekendaël, Jean-Yves Kitantou, Fatima El Harim, *Conseillers communaux/Gemeenteraadsleden* ;
Jacques De Winne, *Secrétaire communal/Gemeentesecretaris*.

Excusés
Verontschuldigd

Jan Gypers, *Échevin(e)/Schepen* ;
Abdellah Achaoui, Badia El Belghiti, Khadija El Hajjaji, Olivia P'Tito, Nader Rekik, *Conseillers communaux/Gemeenteraadsleden*.

Ouverture de la séance à 19:00
Opening van de zitting om 19:00

SÉANCE PUBLIQUE - OPENBARE ZITTING

12.09.2018/A/0001 **Département Services généraux et Démographie**
Secrétariat communal - Interpellation citoyenne relative à la mise en zone piétonne d'une partie de la rue de la Meuse.

LE CONSEIL,

Prend connaissance de l'interpellation citoyenne dont le texte est joint en annexe.

Le Conseil prend connaissance.

Departement Algemene diensten en Demografie
Gemeentelijk secretariaat - Burgerinterpellatie betreffende de uitwerking in het voetgangersgebied van een deel van de Maasstraat.

De Raad neemt kennis.

12.09.2018/A/0002 **Département Services généraux et Démographie**
Affaires juridiques - Survol aérien de Bruxelles 2 - Action en cessation environnementale introduite par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-

Capitale - Introduction d'une requête en intervention volontaire - Autorisation d'ester en justice.

LE CONSEIL,

Après avoir accepté de traiter ce point en séance publique, par 25 votes positifs, 6 votes négatifs et 1 abstention;

Vu l'article 270 de la Nouvelle Loi communale ;

Vu l'article 813 du Code judiciaire ;

Vu la délibération du Conseil communal du 22 juin 2016 relative à l'introduction d'une requête en intervention volontaire concernant la première action en cessation environnementale introduite par le Gouvernement de la Région Bruxelles-Capitale dans le cadre du dossier relatif au survol aérien de Bruxelles;

Considérant que par exploit d'huissier du 22 juin 2018, la Région de Bruxelles-Capitale a lancé de nouveau citation, comme en référé, contre l'Etat Belge – Service Public Fédéral Mobilité et Transport, à comparaître le mercredi 27 juin 2018 devant le Président du Tribunal de Première Instance de Bruxelles, siégeant comme en référé ;

Considérant que le dispositif de la citation est le suivant :

« Constaté des violations manifestes des normes environnementales et, en conséquence,

Ordonner à l'Etat belge de prendre toute mesure utile, par exemple et sans préjudice d'autres mesures sollicitées en cours d'instance, celles visées dans la note actualisée de l'IGEAT, permettant de faire cesser ou diminuer sensiblement ces violations sous peine d'astreintes :

- de 2.000.000 euros, si, dans les 30 jours à dater de la signification du jugement, il n'a pas adopté pareilles mesures et indiqué, à travers un courrier circonstancié communiqué aux parties, que leur mise en œuvre permettra la cessation de ces violations*
- de 2.000.000 euros si, dans les 90 jours à dater de la signification du jugement*
- le nombre d'infractions globalement constatées par Bruxelles Environnement n'est pas au moins inférieur à 40 % du nombre d'infractions globalement constatées le même mois de l'année qui précède et ce, sur les sonomètres de Bruxelles-Environnement utilisés pour établir les infractions.*
- de 2.000.000 euros si, dans les 210 jours à dater de la signification du jugement*
- le nombre d'infractions globalement constatées par Bruxelles Environnement n'est pas au moins inférieur à 50 % du nombre d'infractions globalement constatées le même mois de l'année qui précède et ce, sur les sonomètres de Bruxelles-Environnement utilisés pour établir les infractions.*
- passé les 300 jours à dater de la signification du jugement, de 250.000 euros par mois qui suit, chaque fois que :*
- le nombre d'infractions globalement constatées par Bruxelles Environnement n'est pas au moins inférieur à 60% du nombre d'infractions globalement constatées le même mois de l'année qui précède et ce, sur les sonomètres de Bruxelles-Environnement utilisés pour établir les infractions.*

Ordonner que ce rapport porte sur l'exploitation de l'aéroport dans son ensemble, ce qui implique que toute l'exploitation de l'aéroport soit étudiée, en ce compris

notamment les solutions alternatives envisageables, le déplacement de l'aéroport, l'allongement ou le déplacement des pistes, la cessation complète ou à certaines heures des vols de nuit ou à tout le moins leur réduction, l'interdiction ou la limitation de certaines catégories d'avions, la diminution de l'activité de l'aéroport, la cessation ou la réduction des activités de fret, l'extension de la durée de la nuit d'exploitation à la période 6/7h00 ou encore la réduction de l'activité durant cette période sujette à d'importantes nuisances et violations manifestes, sous peine d'une astreinte de 10.000€ par manquement constaté ;

Ordonner que le rapport final relatif à l'étude d'incidences ordonnée dans le jugement du 19 juillet 2017 soit remis, sous le contrôle de Votre Tribunal, par l'Etat belge pour le 1^{er} mars 2019, sous peine d'une astreinte de 300.000€ par mois de retard ;

Renvoyer la cause au rôle pour le surplus, dans l'attente du résultat des mesures et études précitées » ;

Considérant que lors de l'audience du 27 juin 2018, le calendrier d'échanges de conclusions suivant a été fixé :

Conclusions principales :

- Pour l'État fédéral : 14 août 2018
- pour la Région de Bruxelles-Capitale et les communes intervenantes : 14 septembre 2018

Conclusions additionnelles :

- Pour l'État fédéral : 5 octobre 2018
- pour la Région de Bruxelles-Capitale et les communes intervenantes : 30 octobre 2018

Conclusions additionnelles de synthèse :

- Pour l'État fédéral : 20 novembre 2018

Audiences de plaidoiries : 28, 29 et 30 novembre 2018 en vue d'un jugement pour fin décembre 2018.

Considérant que les dépassements des normes de bruit constatés notamment sur la route du canal sont importants et préjudiciables pour les habitants de la zone du canal qui doivent être défendus, leur qualité de vie et leur bien-être devant être protégés ; qu'afin de devenir partie dans la procédure initiée par la Région de Bruxelles-Capitale, il convient d'introduire une requête en intervention volontaire auprès du président du tribunal de première instance de Bruxelles ;

Considérant que la Commune de Molenbeek-Saint-Jean a participé à la procédure initiée par la Région de Bruxelles-Capitale en 2016 ; qu'il convient de continuer à défendre la qualité de vie des habitants molenbeekoïses en devenant partie dans la nouvelle procédure introduite par la Région de Bruxelles-Capitale en juin 2018 ;

Sur proposition du Collège échevinal en sa séance du 27 août 2018;

DECIDE :

Article unique :

D'autoriser le Collège des Bourgmestre et Echevins à ester en justice aux fins d'introduire une requête en intervention volontaire auprès du président du Tribunal de Première Instance de Bruxelles afin de se joindre à la nouvelle action en cessation

environnementale introduite par la Région de Bruxelles-Capitale.

Expédition de la présente délibération sera transmise aux services suivants : B19 (IDB/PRD - 2018/003)

Le Conseil approuve le point.
39 votants : 39 votes positifs.

Departement Algemene diensten en Demografie

Juridische zaken - Overvliegende vliegtuigen in Brussel 2 - Vordering tot milieu staking ingediend door de Brusselse Hoofdstedelijke regering - Indiening van een verzoekschrift tot vrijwillige tussenkomst - Toelating om in rechte te treden.

DE RAAD,

Na aanvaarding van de behandeling van dit punt in openbare zitting, met 25 positieve stemmen, 6 negatieve stemmen en 1 onthouding ;

Gelet op artikel 270 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op artikel 813 van het Gerechtelijk Wetboek;

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 22 juni 2016 betreffende de indiening van een verzoek tot vrijwillige tussenkomst betreffende de eerste milieustakingsvordering ingediend door de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest in het kader van het dossier betreffende het luchtverkeer boven Brussel;

Overwegende dat bij gerechtsdeurwaardersexploot van 22 juni 2018, het Brussels Hoofdstedelijk Gewest opnieuw een dagvaarding gelanceerd heeft, als in kort geding, tegen de Belgische Staat – Federale Overheidsdienst Mobiliteit en Vervoer, om op woensdag 27 juni 2018 voor te komen bij de Voorzitter van de Rechtbank van Eerste Aanleg van Brussel, zetelend als in kort geding;

Overwegende dat het systeem van de dagvaarding het volgende is:

“Vaststellen van kennelijke schendingen van de milieunormen en, bijgevolg,

Bevel geven aan de Belgische Staat om alle nuttige maatregelen te treffen, bijvoorbeeld en onverminderd andere maatregelen die tijdens de procedure worden verzocht, deze bedoeld in de bijgewerkte nota van de IGEAT, waardoor deze schendingen stopgezet of aanzienlijk verminderd kunnen worden, op straffe van dwangsommen:

- *van 2.000.000.000 euro, indien zij, binnen de 30 dagen te tellen vanaf de betekening van het vonnis, geen maatregelen aangenomen heeft en, via een gedetailleerd schrijven, vermeld heeft aan de partijen, dat hun invoering de stopzetting van deze schendingen toelaat*
- *van 2.000.000 euro, indien, binnen de 90 dagen te tellen vanaf de betekening van het vonnis*
- *het aantal globaal vastgestelde overtredingen door Leefmilieu Brussel niet minstens lager ligt dan 40 % van het aantal globaal vastgestelde overtredingen in dezelfde maand van het jaar dat voorafgaat en dit, op de geluidsmeters van Leefmilieu Brussel gebruikt om overtredingen vast te stellen.*
- *van 2.000.000 euro, indien, binnen de 210 dagen te tellen vanaf de betekening van het vonnis*

- *het aantal globaal vastgestelde overtredingen door Leefmilieu Brussel niet minstens lager ligt dan 50 % van het aantal globaal vastgestelde overtredingen in dezelfde maand van het jaar dat voorafgaat en dit, op de geluidsmeters van Leefmilieu Brussel gebruikt om overtredingen vast te stellen.*
- *na 300 dagen te tellen vanaf de betekening van het vonnis, 250.000 euro per maand die volgt, telkens:*
- *het aantal globaal vastgestelde overtredingen dor Leefmilieu Brussel niet minstens lager ligt dan 60% van het aantal globaal vastgestelde overtredingen in dezelfde maand van het jaar dat voorafgaat en dit, op de geluidsmeters van Leefmilieu Brussel gebruikt om overtredingen vast te stellen.*

Bevelen dat dit verslag betrekking heeft op de exploitatie van de luchthaven als geheel, wat impliceert dat de gehele exploitatie van de luchthaven onderzocht wordt, met inbegrip van met name mogelijke alternatieve oplossingen, de verplaatsing van de luchthaven, de verlenging of verplaatsing van de banen, de volledige stopzetting – of op bepaalde tijdstippen – van de nachtvluchten of tenminste een vermindering ervan, het verbod of de beperking van bepaalde categorieën van vliegtuigen, de vermindering van de activiteiten van de luchthaven, de stopzetting of de vermindering van de activiteiten van de fret, de uitbreiding van de duur van de nachtelijke exploitatie in de periode van 6/7u00 of ook nog de vermindering van de activiteit tijdens deze periode gevoelig voor aanzienlijke hinder en kennelijke schendingen, op straffe van een dwangsom van 10.000 EUR per vastgestelde tekortkoming;

Bevelen dat het eindverslag betreffende het onderzoek van de bevolen effecten in het vonnis van 19 juli 2017 opnieuw afgegeven wordt, onder toezicht van Uw Rechtbank, door de Belgische Staat tegen 1 maart 2019, op straffe van een dwangsom van 300.000 EUR per maand vertraging;

De zaak voor het overige op de rol plaatsen, in afwachting van het resultaat van de voornoemde maatregelen en onderzoeken”;

Overwegende dat bij de hoorzitting van 27 juni 2018, de volgende kalender werd vastgesteld voor de uitwisselingen van conclusies:

Belangrijkste conclusies:

- Voor de Federale Staat: 14 augustus 2018
- voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de tussenkomende gemeenten: 14 september 2018

Aanvullende conclusies:

- Voor de Federale Staat: 5 oktober 2018
- voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de tussenkomende gemeentes: 30 oktober 2018

Aanvullende samenvattende conclusies:

- Voor de Federale Staat: 20 november 2018

Hoorzittingen van pleidooien: 28, 29 en 30 november 2018 voor een vonnis tegen eind december 2018.

Aangezien de vastgestelde overschrijdingen van de geluidsnormen, met name op de kanaalroute, aanzienlijk en schadelijk zijn voor de bewoners van de kanaalzone, die moeten worden verdedigd aangezien hun levenskwaliteit en hun welzijn beschermd dienen te worden; dat teneinde partij te worden in de door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ingeleide procedure, een verzoek om vrijwillige tussenkomst dient te worden ingediend bij de voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg te Brussel;
Overwegende dat de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek heeft deelgenomen aan de procedure ingeleid door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest in 2016; dat het noodzakelijk is de levenskwaliteit van de Molenbeekse bewoners te blijven verdedigen door partij te worden van de nieuwe procedure ingediend door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest in juni 2018;
Op voorstel van het Schepencollege in zijn zitting van 27 augustus 2018;

BESLIST :

Enig artikel :

Het College van Burgemeester en Schepenen toe te laten in rechte op te treden teneinde een verzoek in te dienen ter vrijwillige tussenkomst bij de voorzitter van de Rechtbank van Eerste Aanleg van Brussel teneinde zich te voegen bij de nieuwe milieustakingsvordering ingediend door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

Deze beraadslaging moet aan volgende diensten worden overgemaakt: B19 (IDB/PRD - 2018/003)

De Raad keurt het punt goed.

39 stemmers : 39 positieve stemmen.

12.09.2018/A/0003 **Département Services généraux et Démographie**
Affaires juridiques - Dossier La Chaine de l'Amitié - Quai de Mariemont, 13/14 - Bail emphytéotique - Prorogation.

LE CONSEIL,

Vu l'article 270 de la Nouvelle Loi Communale ;

Considérant qu'en date du 5 octobre 1988 un bail emphytéotique a été conclu entre la commune et l'ASBL La Chaine de l'Amitié pour l'occupation du bien communal sis quai de Mariemont, 13/14 à Molenbeek-Saint-Jean, cadastré section B, n°939 h 99, d'une superficie de 4a 47ca ;

Considérant que la durée du bail est de 30 ans et qu'il arrive donc à échéance en octobre 2018 ;

Vu le courrier de l'ASBL La Chaine de l'Amitié demandant la prorogation du bail emphytéotique pour une durée de deux ans aux mêmes conditions que le bail initial ;

Considérant qu'il n'y a pas de projet prévu pour ce bien communal actuellement ;

Considérant que la demande de prorogation peut dès lors être acceptée ;

Considérant qu'un acte notarié devra être passé et transcrit avant le 4 octobre 2018 et que les frais en découlant seront à charge de l'ASBL ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestres et Echevins du 3 septembre 2018 ;

DECIDE :

Article 1 :

De proroger pour une durée de deux ans le bail emphytéotique conclu entre la commune et l'ASBL La Chaine de l'Amitié pour l'occupation du bien communal sis quai de Mariemont, 13/14 à Molenbeek-Saint-Jean, cadastré section B, n°939 h 99, d'une superficie de 4a 47ca.

Article 2 :

De charger le service des Affaires juridiques de la prise en charge du dossier administratif lié à la prorogation de l'emphytéose.

Le Conseil approuve le point.

39 votants : 39 votes positifs.

Departement Algemene diensten en Demografie

Juridische zaken - Dossier De Vriendschapsschakel - Mariemontkaai, 13/14 - Erfpacht - Verlenging.

DE RAAD,

Gelet op artikel 270 van de Nieuwe Gemeentewet;

Overwegende dat op 5 oktober 1988 een erfpachtovereenkomst werd afgesloten tussen de gemeente en de vzw La Chaine de l'Amitié voor het gebruik van een gemeentelijk vastgoed gelegen Mariemontkaai 13/14 te Sint-Jans-Molenbeek, gekadastréerd afdeling B, nr.939 h 99, van een oppervlakte van 4a 47ca;

Overwegende dat de duur van de overeenkomst 30 jaar is en dat deze dus in oktober 2018 vervalst;

Gelet op het schrijven van de vzw La Chaine de l'Amitié met de aanvraag voor de verlenging van de erfpachtovereenkomst voor een duur van twee jaar op dezelfde voorwaarden als de oorspronkelijke overeenkomst;

Overwegende dat er momenteel geen projecten voorzien zijn voor dit gemeentelijk vastgoed;

Overwegende dat de aanvraag tot verlenging dus aanvaard kan worden;

Overwegende dat een notariële akte vóór 4 oktober 2018 dient voor te komen en overschreven te worden en dat de kosten die daaruit voortvloeien ten laste van de vzw zullen zijn;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen van 3 september 2018;

BESLIST :

Artikel 1:

De erfpachtovereenkomst afgesloten tussen de gemeente en de vzw La Chaine de l'Amitié voor het gebruik van een gemeentelijk vastgoed gelegen Mariemontkaai 13/14 te Sint-Jans-Molenbeek, gekadastréerd afdeling B, nr.939 h 99, van een oppervlakte van 4a 47ca, te verlengen voor een duur van twee jaar.

Artikel 2:

De dienst Juridische Zaken te belasten met de tenlasteneming van het administratief dossier betreffende de verlenging van de erfpacht.

De Raad keurt het punt goed.

39 stemmers : 39 positieve stemmen.

12.09.2018/A/0004 **Département Finances**
Finances - Budget communal 2018 - Modifications budgétaires n° 2

LE CONSEIL,

Vu l'article 15 du RGCC;

Considérant que certaines allocations de crédits des budgets ordinaire et extraordinaire 2018 doivent être modifiées;

Vu les tableaux des modifications budgétaires;

DECIDE :

Article unique:

d'approuver les modifications budgétaires 2018 n° 2.

Expédition de la présente délibération, ainsi que des annexes, sera faite, pour approbation, à l'Autorité de tutelle.

Décision prise par scrutin secret. Le Conseil approuve le point.

39 votants : 24 votes positifs, 1 vote négatif, 8 abstentions, 6 votes nuls.

Departement Financiën
Financiën - Gemeentebegroting 2018 - Begrotingswijzigingen nr 2

DE RAAD,

Gezien artikel 15 van het ARGB;

Overwegende dat sommige kredieten van de gewone en buitengewone begroting 2018 moeten gewijzigd worden;

Gezien de tabellen van de begrotingswijzigingen;

BESLUIT :

Enig artikel:

de begrotingswijzigingen 2018 nr 2 goed te keuren.

Verzending van de onderhavige beraadslaging, alsook de bijlagen, zal ter goedkeuring aan de toezichhoudende overheid overgemaakt worden.

Besluit bij geheime stemming. De Raad keurt het punt goed.

39 stemmers : 24 positieve stemmen, 1 negatieve stem, 8 onthoudingen, 6 ongeldige stemmen.

12.09.2018/A/0005 **Département Finances**

Taxes communales - Prime liée à l'augmentation des centimes additionnels au précompte immobilier pour 2018 - Modification.

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle Loi Communale, notamment l'article 117 ;

Vu la délibération du 24 janvier 2018 par laquelle le Conseil communal adoptait le règlement relatif à la prime liée à l'augmentation des centimes additionnels au précompte immobilier pour 2018, publié conformément à la Nouvelle loi communale en date du 2 février 2018 ;

Considérant que ce règlement prévoit, en son article 4, que pour l'instruction de sa demande et à titre de preuves, le demandeur fournit à l'administration communale les documents suivants:

-une copie de son avertissement-extrait de rôle en matière de précompte immobilier pour le bien qu'il occupe à Molenbeek-Saint-Jean, relatif à l'exercice d'imposition correspondant à l'année de la demande ;

-une déclaration sur l'honneur établissant qu'il occupe – ou le ménage dont il fait partie – le bien immeuble personnellement et entièrement, à l'exclusion de toute location ou de mise à disposition de tout ou partie dudit bien immeuble;

-une preuve de paiement du précompte immobilier afférent au bien occupé à Molenbeek-Saint-Jean pour lequel la demande de prime est introduite ou, dans l'hypothèse où le demandeur a obtenu un accord d'étalement du paiement de son précompte immobilier, la preuve de l'accord de l'autorité taxatrice sur ce plan de paiement;

-le cas échéant, une attestation de l'organisme encadrant le projet de logement intergénérationnel par lequel il est reconnu que le bien du demandeur fait partie d'un tel projet.

Vu la délibération du 23 juillet 2018 par laquelle le Collège des Bourgmestre et Echevins décidait de proposer au Conseil communal d'apporter certaines modifications au règlement voté le 24 janvier 2018;

Considérant en effet qu'il y a lieu de clarifier la situation des propriétaires d'immeubles de rapport qui occupent personnellement et entièrement l'un des logements composant l'immeuble de rapport situé à Molenbeek-Saint-Jean ; que ces derniers ont droit à la prime mais uniquement pour le logement constituant leur habitation propre;

Considérant qu'il y a lieu de supprimer l'obligation de fournir la preuve de paiement du précompte immobilier ou de l'accord de l'autorité taxatrice sur un éventuel plan de paiement ;

DECIDE:

Article 1er :

De reformuler comme suit l'article 4 du règlement du 24 janvier 2018 relatif à la prime liée à l'augmentation des centimes additionnels au précompte immobilier pour 2018 :

Pour l'instruction de sa demande et à titre de preuves, le demandeur fournira à l'administration communale de Molenbeek-Saint-Jean les documents suivants :

-une copie de son avertissement-extrait de rôle en matière de précompte immobilier pour le bien qu'il occupe à Molenbeek-Saint-Jean, relatif à l'exercice d'imposition correspondant à l'année de la demande ;

-une déclaration sur l'honneur établissant qu'il occupe – ou le ménage dont il fait partie – le bien immeuble personnellement et entièrement, à l'exclusion de toute location ou de mise à disposition de tout ou partie dudit bien immeuble;

-une déclaration sur l'honneur établissant qu'il occupe - ou le ménage dont il fait partie -personnellement et entièrement le logement dans l'immeuble de rapport situé à Molenbeek-Saint-Jean qu'il loue partiellement;

-le cas échéant, une attestation de l'organisme encadrant le projet de logement intergénérationnel par lequel il est reconnu que le bien du demandeur fait partie d'un tel projet.

Article 2:

D'approuver le modèle de formulaire de demande de prime 2018 ci-annexé, adapté en conséquence de la modification visée à l'article 1er.

Article 3:

L'ensemble des autres dispositions du règlement relatif à la prime liée à l'augmentation des centimes additionnels au précompte immobilier pour 2018, établi par décision du Conseil communal du 24 janvier 2018, reste d'application.

Expédition de la présente délibération sera transmise au service suivant : B07

Décision prise par scrutin secret. Le Conseil approuve le point.

39 votants : 24 votes positifs, 7 abstentions, 8 votes nuls.

Departement Financiën

Gemeentebelastingen - Premie in verband met de toename van de opcentiemen bij de onroerende voorheffing voor 2018 - Wijziging.

DE RAAD,

Gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de beraadslaging van 24 januari 2018 waardoor de Gemeenteraad het reglement aannam betreffende de premie in verband met de toename van de opcentiemen bij de onroerende voorheffing voor 2018, gepubliceerd overeenkomstig de Nieuwe Gemeentewet op 2 februari 2018;

Overwegende dat dit reglement bepaalt, in zijn artikel 4, dat de aanvrager de volgende documenten aan het gemeentebestuur moet leveren voor de behandeling van zijn aanvraag en bij wijze van bewijsstukken:

- een kopie van zijn aanslagbiljet betreffende de onroerende voorheffing voor het vastgoed bewoond in Sint-Jans-Molenbeek voor het aanslagjaar dat overeenkomt met het jaar van de aanvraag;

- een verklaring op eer tot vaststelling dat hij – of het gezin waar hij deel van uitmaakt – het vastgoed persoonlijk en geheel bewoont, met uitsluiting van elke verhuuring of terbeschikkingstelling van het geheel of een deel van het genoemde vastgoed;

- een betaalbewijs van de onroerende voorheffing met betrekking tot het bewoonde vastgoed in Sint-Jans-Molenbeek waarvoor de premieaanvraag werd ingediend of, in de veronderstelling dat dat de aanvrager een akkoord verkregen heeft voor de verspreiding van de betaling van zijn onroerende voorheffing, het bewijs van het akkoord van de taxerende overheid over dit betalingsplan;

- in voorkomend geval, een attest van de instelling die het project van intergenerationeel wonen omkadert waarin het erkend wordt dat het vastgoed van de aanvrager deel uitmaakt van dergelijk project.

Gelet op de beraadslaging van 23 juli 2018 waardoor het College van Burgemeester en Schepenen besloot om aan de Gemeenteraad voor te stellen om bepaalde wijzigingen aan te brengen aan het reglement gestemd op 24 januari 2018;

Overwegende dat er moet overgegaan worden tot de verduidelijking van de situatie van

de eigenaars van opbrengsteigendommen die persoonlijk en volledig één van de woningen van het opbrengsteigendom gelegen te Sint-Jans-Molenbeek bewonen; dat deze laatsten recht hebben op de premie maar enkel voor de woning die deel uitmaakt van hun eigen woonplaats;

Overwegende dat er moet overgegaan worden tot het afschaffen van de verplichting voor het afleveren van het betaalbewijs van de onroerende voorheffing of het akkoord van de taxerende overheid over een eventueel betalingsplan;

BESLIST :

Artikel 1 :

Het artikel 4 van het reglement van 24 januari 2018 betreffende de premie in verband met de toename van de opcentiemen bij de onroerende voorheffing voor 2018 als volgt te herformuleren:

Voor de behandeling van zijn aanvraag en bij wijze van bewijsstukken, levert de aanvrager de volgende documenten aan het gemeentebestuur van Sint-Jans-Molenbeek:

- een kopie van zijn aanslagbiljet betreffende de onroerende voorheffing voor het vastgoed dat hij bewoont in Sint-Jans-Molenbeek voor het aanslagjaar dat overeenkomt met het jaar van de aanvraag;

- een verklaring op eer tot vaststelling dat hij – of het gezin waar hij deel van uitmaakt – het vastgoed persoonlijk en geheel bewoont, met uitsluiting van elke verhuring of terbeschikkingstelling van het geheel of een deel van het genoemde vastgoed;

- een verklaring op eer tot vaststelling dat hij – of het gezin waar hij deel van uitmaakt – persoonlijk en volledig de woning bewoont van het opbrengsteigendom, gelegen te Sint-Jans-Molenbeek, dat hij gedeeltelijk verhuurt.

- in voorkomend geval, een attest van de instelling die het project van intergenerationeel wonen omkadert waarin erkend wordt dat het vastgoed van de aanvrager deel uitmaakt van dergelijk project;

Artikel 2 :

Het model van het formulier voor de premieaanvraag 2018 in bijlage goed te keuren, aangepast ten gevolge van de bedoelde wijziging in artikel 1.

Artikel 3 :

Alle andere bepalingen van het reglement betreffende de premie in verband met de toename van de opcentiemen bij de onroerende voorheffing voor 2018, vastgesteld door beslissing van de Gemeenteraad van 24 januari 2018, blijven van toepassing.

Verzending van deze beraadslaging aan de volgende dienst: B07

Besluit bij geheime stemming. De Raad keurt het punt goed.

39 stemmers : 24 positieve stemmen, 7 onthoudingen, 8 ongeldige stemmen.

12.09.2018/A/0006 **Receveur Communal**

Recette communale - Marché de services pour la conclusion de crédits destinés au financement du service extraordinaire de l'exercice 2018 - Cahier des charges.

LE CONSEIL,

Considérant que le service extraordinaire du budget communal de l'exercice 2018 est financé, en partie, par des crédits;

Vu la loi communale et, notamment, l'article 123, 4° ;

Vu l'article 26,8° de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics ;

Considérant que, bien que les contrats de crédits à conclure avec un organisme bancaire ne soit plus soumis aux règles relatives aux marchés publics, la Commune est tout de même tenue de respecter les principes de transparence, d'égalité et de concurrence; que c'est à cette fin que ce cahier des charges a été rédigé ;

DECIDE :

Article 1 :

D'approuver le cahier des charges pour le marché de services relatif à la conclusion de crédits pour le financement du service extraordinaire de l'exercice 2018.

Article 2 :

D'approuver la dépense globale du marché estimée à 16.573.735 euro.

La présente délibération sera transmise à l'Autorité de tutelle.

Le Conseil approuve le point.

39 votants : 39 votes positifs.

Gemeenteontvanger

Gemeente ontvangerij - Opdracht van diensten voor het afsluiten van kredieten voor de financiering van de buitengewone dienst van het dienstjaar 2018- Bestek.

DE RAAD,

Overwegende dat de buitengewone dienst van de begroting 2018, onder andere, wordt gefinancierd door kredieten;

Gezien de gemeentewet, meer bepaald artikel 123, 4° ;

Gezien artikel 26,8° van de wet van 17 juni 2016 betreffende de overheidsopdrachten; Overwegende dat de kredietovereenkomsten die met een bankinstelling worden afgesloten niet meer onder de regels betreffende overheidsopdrachten vallen, de gemeente niettemin de beginselen van transparantie, gelijkheid en concurrentie moet eerbiedigen; dat voor deze doelstelling het bestek in bijlage is opgesteld;

BESLUIT :

Artikel 1 :

het bestek betreffende de opdracht van diensten voor het afsluiten van kredieten voor de financiering van de buitengewone dienst van het dienstjaar 2018;

Artikel 2 :

de globale uitgave geraamd op 16.573.735 euro goed te keuren.

De huidige beraadslaging zal opgestuurd worden aan de Toezichtdienst.

De Raad keurt het punt goed.

39 stemmers : 39 positieve stemmen.

Economat - Leasing de véhicules pour divers services communaux - Approbation des conditions et du mode de passation.

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale du 24 juin 1988, notamment l'article 234 relatif aux compétences du conseil communal et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 42, § 1, 1° a (la dépense à approuver HTVA n'atteint pas le seuil de 144.000,00 EUR) ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 90 1° ;

Considérant qu'il y a lieu de remplacer des véhicules du charroi afin de respecter la réglementation relative à la zone de basse émission;

Considérant le cahier des charges N° 2018/818 relatif au marché "Leasing de véhicules pour divers services communaux" établi par le service de l'Economat ;

Considérant que ce marché est divisé en 7 lots ;

Considérant que le montant global estimé de ce marché s'élève à 141.000,00 EUR hors TVA ou 170.610,00 EUR, TVA comprise ;

Considérant que le leasing des véhicules est conclu pour une durée de 60 mois pour les lots 1 à 6 et pour une durée de 12 mois pour le lot 7;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée sans publication préalable ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget ordinaire de l'exercice 2018, article 1360/127/12 et au budget des exercices suivants ;

Sur proposition du Collège échevinal du 27 août 2018;

DECIDE:

Article 1er

d'approuver le cahier des charges N° 2018/818 et le montant estimé du marché "Leasing de véhicules pour divers services communaux", établis par le service de l'Economat. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics. Le montant estimé s'élève à 141.000,00 EUR hors TVA ou 170.610,00 EUR, TVA comprise.

Article 2

de passer le marché par la procédure négociée sans publication préalable.

Article 3

que la dépense sera couverte par les crédits inscrits au budget ordinaire de l'exercice 2018, article 1360/127/12 et par des crédits à inscrire aux budgets des exercices suivants.

Le Conseil approuve le point.

39 votants : 39 votes positifs.

Departement Financiën

Economaat - Leasing van voertuigen voor verschillende Gemeente diensten - Goedkeuring lastvoorwaarden en gunningswijze.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet van 24 juni 1988, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 234, betreffende de bevoegdheden van de gemeenteraad;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 42, § 1, 1^o a (limiet van 144.000,00 EUR excl. btw niet bereikt);

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende plaatsing overheidsopdrachten klassieke sectoren, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 90 1^o;

Overwegende dat het noodzakelijk is om het wagenpark te vervangen om aan de lage-emissiezone reglementering te voldoen;

Overwegende dat in het kader van de opdracht "Leasing van voertuigen voor verschillende Gemeente diensten" een bestek met nr. 2018/818 werd opgesteld door de dienst Economaat;

Overwegende dat deze opdracht is opgedeeld in 7 percelen;

Overwegende dat de totale uitgave voor deze opdracht wordt geraamd op 141.000,00 EUR excl. btw of 170.610,00 EUR incl. 21% btw;

Overwegende dat de leasing wordt afgesloten voor een duur van 60 maanden voor percelen 1 tot 6 et voor een duur van 12 maanden voor perceel 7;

Overwegende dat voorgesteld wordt de opdracht te gunnen bij wijze van de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking;

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht voorzien is in het budget van 2018, op artikel 1360/127/12 van de gewone dienst en in het budget van de volgende jaren;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen van 27 augustus 2018;

BESLIST:

Artikel 1

goedkeuring wordt verleend aan het bestek met nr. 2018/818 en de raming voor de opdracht "Leasing van voertuigen voor verschillende Gemeente diensten", opgesteld door de dienst Economaat. De lastvoorwaarden worden vastgesteld zoals voorzien in het bestek en zoals opgenomen in de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten. De raming bedraagt 141.000,00 EUR excl. btw of 170.610,00 EUR incl. 21% btw.

Artikel 2

bovengenoemde opdracht wordt gegund bij wijze van de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking.

Artikel 3

de uitgave voor deze opdracht is voorzien in het budget van 2018, op artikel 1360/127/12 van de gewone dienst en zal voorzien zijn in het budget van de volgende jaren.

De Raad keurt het punt goed.
39 stemmers : 39 positieve stemmen.

12.09.2018/A/0008 **Département Finances**

**Economat - Achat de mobilier pour les écoles et divers services communaux -
Approbation des conditions et du mode de passation.**

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale du 24 juin 1988, notamment l'article 234 relatif aux compétences du conseil communal et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 36 ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Considérant qu'il y a lieu d'acquérir du mobilier de bureau pour divers services communaux;

Vu la demande du service de l'Instruction publique tendant à acquérir du mobilier scolaire pour les écoles communales, l'Institut Machtens et l'académie de dessin et des arts visuels;

Considérant le cahier des charges N° 2018/799 relatif au marché "Achat de mobilier pour les écoles et divers services communaux" établi par le service de l'Economat ;

Considérant que ce marché est divisé en vingt-quatre lots ;

Considérant que le montant global estimé de ce marché s'élève à 167.603,27 EUR hors TVA ou 202.800,00 EUR, 21% TVA comprise ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure ouverte ;

Considérant que les subsides sont inscrits aux articles 9301/465/48 (droit constaté référence DC 4828/2015), 9302/465/48 (droit constaté référence DC 2948/2016) et 9304/465/12 (droit constaté référence DC 4055/2017);

Considérant que les crédits permettant cette dépense sont inscrits au budget extraordinaire de l'exercice 2018, articles 0000/741/51, 7222/741/51, 7223/741/51, 9301/741/51, 9302/741/51 et 9304/741/51 et seront financés par un emprunt et subsides ;

Sur proposition du Collège échevinal du 2 juillet 2018;

DECIDE:

Article 1er :

D'approuver le cahier des charges N° 2018/799 et le montant estimé du marché "Achat de mobilier pour les écoles et divers services communaux", établis par le service de l'Economat. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics. Le montant estimé s'élève à 167.603,27 EUR hors TVA ou 202.800,00 EUR, 21% TVA comprise.

Article 2 :

De passer le marché par la procédure ouverte.

Article 3 :

D'approuver et d'envoyer le formulaire standard de publication au niveau national.

Article 4 :

que la dépense sera engagée sur les crédits inscrits au budget extraordinaire de l'exercice 2018, articles 0000/741/51, 7222/741/51, 7223/741/51, 9301/741/51, 9302/741/51 et 9304/741/51.

Article 5 :

Le marché dont il est question à l'article 1er sera financé par des fonds d'emprunt pour les articles 0000/741/51, 7222/741/51 et 7223/741/51 et par des subsides pour les articles 9301/741/51, 9302/741/51 et 9304/741/51.

Le Conseil approuve le point.

39 votants : 39 votes positifs.

Departement Financiën

Economaat - Aankoop van meubilair voor de scholen en verschillende Gemeente diensten - Goedkeuring lastvoorwaarden en gunningswijze.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet van 24 juni 1988, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 234, betreffende de bevoegdheden van de gemeenteraad;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 36;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende plaatsing overheidsopdrachten klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Overwegende dat het nodig is om kantoormeubilair te verkrijgen voor verschillende Gemeente diensten;

Gelet op de vraag van de dienst Openbaar onderwijs om schoolmeubilair voor de Gemeente scholen, het Machtens Instituut en de Academie voor Tekenen en visuele kunsten te verkrijgen;

Overwegende dat in het kader van de opdracht "Aankoop van meubilair voor de scholen en verschillende Gemeente diensten" een bestek met nr. 2018/799 werd opgesteld door de dienst Economaat;

Overwegende dat deze opdracht is opgedeeld in vierentwintig percelen;

Overwegende dat de totale uitgave voor deze opdracht wordt geraamd op 167.603,27 EUR excl. btw of 202.800,00 EUR incl. 21% btw;

Overwegende dat voorgesteld wordt de opdracht te gunnen bij wijze van de openbare procedure;

Overwegende dat de subsidies ingeschreven zijn op artikelen 9301/465/48 (invorderingsrecht IR 4828/2015), 9302/465/48 (invorderingsrecht IR 2948/2016) et 9304/465/12 (invorderingsrecht IR 4055/2017);

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht voorzien is in het budget van 2018, op artikels 0000/741/51, 7222/741/51, 7223/741/51, 9301/741/51, 9302/741/51 en 9304/741/51 van de buitengewone diensten dat de financiering gebeurt met een lening en subsidies;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen van 2 juli 2018;

BESLIST :

Artikel 1 :

Goedkeuring wordt verleend aan het bestek met nr. 2018/799 en de raming voor de opdracht “Aankoop van meubilair voor de scholen en verschillende Gemeente diensten”, opgesteld door de dienst Economaat. De lastvoorwaarden worden vastgesteld zoals voorzien in het bestek en zoals opgenomen in de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten. De raming bedraagt 167.603,27 EUR excl. btw of 202.800,00 EUR incl. 21% btw.

Artikel 2 :

Bovengenoemde opdracht wordt gegund bij wijze van de openbare procedure.

Artikel 3 :

Het standaard publicatieformulier wordt goedgekeurd en bekendgemaakt op nationaal niveau.

Artikel 4 :

De uitgave voor deze opdracht is voorzien in het budget van 2018, op artikels 0000/741/51, 7222/741/51, 7223/741/51, 9301/741/51, 9302/741/51 en 9304/741/51 van de buitengewone dienst.

Artikel 5 :

De opdracht waarvan sprake in artikel 1 zal gefinancierd worden door leningsfondsen voor artikelen 0000/741/51, 7222/741/51 en 7223/741/51 en door subsidies voor artikelen 9301/741/51, 9302/741/51 et 9304/741/51.

De Raad keurt het punt goed.

39 stemmers : 39 positieve stemmen.

12.09.2018/A/0009 **Département Finances**

Economat - Curage des avaloirs - Approbation des conditions et du mode de passation.

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale du 24 juin 1988, notamment l'article 234 relatif aux compétences du conseil communal et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 42, § 1, 1° a (la dépense à approuver HTVA n'atteint pas le seuil de 144.000,00 EUR) ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 90 1° ;

Considérant qu'il y a lieu de procéder au curage de tous les avaloirs de la commune;

Considérant le cahier des charges N° 2018/820 relatif au marché “Curage des avaloirs” établi par le service de l'Economat ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 33.057,85 EUR hors TVA ou 40.000,00 EUR, 21% TVA comprise;

Considérant que le marché sera conclu pour deux passages, respectivement pendant le dernier trimestre de l'année 2018 et le premier trimestre de 2019 ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée sans publication préalable ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget ordinaire de l'exercice 2018, article 8770/124/06 et sera inscrit au budget de l'exercice 2019;

Sur proposition du Collège échevinal du 23 juillet 2018;

DECIDE :

Article 1er :

D'approuver le cahier des charges N° 2018/820 et le montant estimé du marché "Curage des avaloirs" établis par le service de l'Economat. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics. Le montant estimé s'élève à 33.057,85 EUR hors TVA ou 40.000,00 EUR, 21% TVA comprise.

Article 2 :

De passer le marché par la procédure négociée sans publication préalable.

Le Conseil approuve le point.

39 votants : 39 votes positifs.

Departement Financiën

Economaat - Schoonmaken van rioolkolken - Goedkeuring lastvoorwaarden en gunningswijze.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet van 24 juni 1988, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 234, betreffende de bevoegdheden van de gemeenteraad;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 42, § 1, 1° a (limiet van 144.000,00 EUR excl. btw niet bereikt);

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende plaatsing overheidsopdrachten klassieke sectoren, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 90 1°;

Overwegende dat het noodzakelijk is het schoonmaken van de rioolkolken van het gemeentebestuur uit te voeren;

Overwegende dat in het kader van de opdracht "Schoonmaken van rioolkolken" een bestek met nr. 2018/820 werd opgesteld door de dienst Economaat;

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht wordt geraamd op 33.057,85 EUR excl. btw of 40.000,00 EUR incl. 21% btw;

Overwegende dat de opdracht zal worden afgesloten voor twee beurten, tijdens de laatste trimester van het jaar 2018 en de eerste trimester van 2019;

Overwegende dat voorgesteld wordt de opdracht te gunnen bij wijze van de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking;

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht voorzien is in het budget van 2018, op artikel 8770/124/06 van de gewone dienst en zal voorzien worden in het budget van 2019;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen van 23 juli 2018;

BESLIST :

Artikel 1 :

Goedkeuring wordt verleend aan het bestek met nr. 2018/820 en de raming voor de opdracht "Schoonmaken van rioolkolken", opgesteld door de dienst Economaat. De lastvoorwaarden worden vastgesteld zoals voorzien in het bestek en zoals opgenomen in de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten. De raming bedraagt 33.057,85 EUR excl. btw of 40.000,00 EUR incl. 21% btw.

Artikel 2 :

Bovengenoemde opdracht wordt gegund bij wijze van de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking.

De Raad keurt het punt goed.

39 stemmers : 39 positieve stemmen.

12.09.2018/A/0010 **Département Aménagement du Territoire et Gestion Immobilière**
Propriétés communales - Nouvelle Loi communale article 234 § 2 et 3 - Marchés publics - Communication des décisions du Collège des Bourgmestre et Echevins.

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle Loi communale notamment l'article 234 § 2 et 3 ;

Vu les décisions du Collège des Bourgmestre et Echevins relative à la passation de marchés par procédure négociée en vertu de l'article 42 §1, 1°, a) et b) de la Loi du 17.06.2016

Est informé des décisions du Collège suivant :

Séance du 3.04.2018 : Remplacement de revêtements de sol dans divers bâtiments communaux à Molenbeek-Saint-Jean- Cahier spécial des charges N° 05_REVETEMENTS REMPLACEMENT_2018 - Fixation des conditions du marché.

Marché public de travaux par procédure négociée sans publication préalable - 150.000,00 EUR TVAC - article 0000/724/60 du budget extraordinaire de l'exercice 2018.

Séance du 3.04.2018 : École communale n°16 sise avenue Carl Requette, 20 à 1080 Molenbeek-Saint-Jean - Travaux de rénovation de la salle de gymnastique et du réfectoire - Cahier spécial des charges n°19_ECOLE16_REQ0020_RENOVATION_2018 - Fixation des conditions du marché.

Marché public de travaux par procédure négociée sans publication préalable - 72.164,80 EUR TVAC - article 7220/724/60 du budget extraordinaire de l'exercice

2018.

Séance du 3.04.2018 : Travaux de rafraichissement dans les écoles communales - Cahier spécial des charges n° 07_RA Fraichissement Peinture_2018 - Fixation des conditions du marché.

Marché public de travaux par procédure négociée sans publication préalable - 150.000,00 EUR TVAC - article 7220/724/60 du budget extraordinaire de l'exercice 2018.

Séance du 16.04.2018 : Fourniture, placement et réparation d'aires de jeux sur le territoire de Molenbeek-Saint-Jean - Cahier spécial des charges n° 26_Aires Jeux_2018 - Fixation des conditions du marché.

Marché public de travaux par procédure négociée sans publication préalable - 150.000,00 EUR TVAC - article 0000/724/60 du budget extraordinaire de l'exercice 2018.

Séance du 7.05.2018 : Ecole communale n°7 sise rue de Ribaucourt, 21 à 1080 Molenbeek-Saint-Jean - Déplacement d'un pavillon scolaire comprenant deux classes - Cahier spécial des charges n° 40_Ecole7_Rib0021_Déplacement Pavillon_2018 - Fixation des conditions du marché.

Marché public de travaux par procédure négociée sans publication préalable - 95.477,80 EUR TVAC - article 7220/724/60 du budget extraordinaire de l'exercice 2018.

Séance du 18.06.2018 : Modernisation de deux ascenseurs dans les bâtiments communaux sis rue Fernand Brunfaut 4-6 et rue de l'Intendant 65 à Molenbeek-Saint-Jean - Cahier spécial des charges n° 11_Modernisation Ascenseur_2018 - Fixation des conditions du marché.

Marché public de travaux par procédure négociée sans publication préalable - 65.000,00 EUR TVAC - article 0000/724/60 du budget extraordinaire de l'exercice 2018.

Séance du 2.07.2018 : Ecole communale n° 14 « la Flûte Enchantée» sise rue de la Flûte Enchantée 30 à Molenbeek-Saint-Jean - Construction d'un nouveau préau dans la cours de l'école - Avenant n°2 relatif aux modifications apportées au projet initial

Marché public de travaux par procédure négociée sans publication préalable - 8.300,00 EUR TVAC - article 7220/722/60 du budget extraordinaire de l'exercice 2018.

Séance du 9.07.2018 : Rue des Quatre-Vents, 73 à 1080 Molenbeek-Saint-Jean - Rénovation des installations électriques du Hangar du service Propreté publique - Cahier spécial des charges n° 50_Servicom_QVE073-Electricité_2018 - Fixation des conditions du marché.

Marché public de travaux par procédure négociée sans publication préalable - 80.000,00 EUR TVAC - article 8750/723/60 du budget extraordinaire de l'exercice 2018.

Séance du 23.07.2018 : Ecole communale n°2 sise rue Ulens, 83 à Molenbeek-Saint-Jean - Traitement de l'humidité des caves aménagées et de la cour anglaise - Cahier spécial des charges n° 43_Ecole2_Ule0083_Traitement Humidité_2018 - Fixation des conditions du marché.

Marché public de travaux par procédure négociée sans publication préalable - 48.000,00 EUR TVAC - article 7220/724/60 du budget extraordinaire de l'exercice 2018.

Séance du 23.07.2018 : Rue du Niveau n°7 et rue de l'Intendant n°63 à 1080 Molenbeek-Saint-Jean - Remplacement de deux ascenseurs dans les bâtiments communaux - Déplacement d'un pavillon scolaire comprenant deux classes - Cahier spécial des charges n° 76_Remplacement Ascenseurs_2018 - Fixation des conditions du marché.

Marché public de travaux par procédure négociée sans publication préalable - 80.000,00 EUR TVAC - article 0000/724/60 du budget extraordinaire de l'exercice 2018.

ET DECIDE :

Article unique :

D'approuver le mode de financement des dépenses.

La présente décision sera transmise à l'autorité de tutelle conformément à l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative des communes de la Région de Bruxelles-Capitale.

Le Conseil approuve le point.

39 votants : 39 votes positifs.

Departement Ruimtelijke Ordening en Vastgoedbeheer
Gemeentelijke Eigendommen - Nieuwe Gemeentewet artikel 234 § 2 & 3 -
Overheidsopdrachten - Kennisgeving van de besluiten van het College van
Burgemeester en Schepenen.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, en meer bepaald op artikel 234, § 2 & 3;

Gelet op de besluiten van het College van Burgemeester en Schepenen in verband met de plaatsing van opdrachten met onderhandelingsprocedure krachtens artikel 42, §1, 1°, a) & b) van de wet van 17.06.2016.

Wordt op de hoogte gebracht van volgende besluiten van het College:

Zitting van 3.04.2018: Vervanging van de vloerbekleding in verscheidene gemeentelijke gebouwen gelegen te Sint-Jans-Molenbeek - Bestek n°05_REVETEMENTS REMPLACEMENT_2018 – Vaststellen van de voorwaarden van de opdracht.

Overheidsopdracht voor werken via onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking – 150.000,00 EUR btw inbegrepen - artikel 0000/724/60 van het buitengewoon budget van begrotingsjaar 2018.

Zitting van 3.04.2018: Gemeentelijke school n°16 gelegen Carl Requette, 20 in Sint-Jans-Molenbeek – Vernieuwingswerken van de sportzaal en de refter - Bestek n°19_ECOLE16_REQ0020_RENOVATION_2018 – Vaststellen van de voorwaarden van de opdracht.

Overheidsopdracht voor werken via onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking - 70.000,00 EUR btw inbegrepen - artikel 7350/724/60 van het buitengewoon budget van begrotingsjaar 2017.

Zitting van 3.04.2018: Opfrissingswerken in de gemeentelijke scholen - Bestek n°07_RAFRAICHISSEMENT PEINTURE_2018 – Vaststellen van de voorwaarden van de opdracht.

Overheidsopdracht voor diensten via onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking – 150.000,00 EUR btw inbegrepen - artikel 7220/724/60 van het buitengewoon budget van begrotingsjaar 2018.

Zitting van 16.04.2018: Levering, plaatsing en herstelling van speelplaatsen op het grondgebied van de Sint-Jans-Molenbeek - Bestek n° 26_AIRES JEUX_2018 – Vaststellen van de voorwaarden van de opdracht.

Overheidsopdracht voor werken via onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking - 150.000,00 EUR btw inbegrepen - artikel 0000/724/60 van het buitengewoon budget van begrotingsjaar 2018.

Zitting van 7.05.2018: Gemeentelijke school n°7 gelegen Ribaucourtstraat, 21 in Sint-Jan-Molenbeek- Verplaatsing van een schoolpaviljoen 2 klassen omvattend - Bestek n° 40_ECOLE7_RIB0021_DEPLACEMENT PAVILLON_2018 – Vaststellen van de voorwaarden van de opdracht.

Overheidsopdracht voor werken via onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking 95.477,80 EUR btw inbegrepen - artikel 7220/724/60 van het buitengewoon budget van begrotingsjaar 2018.

Zitting van 18.06.2018: Modernisering van twee liften in gemeentelijke gebouwen gelegen Fernand Brunfautstraat 4-6 en Opzichterstraat 65 in Sint-Jans-Molenbeek- Bestek n° 11_MODERNISATION ASCENSEUR_2018 – Vaststellen van de voorwaarden van de opdracht.

Overheidsopdracht voor werken via onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking 65.000,00 EUR btw inbegrepen - artikel 0000/724/60 van het buitengewoon budget van begrotingsjaar 2018.

Zitting du 2.07.2018: Gemeentelijke school n°14 « Toverfluit » gelegen Toverfluitstraat, 30 in Sint-Jans-Molenbeek - Constructie van een nieuwe overdekte ruimte op de speelplaats – Aanhangsel n°2 relatief wijzigingen in het oorspronkelijke ontwerp

Overheidsopdracht voor werken via onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking - 8.300,00 EUR btw inbegrepen - artikel 7220/724/60 van het buitengewoon budget van begrotingsjaar 2018.

Zitting van 9.07.2018: Vier Windenstraat, 73 te 1080 Sint-Jans-Molenbeek – Renovatie van de elektrische installatie van de hangar van de dienst openbare netheid - Bestek n° 50_SERVCOM_QVE073-ELECTRICITE_2018 – Vaststellen van de voorwaarden van de opdracht

Overheidsopdracht voor werken via onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking 80.000,00 EUR btw inbegrepen - artikel 7220/724/60 van het buitengewoon budget van begrotingsjaar 2018.

Zitting van 23.07.2018: Gemeentelijke school n°2 gelegen Ulensstraat 83 in 1080 Sint-Jans-Molenbeek- Behandeling van de vochtigheid van de ingerichte kelders en van het verlaagde deel voor deze kelder - Bestek n° 43_ECOLE2_ULE0083_Traitement Humidité_2018 – Vaststellen van de voorwaarden van de opdracht

Overheidsopdracht voor werken via onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking 48.000,00 EUR btw inbegrepen - artikel 7220/724/60 van het buitengewoon budget van begrotingsjaar 2018.

Zitting van 23.07.2018: Waterpasstraat n°7 en Opzichterstraat n°63 in 1080 Sint-Jans-Molenbeek – Vervanging van twee liften in de gemeentelijke gebouwen - Bestek n° 76_REEMPLACEMENT ASCENSEURS_2018 – Vaststellen van de voorwaarden van de opdracht

Overheidsopdracht voor werken via onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking 80.000,00 EUR btw inbegrepen – artikel 0000/724/60 van het buitengewoon budget van begrotingsjaar 2018.

EN BESLUIT :

Enig artikel :

De financieringswijze van de bovenvermelde uitgaven goed te keuren.

Onderhavige beslissing zal overeenkomstig artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest overgemaakt worden.

De Raad keurt het punt goed.

39 stemmers : 39 positieve stemmen.

12.09.2018/A/0011 **Département Aménagement du Territoire et Gestion Immobilière**
Propriétés Communales - Rue Tazieaux 30 - Occupation des locaux du rez-de
chaussée par l'ASBL OLINA.

LE CONSEIL,

Considérant que l'ASBL Olina occupe actuellement 6 milieux d'accueil de la petite enfance sur le territoire de la commune de Molenbeek-Saint-Jean ;

Considérant qu'il est envisageable d'ajouter 2 autres crèches aux 6 existantes ;

Considérant que les espaces actuels de l'ASBL OLINA satisfont difficilement à leurs besoins et que la commune se doit de leur mettre à disposition des locaux adéquats pour leur bon fonctionnement ;

Considérant que le siège social de l'ASBL OLINA se situe à la rue de Berchem, 7 ;

Considérant que la cellule néerlandophone a quitté les locaux communaux sis au rez-de-chaussée du bâtiment de la rue de Tazieaux, 30 ;

Considérant que ces locaux pourraient être destinés à la gestion administrative, la logistique et la comptabilité de l'ensemble du réseau OLINA ;

Considérant dès lors qu'il y a lieu de conclure une convention d'occupation entre l'administration communale de Molenbeek-Saint-Jean et l'ASBL Olina pour une durée de 9 ans ;

Considérant que cette convention prévoit la gratuité de l'occupation mais que les consommations d'énergie seront prises en charge par l'Association ;

Considérant que la gratuité est accordée parce que l'exploitation de la crèche sur fonds propres communaux n'est pas possible vu la conjoncture financière actuelle ;

Considérant que cette convention a été soumise au service des Affaires juridiques ;

Vu les articles 117 et 232 de la Nouvelle Loi Communale ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins en date du 03 septembre 2018 ;

DECIDE:

Article 1:

D'approuver le projet de convention d'occupation par l'ASBL OLINA pour une durée de 9 ans des locaux destinés à la gestion administrative, la logistique et la comptabilité de l'ensemble du réseau OLINA, situés au rez-de-chaussée du bâtiment de la rue de Tazieaux, 30 ;

Article 2 :

D'approuver la gratuité de l'occupation ;

Article 3 :

D'approuver la prise en charge par l'association des consommations énergétiques.

La présente décision sera transmise à l'autorité de tutelle conformément à l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative des communes de la Région de Bruxelles-Capitale.

Le Conseil approuve le point.
39 votants : 39 votes positifs.

Departement Ruimtelijke Ordening en Vastgoedbeheer
Gemeentelijke Eigendommen - Tazieauxstraat 30 - Gebruik van de lokalen op de benedenverdieping door vzw OLINA.

DE RAAD,

Overwegende dat de vzw OLINA op dit ogenblik op het grondgebied van de gemeente Sint-Jans-Molenbeek 6 kinderdagverblijven gebruikt;

Overwegende dat er 2 andere kinderkribbes aan de 6 bestaande kunnen worden gevoegd;

Overwegende dat de huidige lokalen van de vzw OLINA moeilijk aan hun behoeften beantwoorden en dat de gemeente hen geschikte lokalen voor een goede functionering ter beschikking moet stellen;

Overwegende dat de maatschappelijke zetel van de vzw OLINA in de Berchemstraat 7 ligt;

Overwegende dat de Nederlandstalige cel de gemeentelijke lokalen heeft verlaten op de benedenverdieping van het gebouw in de Tazieauxstraat 30;

Overwegende dat deze lokalen het administratieve beheer, de logistiek en de boekhouding van het hele netwerk van OLINA als bestemming zouden kunnen krijgen.;

Overwegende dat er daarom een gebruiksovereenkomst moet worden gesloten tussen het gemeentebestuur van Sint-Jans-Molenbeek en de vzw OLINA voor een duur van 9 jaar;

Overwegende dat deze overeenkomst het gratis gebruik voorziet maar dat het energieverbruik ten laste van de vzw wordt genomen;

Overwegende dat dit gratis karakter wordt toegekend omdat de uitbating van de kinderkribbe met gemeentelijke fondsen niet mogelijk is gezien de huidige financiële conjunctuur;

Overwegende dat deze overeenkomst werd voorgelegd aan de dienst Juridische zaken ;
Gelet op artikelen 117 en 232 van de Nieuwe Gemeentewet ;

Op voorstel van het College van Burgemeester van maandag 03 september 2018;

BESLIST:

Artikel 1:

De ontwerpovereenkomst voor het gebruik door de vzw OLINA voor een duur van 9 jaar van de lokalen bestemd voor het administratieve beheer, de logistiek en de boekhouding van het hele netwerk van OLINA, gelegen in de Tazieauxstraat 30, goed te keuren;

Artikel 2:

Het gratis gebruik goed te keuren;

Artikel 3:

De tenlasteneming van het energieverbruik door de vereniging goed te keuren.

Deze beslissing moet overeenkomstig artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest overgemaakt worden aan de Toezichthoudende overheid.

De Raad keurt het punt goed.

39 stemmers : 39 positieve stemmen.

12.09.2018/A/0012 **Département Aménagement du Territoire et Gestion Immobilière**
Propriétés communales - Avenue Jean Dubrucq, 82 - Occupation d'une partie de
l'entresol de l'immeuble « Vendôme » par l'ASBL Lire & Ecrire.

LE CONSEIL,

Considérant que l'a.s.b.l. « Lire & Ecrire » a manifesté son intérêt pour prolonger l'occupation d'une partie de l'entresol de l'immeuble « Vendôme » (+/- 447 m²) situé avenue Jean Dubrucq 82 afin d'y centraliser une partie de ses activités se déroulant sur le territoire molenbeekoïse et sur la partie nord-ouest de Bruxelles ;

Considérant qu'il y a lieu dès lors de conclure une nouvelle convention d'occupation entre l'administration communale de Molenbeek-Saint-Jean et l'ASBL « Lire & Ecrire » pour une période de 9 ans ;

Considérant que cette convention prévoit le versement d'un droit d'occupation de 1.697,71 EUR et que les consommations d'énergie seront prises en charge par l'Association ;

Considérant que cette convention a été soumise au service des Affaires juridiques ;

Vu les articles 117 et 232 de la Nouvelle Loi Communale ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestres et Echevins en date du 03 septembre 2018;

DECIDE:

Article 1

D'approuver le projet de convention d'occupation, pour une période de 9 ans par l'ASBL « Lire & Ecrire » d'une partie de l'entresol de l'immeuble « Vendôme » sis Avenue Jean Dubrucq, 82 ;

Article 2

De fixer le montant du droit d'occupation mensuel fixé à la somme de 1.697,71 EUR et la prise en charge par l'association des consommations énergétiques.

La présente décision sera transmise à l'autorité de tutelle conformément à l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative des communes de la Région de Bruxelles-Capitale.

Le Conseil approuve le point.

39 votants : 39 votes positifs.

Departement Ruimtelijke Ordening en Vastgoedbeheer
Gemeentelijke Eigendommen - Jean Dubrucqsaan, 82 - Bezetting van een gedeelte van de tussenverdieping van het “Vendôme” gebouw, door de VZW Lire & Ecrire.

DE RAAD,

Overwegende dat de V.Z.W. “Lire & Ecrire” belangstelling getoond heeft voor de uitbreiding van de bezetting van een gedeelte van de tussenverdieping van het “Vendôme” gebouw (+/- 447 m²) gelegen Jean Dubrucqsaan 82 om er een deel van haar activiteiten die plaatsvinden op het Molenbeekse grondgebied en op het noordwesten van Brussel, te centraliseren;

Overwegende dat er dus moet overgegaan worden tot het afsluiten van een gebruiksovereenkomst tussen het gemeentebestuur van Sint-Jans-Molenbeek en de vzw “Lire & Ecrire” voor een duur van 9 jaar ;

Overwegende dat deze overeenkomst de storting voorziet van een gebruiksrecht van 1.697,71 EUR en dat het energieverbruik zal ten laste genomen worden van de Vereniging;

Overwegende dat deze overeenkomst voorgelegd werd aan de dienst Juridische Zaken; Gelet op de artikelen 117 en 232 van de Nieuwe Gemeentewet;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen van 03 september 2018;

BESLIST:

Artikel 1

Het ontwerp van de gebruiksovereenkomst, voor een duur van 9 jaar door de vzw “Lire & Ecrire”, van een gedeelte van de tussenverdieping van het “Vendôme” gebouw gelegen Jean Dubrucqsaan, 82, goed te keuren;

Artikel 2

Het bedrag van het gebruiksrecht vast te leggen op 1.697,71 EUR en de tenlasteneming van het energieverbruik door de vzw.

Deze beslissing moet overeenkomstig artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest overgemaakt worden aan de Toezichthoudende overheid.

De Raad keurt het punt goed.

39 stemmers : 39 positieve stemmen.

12.09.2018/A/0013 **Département Aménagement du Territoire et Gestion Immobilière**
Propriétés communales - Habitat intergénérationnel Campine sis à l'angle des rues de la Campine et Van Malder - Transfert de la gestion technique et locative de l'immeuble à l'asbl La MAIS - Approbation du mandat de gestion.

LE CONSEIL,

Vu les articles 117 et 232 de la Nouvelle Loi Communale ;

Considérant que dans le cadre du Programme politique des Grandes Villes 2013, un projet a été approuvé prévoyant la création par la Commune de Molenbeek-Saint-Jean

d'un habitat solidaire senior en partenariat avec le CPAS de Molenbeek-Saint-Jean ;
Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins en date du 21.09.2015
décidant e.a. :

Article 1:

Dans le cadre de l'appel à projet en vue du « Développement du logement intergénérationnel en Région de Bruxelles-Capitale », d'introduire un dossier de candidature en vue d'intégrer des logements étudiants dans le projet d'habitat solidaire senior prévu à l'angle des rues de la Campine et Van Malder en collaboration avec le CPAS de Molenbeek-Saint-Jean et ainsi d'élargir le projet à du logement intergénérationnel ;

Article 2 :

De confier la gestion technique et locative de l'immeuble à la MAIS (Agence immobilière sociale) au moyen d'un mandat de gestion ;

Considérant que le projet consiste en la création de 6 unités de logement d'une surface de 28 m² à destination du public sénior et de 2 unités de logement d'une surface de 28 m² à destination d'étudiants ;

Considérant que le bâtiment disposera d'un espace commun au rez de chaussée permettant les partages et les échanges communs et d'un espace extérieur avec jardin ;

Considérant que la gestion locative et technique de ce bâtiment sera assurée par l'asbl La MAIS ;

Considérant que la prise en gestion ne sera effective qu'à partir du 1er jour du mois qui suit la date de la réception provisoire du bâtiment (prévue en février 2019);

Considérant que le loyer global payé mensuellement à la Commune par l'asbl La MAIS dans le cadre de cette prise en gestion sera de 2.993,04 € ;

Vu le projet de mandat de gestion à conclure entre l'administration communale de Molenbeek-Saint-Jean et l'asbl La MAIS, pour une durée de neuf ans ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins du 03.09.2018 ;

DECIDE :

Article 1:

D'approuver le projet de mandat de gestion à conclure entre l'administration communale de Molenbeek-Saint-Jean et l'asbl La MAIS dans le cadre de l'habitat intergénérationnel Campine sis à l'angle des rues de la Campine et Van Malder, pour une durée de neuf ans et de procéder à sa signature ;

Article 2:

D'approuver le montant du loyer global de 2.993,04 €/mois (incluant les frais de gestion) à payer mensuellement à la Commune par l'asbl La MAIS, dans le cadre de la prise en gestion, à dater du 1er jour du mois qui suit la date de la réception provisoire du bâtiment (prévue en février 2019);

Article 3:

De déduire du loyer les coûts engendrés par d'éventuelles interventions techniques et/ou rafraichissements dans le bâtiment.

Article 4:

D'inscrire les recettes à l'article 9220/163-01 du budget ordinaire de l'exercice 2019.

La présente décision sera transmise à l'autorité de tutelle conformément à l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative des communes de la Région de Bruxelles-Capitale.

Le Conseil approuve le point.

**Departement Ruimtelijke Ordening en Vastgoedbeheer
Gemeentelijke Eigendommen - Intergenerationeel woning Kempen gelegen op de
hoek van de Kempen- en Van Malderstraat - Overdracht van het huur- en technisch
beheer van het gebouw aan de vzw La MAIS - Goedkeuring van het
beheermandaat.**

DE RAAD,

Gelet op artikelen 117 en 232 van de Nieuwe Gemeentewet ;

Overwegende dat in het kader van het programma Grootstedenbeleid 2013 een project werd goedgekeurd dat de oprichting van een met senioren solidaire woning voorzag in partnership met het OCMW van Sint-Jans-Molenbeek;

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen op 21.09.2015 die o.a. beslist :

Artikel 1:

In het kader van de projectoproep met het oog op de “Ontwikkeling van intergenerationele huisvesting in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest”, een kandidatuur dossier in te dienen met het oog op het integreren van studentenwoningen in het project met senioren solidaire woning dat voorzien is op de hoek van de Kempen en Van Malderstraat in samenwerking met het OCMW van Sint-Jans-Molenbeek en zo het project voor intergenerationele huisvesting uit te breiden;

Artikel 2:

Het technische beheer en het beheer van de huren van het gebouw toe te vertrouwen aan de MAIS (Sociaal Verhuurkantoor) door middel van een beheermandaat;

Overwegende dat het project bestaat in de oprichting van 6 wooneenheden met een oppervlakte van 28 m² bestemd voor een seniorpubliek en 2 wooneenheden met een oppervlakte van 28 m² bestemd voor studenten;

Overwegende dat het gebouw over een gemeenschappelijke ruimte op de benedenverdieping beschikt die gemeenschappelijke uitwisselingen mogelijk maakt en een buitenruimte;

Overwegende dat het beheer van de huren en het technisch beheer van dit gebouw verzekerd wordt door de vzw La MAIS;

Overwegende dat het in beheer nemen pas in voege treedt vanaf de 1e dag van de maand die volgt op de voorlopige oplevering van het gebouw (gepland voor februari 2019);

Overwegende dat de totale huurprijs die maandelijks door de vzw La MAIS aan de Gemeente betaald wordt in het kader van dit beheer 2.993,04 € bedraagt;

Gezien het ontwerp van beheermandaat dat moet worden gesloten tussen het gemeentebestuur van Sint-Jans-Molenbeek en de vzw La MAIS voor de duur van negen jaar;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen van 03.09.2018;

BESLIST:

Artikel 1:

Het ontwerp van beheermandaat dat moet worden gesloten tussen het gemeentebestuur van Sint-Jans-Molenbeek en de vzw La MAIS in het kader van de intergenerationele woning Kempen gelegen op de hoek van de Kempen- en de Van Malderstraat voor de duur van negen jaar goed te keuren en over te gaan tot de ondertekening ervan;

Artikel 2:

Het bedrag van de totale huurprijs van 2.993,04 €/maand (met inbegrip van de beheerkosten) die maandelijks aan de Gemeente moet worden betaald door de vzw La MAIS, in het kader van het in beheer nemen, vanaf de 1e dag van de maand die volgt op de voorlopige oplevering van het gebouw goed te keuren (gepland voor februari 2019);

Artikel 3:

Om van de huurprijs de kosten af te trekken die voortspruiten uit eventuele technische interventies en/of opfrissingen in het gebouw;

Artikel 4:

De inkomsten op artikel 9220/163-01 van de gewone begroting van dienstjaar 2019 in te schrijven.

Deze beslissing moet overeenkomstig artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest overgemaakt worden aan de Toezichthoudende overheid.

De Raad keurt het punt goed.

39 stemmers : 39 positieve stemmen.

12.09.2018/A/0014 **Département Aménagement du Territoire et Gestion Immobilière**
Propriétés communales - Travaux divers de rafraîchissement dans différentes propriétés communales - Approbation des conditions et du mode de passation.

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale du 24 juin 1988, notamment l'article 234 ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 41, §1, 2° (la dépense à approuver HTVA ne dépassant pas le seuil de 750.000,00 EUR) ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Prend connaissance du dossier comprenant le cahier spécial des charges 79_RAFRAICHISSEMENT LOGEMENT_2018, le métré et l'avis de marché établis en vue de la réalisation de ces travaux et faisant partie intégrante de la présente décision ;

Considérant qu'il s'agira d'un marché stock d'une durée d'un an débutant le 01 décembre 2018, que la commande se fera sur base des prix unitaires proposés par la firme la moins disante et que la dépense globale se limitera à 206.611,57 EUR hors TVA, soit 250.000,00 EUR, TVA comprise (TVA co-contractant);

Considérant que les crédits nécessaires sont inscrits à l'art. 9220/724/60 (équipement et maintenance des bâtiments) du budget extraordinaire de l'exercice 2018 et sera financé par emprunts;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée directe avec publication préalable ;

Considérant que ce marché est soumis à la publicité belge ;
Sur proposition du Collège des Bourgmestres et Echevins en date du 3 septembre 2018;

DECIDE:

Article 1:

D'approuver le projet relatif aux travaux de rafraîchissement (peintures, revêtements de sol, ...) dans différentes propriétés communales " établi par le Service Propriétés communales ;

Article 2 :

D'approuver et de faire sien le dossier comprenant le cahier spécial des charges 79_RAFRAICHISSEMENT LOGEMENT_2018, le métré et l'avis de marché faisant partie intégrante de la présente décision ;

Article 3 :

D'approuver la dépense globale relative à ce marché estimée à 206.611,57 EUR hors TVA EUR, soit 250.000,00 EUR, TVA comprise et d'appliquer aux prestations à effectuer les prix unitaires proposés par la firme la moins disante

Article 4 :

De réserver cette dépense à l'art. 9220/724/60 (équipement et maintenance des bâtiments scolaires) du budget extraordinaire de l'exercice 2018 et de la couvrir par emprunts ;

Article 5 :

De lancer un marché public de services à bordereau de prix par procédure négociée directe avec publication préalable au niveau national.

Expédition de la présente délibération sera transmise à l'Autorité de tutelle.

Le Conseil approuve le point.

39 votants : 39 votes positifs.

Departement Ruimtelijke Ordening en Vastgoedbeheer
Gemeentelijke eigendommen - Verschillende opfrissingswerken in verscheidene gemeentelijke eigendommen - Goedkeuring lastvoorwaarden en gunningswijze.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet van 24 juni 1988, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 234;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 41, §1, 2° (limiet van 750.000,00 EUR excl. btw niet overschreden);

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende plaatsing overheidsopdrachten klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Neemt kennis van het dossier dat het bestek 79_RAFRAICHISSEMENT LOGEMENT_2018, de opmeting en de aankondiging van de opdracht bevat die zijn opgemaakt met het oog op de uitvoering van deze werken en integraal deel uitmaken van deze beslissing;

Overwegende dat het om een opdracht via bestelbonnen gaat voor een duur van een jaar dat op 01 december 2018 begint, dat de bestelling gebeurt op basis van de door de goedkoopste firma voorgestelde eenheidsprijzen en dat de totale uitgave beperkt is tot 206.611,57 EUR btw excl., hetzij 250.000,00 EUR btw inbegrepen (verlegde btw);

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht voorzien is in het budget van 2018, op artikel 9220/724/60 van de buitengewone dienst en dat de financiering gebeurt met lening;

Overwegende dat voorgesteld wordt de opdracht te gunnen bij wijze van de vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking;

Overwegende dat deze opdracht aan de Belgische bekendmaking onderworpen is;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen van 3 september 2018;

BESLIST:

Artikel 1:

Het ontwerp betreffende Verschillende opfrissingswerken (schilderwerk, vloerbekleding,) in verscheidene gemeentelijke eigendommen gelegen te Sint-Jans-Molenbeek ” goed te keuren;

Artikel 2:

Het dossier omvattend het bestek 79_RAFRAICHISSEMENT LOGEMENT_2018, de meetstaat en de aankondiging van de opdracht dat integraal deel uitmaken van deze beslissing goed te keuren en het hem eigen maken;

Artikel 3:

De globale uitgave, geraamd op 206.611,57 EUR excl. BTW hetzij 250.000,00 EUR incl. BTW goed te keuren en op de prestaties de door de goedkoopste firma voorgestelde eenheidsprijzen toe te passen

Artikel 4:

Deze uitgave te reserveren op art. 9220/724/60 (uitrusting en onderhoud van gebouwen) van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2018 en deze te dekken via leningen;

Artikel 5:

Gebruik te maken van een vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking.

Verzending van de onderhavige beraadslaging zal aan de toezichhoudende overheid overgemaakt worden.

De Raad keurt het punt goed.

39 stemmers : 39 positieve stemmen.

12.09.2018/A/0015 **Département Aménagement du Territoire et Gestion Immobilière**
Propriétés communales - Bâtiment communal sis Chaussée de Merchtem, 13 (accès via la Rue De Geneffe, 20) - Occupation temporaire du local du rez-de-chaussée par l'ASBL Association des Jeunes Marocains (AJM).

LE CONSEIL,

Considérant que l'A.S.B.L AJM sollicite l'occupation du local du rez-de-chaussée du

bâtiment communal sis à la Chaussée de Merchtem, 13 (accès par la rue De Geneffe,20) pour la continuité de ses missions statutaires ayant trait à l'organisation et la réalisation d'initiatives en faveur des enfants et jeunes adultes;

Considérant qu'il y a lieu dès lors de conclure une convention d'occupation entre l'administration communale de Molenbeek-Saint-Jean et l'ASBL AJM pour une période allant du 15 septembre 2018 au 14 septembre 2019 ;

Considérant que cette convention prévoit le versement d'un droit d'occupation de 66,46 EUR et que le montant des charges pour les consommations d'énergie peut être fixé à la somme de 12,83 EUR;

Considérant que cette convention a été soumise au service des Affaires juridiques ;

Vu les articles 117 et 232 de la Nouvelle Loi Communale ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins en date du 03 septembre 2018;

DECIDE:

Article 1:

D'approuver le projet de convention d'occupation temporaire, pour une période allant du 15 septembre 2018 au 14 septembre 2019 par l'ASBL AJM, du local du rez-de-chaussée du bâtiment communal sis Chaussée de Merchtem 13 (accès par la rue De Geneffe,20) ;

Article 2:

De fixer le montant du droit d'occupation mensuel fixé à la somme de 66,46 EUR;

Article 3:

D'approuver le montant des charges pour les consommations d'énergie à la somme de 12,83 EUR.

La présente décision sera transmise à l'autorité de tutelle conformément à l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative des communes de la Région de Bruxelles-Capitale.

Le Conseil approuve le point.

39 votants : 39 votes positifs.

Departement Ruimtelijke Ordening en Vastgoedbeheer
Gemeentelijke Eigendommen - Gemeentelijk gebouw gelegen Steenweg op Merchtem 13 - (Toegang via De Geneffestraat, 20) - Tijdelijk gebruik van de lokalen op de benedenverdieping door vzw Association des Jeunes Marocains (AJM).

DE RAAD,

Overwegende dat de vzw AJM het gebruik van het lokaal op de benedenverdieping van het gemeentelijk gebouw op de Steenweg op Merchtem 13 (toegang via de De Geneffestraat, 20) aanvraagt voor de continuïteit van zijn statutaire opdrachten die betrekking hebben op organisatie en realisatie van initiatieven ten gunste voor kinderen en jong volwassenen;

Overwegende dat er daarom een gebruiksovereenkomst moet worden gesloten tussen het gemeentebestuur van Sint-Jans-Molenbeek en de vzw AJM voor een periode die loopt van 15 september 2018 tot en met 14 september 2019;

Overwegende dat deze overeenkomst de storting voorziet van een gebruiksrecht van 66,46 EUR en dat het bedrag van de lasten voor het energieverbruik vastgelegd mag worden op het bedrag van 12,83 EUR;

Overwegende dat deze overeenkomst werd voorgelegd aan de dienst Juridische zaken; Gelet op artikelen 117 en 232 van de Nieuwe Gemeentewet;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen van 3 september 2018:

BESLIST:

Artikel 1

De ontwerpovereenkomst voor het tijdelijk gebruik door de vzw AJM van het lokaal op de benedenverdieping van het gemeentelijk gebouw gelegen op de Steenweg op Merchtem,13 (toegang tot de De Geneffestraat, 20), voor een periode gaande van 15 september 2018 tot en met 14 september 2019, goed te keuren;

Artikel 2

Het bedrag van het maandelijks gebruiksrecht vast te leggen op 66,46 EUR;

Artikel 3

Het bedrag van de lasten voor het energieverbruik vast te leggen op 12,83 EUR.

Deze beslissing moet overeenkomstig artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest overgemaakt worden aan de Toezichthoudende overheid.

De Raad keurt het punt goed.

39 stemmers : 39 positieve stemmen.

12.09.2018/A/0016 **Département Aménagement du Territoire et Gestion Immobilière**
Propriétés communales - Rue des Quatre Vents, 190 - Occupation temporaire du pavillon des 4-vents sis dans le bâtiment de l'école communale n°5 par l'asbl Quartier Citoyen Durable Petit Manchester.

LE CONSEIL,

Considérant qu'un projet de quartier autour du Parc de l'Ouest, celui du Zinneke et de la Porte de Ninove, a été retenu par Bruxelles Environnement pour le concept de Quartier Citoyen durable ;

Considérant que le projet en question a reçu le soutien de la commune de Molenbeek-Saint-Jean et de plusieurs autres partenaires ;

Considérant que de ce projet découle l'asbl Quartier Citoyen Durable Petit Manchester composée de représentants de quartier ;

Considérant que l'asbl a besoin d'un local qui puisse être utilisé pour accomplir les missions ayant trait au projet de quartier c'est-à-dire des activités promouvant la cohésion sociale et culturelle entre tous les habitants ;

Considérant dès lors, que pour l'obtention d'une enveloppe budgétaire par Bruxelles Environnement pour l'aboutissement du projet, une convention d'occupation d'un lieu avec un partenaire et l'asbl Quartier Citoyen Durable Petit Manchester doit être conclue;

Considérant que, dans le cadre du Contrat de quartier « Ecluse-Saint-Lazarre», la Commune a réaménagé un pavillon se trouvant dans l'école communale n°5 sis rue des

Quatre-Vents, 190 ;

Considérant que le dossier de base du Contrat de quartier Ecluse Saint-Lazare comprend l'opération 5a.3 qui prévoyait l'installation d'un pavillon extérieur ;

Considérant qu'un jardin qui s'articule autour de ce pavillon, se situe à l'arrière de l'école communale n°5 sise place de la Duchesse de Brabant et est accessible depuis la rue des Quatre -Vents, 190 ;

Considérant que l'espace entourant ce jardin et ce pavillon est destiné aux écoliers durant les heures scolaires et, est mis à la disposition des habitants pour des réunions, activités et festivités de quartier après l'école, durant le week-end et pendant les vacances scolaires;

Considérant que l'asbl souhaiterait également exploiter cet espace aux mêmes heures réservées aux riverains mais basées sur une grille horaire ;

Considérant qu'il y a lieu dès lors de conclure une convention d'occupation temporaire entre l'administration communale de Molenbeek-Saint-Jean et l'asbl Quartier Citoyen Durable Petit Manchester pour une durée de 1 an ;

Considérant que l'organisation des activités se fera principalement par des bénévoles ;

Considérant que cette convention prévoit le versement d'un droit d'occupation de 80,00 EUR et que le montant des charges forfaitaires peut être fixé à la somme de 25,00 EUR ;

Considérant que cette convention a été soumise au service des Affaires juridiques ;

Vu les articles 117 et 232 de la Nouvelle Loi Communale ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestres et Echevins en date du 03 septembre 2018;

DECIDE :

Article 1:

D'approuver le projet de convention d'occupation temporaire, pour une durée de 1 an, par l'asbl Quartier Citoyen Durable Petit Manchester, du pavillon des 4 vents dans l'école communale n°5 sis rue des Quatre-Vents, 190 ;

Article 2 :

De fixer le montant du droit d'occupation mensuel à la somme de 80,00 EUR et d'approuver le montant des charges forfaitaires à la somme de 25,00 EUR.

La présente décision sera transmise à l'autorité de tutelle conformément à l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative des communes de la Région de Bruxelles-Capitale.

Le Conseil approuve le point.

39 votants : 39 votes positifs.

Departement Ruimtelijke Ordening en Vastgoedbeheer

Gemeentelijke Eigendommen - Vierwindenstraat,190 - Tijdelijk gebruik van het paviljoen van de Vierwinden gelegen in het gemeenteschoolgebouw n°5 door de VZW Quartier Citoyen Durable Petit Manchester.

DE RAAD,

Overwegende dat er een project rond het park van West, Zinneke en Ninoofse Poort door Leefmilieu Brussel is weerhouden voor het concept van Wijk Duurzame Burger;

Overwegende dat dit project de gemeente Sint-Jans-Molenbeek en verscheidene andere

partners heeft gekregen;

Overwegende dat uit dit project de vzw Wijk Duurzame Burger Klein Manchester is ontstaan die is samengesteld uit vertegenwoordigers van de wijk;

Overwegende dat de vzw een lokaal nodig heeft dat kan gebruikt worden om opdrachten uit te voeren die betrekking hebben op de wijk, d.w.z. activiteiten die de sociale en culturele samenhang tussen de bewoners bevorderen;

Overwegende dat daarom, voor het verkrijgen van een budgettaire enveloppe van Leefmilieu Brussel voor de voltooiing van het project, er een overeenkomst moet worden gesloten voor het gebruik van een ruimte met een partner en een vzw Wijk duurzame Burger Klein Manchester;

Overwegende dat in Wijkcontract “Sluis - Sint-Lazarus” de Gemeente een paviljoen dat in school nr.5 in de Vier-Windenstraat 190 ligt, heringericht heeft;

Overwegende dat het basisdossier van Wijkcontract Sluis Sint-Lazarus ingreep 5a.3 omvat die de installatie van een buitenpaviljoen voorzag;

Overwegende dat er rond het paviljoen een tuin gelegen is aan de achterkant van gemeenteschool nr.5 aan het Hertogin van Brabantplein, die toegankelijk is vanaf de Vier-windenstraat 190;

Overwegende dat de ruimte rond deze tuin en dit paviljoen voor de leerlingen bestemd is tijdens de schooluren en ter beschikking wordt gesteld van de bewoners voor wijkvergaderingen, -activiteiten en -festiviteiten na de school, tijdens de weekends en de schoolvakanties;

Overwegende dat de vzw deze ruimte ook zou wensen uit te baten op dezelfde uren die gereserveerd zijn voor de bewoners maar gebaseerd op een uurrooster;

Overwegende dat er daarom een tijdelijke gebruiksovereenkomst moet worden gesloten tussen het gemeentebestuur van Sint-Jans-Molenbeek en de vzw Wijk Duurzame Burger Klein Manchester voor een duur van 1 jaar;

Overwegende dat de organisatie van activiteiten voornamelijk met vrijwilligers gebeurt;

Overwegende dat deze overeenkomst de storting voorziet van een gebruiksrecht van 80,00 EUR en dat het bedrag van de forfaitaire lasten vastgelegd mag worden op het bedrag van 25,00 EUR;

Overwegende dat deze overeenkomst werd voorgelegd aan de dienst Juridische zaken ; Gelet op artikelen 117 en 232 van de Nieuwe Gemeentewet ;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen van maandag 3 september 2018:

BESLIST :

Artikel 1 :

Het ontwerp van overeenkomst voor het tijdelijke gebruik van het paviljoen in school nr.5 gelegen in de Vier-windenstraat 190 door de vzw Wijk Duurzame Burger Klein Manchester voor een duur van 1 jaar; goed te keuren;

Artikel 2 :

Het bedrag van het maandelijksse gebruiksrecht vast te leggen op 80,00 EUR en het bedrag van de forfaitaire lasten op 25,00 EUR vast te leggen.

Deze beslissing wordt overgemaakt aan de toezichthoudende overheid overeenkomstig artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

De Raad keurt het punt goed.

39 stemmers : 39 positieve stemmen.

12.09.2018/A/0017 **Département Infrastructures et Développement urbain**
Département Infrastructures et Développement Urbain - Contrat de quartier Rives Ouest - Occupation temporaire du pavillon dans le parc Menin - Etangs Noirs par l'asbl La J - Maison de jeunes - Révision de la décision du Conseil communal du 27.11.17.

LE CONSEIL,

Revu la délibération du Conseil communal en date du 27 novembre 2017 portant décision e.a.:

- d'approuver le projet de convention d'occupation par La J asbl – Maison de jeunes du rez-de-chaussée du pavillon sis parc Menin – Etangs Noirs, pour une période allant de la signature de la convention jusqu'au début des travaux en vue du changement d'affectation;

- d'approuver le caractère gratuit de l'occupation ainsi que la prise en charge par l'ASBL La J - maison de jeunes de la consommation d'eau et d'énergie;

Vu la délibération du Conseil communal du 21 mars 2018 portant décision e.a. d'approuver le projet de convention d'occupation par l'asbl CocoriCO du 1er étage du pavillon sis parc Menin – Etangs Noirs, pour une période allant de la signature de la convention jusqu'au début des travaux en vue du changement d'affectation;

Vu l'article 8 de la convention d'occupation du rez-de-chaussée par la J asbl – Maison de Jeunes indiquant la reprise des compteurs d'électricité, gaz et eau au nom de l'asbl ;

Vu que les deux étages ne disposent pas de compteurs séparés ;

Considérant que le calcul des consommations et décomptes se fera grâce au placement de calorimètres ;

Considérant donc qu'il s'agit de modifier l'article 8 de la convention ;

DECIDE :

Article unique :

De revoir la délibération du 27 novembre 2017 et d'approuver le nouveau projet de convention d'occupation par La J asbl – Maison de jeunes du rez-de-chaussée du pavillon sis parc Menin – Etangs Noirs, pour une période allant de la signature de la convention jusqu'au début des travaux en vue du changement d'affectation.

Le Conseil approuve le point.

39 votants : 39 votes positifs.

Departement Infrastructuur en Stadsontwikkeling
Departement Infrastructuur en Stedelijke Ontwikkeling - Duurzaam Wijkcontract West Oevers - Tijdelijk gebruik van het paviljoen door de vzw La J - Jeugdhuis gelegen in het park Menen - Zwarte Vijvers - Herziening van de beslissing van de Gemeenteraad van 27.11.17.

DE RAAD,

Herzien zijn beslissing van 27.11.2017 waarbij o.a. werd besloten :

- Het ontwerp van de gebruiksovereenkomst door de vzw La J - jeugdhuis van het gelijkvloers van het paviljoen gelegen in het park Menen - Zwarte Vijvers goed te keuren, voor een periode gaande van de handtekening van de overeenkomst tot het begin van de werken met het oog op de bestemmingswijziging ;
- Het gratis karakter van het gebruik en de tenlasteneming door de vzw La J - jeugdhuis van het water- en energieverbruik goed te keuren ;

Gezien de beslissing van de Gemeenteraad van 21 maart 2018 waarbij o.a. werd besloten het ontwerp van de gebruiksovereenkomst door de vzw CocoriCO van de eerste verdieping van het paviljoen gelegen in het park Menen - Zwarte Vijvers goed te keuren, voor een periode gaande van de ondertekening van de overeenkomst tot het begin van de werken met het oog op de bestemmingswijziging ;

Gezien het artikel 8 in de gebruiksovereenkomst van het gelijkvloers door de vzw La J - jeugdhuis waar de elektriciteits -, gas- en watermeters op naam van de vereniging worden genomen ;

Gezien de twee verdiepingen geen afzonderlijke meters hebben;

Overwegende dat de berekening van het verbruik en de afrekeningen zal gebeuren door het plaatsen van calorimeters;

Overwegende dat artikel 8 van de gebruiksovereenkomst dus dient te worden gewijzigd;

BESLUIT :

Enig artikel :

De beslissing van de Gemeenteraad van 27 november 2017 te herzien en het nieuwe ontwerp van de gebruiksovereenkomst door de vzw La J - jeugdhuis van het gelijkvloers van het paviljoen gelegen in het park Menen - Zwarte Vijvers goed te keuren, voor een periode gaande van de handtekening van de overeenkomst tot het begin van de werken met het oog op de bestemmingswijziging.

De Raad keurt het punt goed.

39 stemmers : 39 positieve stemmen.

12.09.2018/A/0018 **Département Infrastructures et Développement urbain**
Département Infrastructures et Développement Urbain - Service Marchés Publics -
Contrat de Quartier Durable « Petite Senne » - Opérations 1.C1, 1.C2A, et 1.C3 -
Marché de travaux relatif à la reconversion d'un site situé à Molenbeek-Saint-Jean
en ateliers, logements et un espace extérieur, sis Quai de l'Industrie 75, 77, 79 à
Molenbeek-Saint-Jean - Fixation et approbation des conditions du marché et de
l'avis de marché - Définition de la répartition des coûts (en pourcentages) par
opération - Approbation de la clé de répartition des coûts - CSC 18.025.

LE CONSEIL,

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les

secteurs classiques;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics;

Vu l'arrêté royal du 15 avril 2018 modifiant plusieurs arrêtés royaux en matière de marchés publics et de concessions et adaptant un seuil dans la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions ;

Vu l'ordonnance organique de la revitalisation urbaine du 28 janvier 2010 et son arrêté d'exécution (arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale portant exécution de l'ordonnance organique de la revitalisation urbaine du 28 janvier 2010) du 27 mai 2010;

Vu l'ordonnance organique de la revitalisation urbaine du 6 octobre 2016 et son arrêté d'exécution (Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale relatif aux Contrats de Quartier Durable) du 24 novembre 2016;

Vu le courrier du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale – cabinet de la Ministre Evelyne Huytebroeck - daté du 23 décembre 2013 notifiant à la Commune l'octroi d'un Contrat de Quartier Durable dénommé « Petite Senne » ;

Vu la notification de la décision du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 22 décembre 2014 par laquelle le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale prend connaissance et approuve le dossier de base du Contrat de Quartier Durable « Petite Senne» ;

Vu la notification de la décision du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 25 mai 2016 par laquelle le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale prend connaissance et approuve la première modification du dossier de base du Contrat de Quartier Durable « Petite Senne» ;

Vu la notification de la décision du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 22 mai 2017 par laquelle le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale prend connaissance et approuve la deuxième modification du dossier de base du Contrat de Quartier Durable « Petite Senne» ;

Considérant que le projet vise la reconversion d'un site sis Quai de l'Industrie 75-77 et 79 en ateliers, logements et un espace extérieur dans le cadre du Contrat de Quartier Durable " Petite Senne ";

Vu le dossier de base dans lequel sont reprises les opérations 1.C1, 1.C2A, et 1.C3;

Considérant que pour procéder à l'exécution des travaux de reconversion d'un site situé à Molenbeek-Saint-Jean, Quai de l'Industrie 75,77 et 79, divisé en opérations dans le cadre du Contrat de Quartier Durable «Petite Senne», il y a lieu de lancer un marché de travaux;

Considérant que les opérations comprennent les travaux suivants :

1.C1 : la construction d'un rez-de-chaussée avec des espaces productifs et des équipements d'intérêt collectif ;

1.C2A : la construction aux étages d'un ensemble de logements assimilés au logement social de type habitat intergénérationnel ainsi qu'un logement de concierge et

1.C3 : l'aménagement d'un espace extérieur (cour collective), dans le cadre du Contrat de Quartier Durable «Petite Senne»;

Considérant que le marché n'est pas divisé en lots ;

Prend connaissance des documents du marché, à savoir du cahier des charges et de ses annexes établis à cet effet par le Département Infrastructures et Développement Urbain;

Prend connaissance de l'avis de marché établi à cet effet par le Département Infrastructures et Développement urbain ;

Considérant que la dépense globale pour les travaux peut être estimée à 3.677.729,36 EUR HTVA (à différents taux de TVA selon l'opération, soit de 421.911,82 EUR de TVA), soit un total de 4.099.641,18 EUR TVAC, augmentée d'une marge de 10% arrivant à un montant total de 4.509.605,30 EUR pour le marché de travaux relatif à la reconversion d'un site situé à Molenbeek-Saint-Jean en ateliers, logements et un espace extérieur, sis Quai de l'Industrie 75, 77, 79, dans le cadre du Contrat de Quartier Durable « Petite Senne », à savoir par opération :

Montant de l'estimation			
Estimation HTVA	Opération 1.C1 :	€ 1.004.356,02	
	Opération 1.C2A :	€ 2.336.075,61	
	Opération 1.C3 :	€ 337.297,73	
		total HTVA	€ 3.677.729,36
Estimation TVAC	Opération 1.C1 :	€ 1.215.270,78	TVA (21%)
	Opération 1.C2A :	€ 2.476.240,15	TVA (6%)
	Opération 1.C3 :	€ 408.130,25	TVA (21%)
		total TVAC	€ 4.099.641,18
Estimation TVA et révision comprise	Opération 1.C1 :	€ 1.336.797,86	TVA (21%) et révision comp
	Opération 1.C2A :	€ 2.723.864,16	TVA (6%) et révision comp
	Opération 1.C3 :	€ 448.943,28	TVA (21%) et révision comp
		Total révision et TVAC	€ 4.509.605,30

Considérant que les crédits relatifs aux travaux sont prévus :

- pour l'opération 1.C1 à l'article 9301/731/60
- pour l'opération 1.C2A à l'article 9301/731/60 et 9304/731/60 (750.000 € : Politique de la Ville)
- pour l'opération 1.C3 à l'article 9301/731/60

du budget extraordinaire de l'exercice 2018 et qu'ils seront couverts de la façon suivante:

Opération	Mode de financement	Montant	Total
Opération 1.C1 :			
emprunts :		€ 66.839,89	
Subsides par l'instance :	Contrat de Quartier Durable 'Petite Senne' (DC 5020)	€ 1.269.957,97	€ 1.336.797,86

Opération 1.C2A :			
emprunts :		€ 98.693,21	
subsidés par l'instance :	Contrat de Quartier Durable 'Petite Senne' (DC 5020)	€ 1.875.170,95	
subsidés par l'instance :	Politique de la Ville (DC 4153)	€ 750.000,00	€ 2.723.864,16
Opération 1.C3 :			
emprunts :		€ 22.447,16	
subsidés par l'instance :	Contrat de Quartier Durable 'Petite Senne' (DC 5020)	€ 426.496,12	€ 448.943,28

Considérant que compte tenu du fait que le montant de la dépense estimée est inférieur à 5.548.000 EUR hors TVA, les règles de la publicité européenne ne sont pas d'application, conformément aux articles 11 et 13 de l'arrêté royal du 18 avril 2017 ;

Considérant que conformément à l'article 36 de la loi du 17 juin 2016 et à l'article 11 de l'Arrêté Royal du 18 avril 2017, une procédure ouverte belge est autorisée pour le marché de travaux compte tenu du fait que la dépense globale estimée est inférieure à 5.548.000,00 EUR HTVA;

Vu l'art. 234, alinéa 1 de la Nouvelle Loi communale ;

Considérant le Contrat de Quartier Durable « Petite Senne » comporte trois opérations, à savoir :

1.C1 : la construction d'un rez-de-chaussée avec des espaces productifs et des équipements d'intérêt collectif ;

1.C2A : la construction aux étages d'un ensemble de logements assimilés au logement social de type habitat intergénérationnel ainsi qu'un logement de concierge et

1.C3 : l'aménagement d'un espace extérieur (cour collective), qui sont situés dans un seul et même bâtiment et partagent de nombreuses parties communes ;

Considérant qu'il est nécessaire de définir les coûts des travaux par opération afin de pouvoir justifier les dépenses des travaux auprès des différents pouvoirs subsidants;

Considérant qu'il est souhaitable de fixer dès à présent la quote-part pour chaque opération:

Opération 1.C1	27,31%
Opération 1.C2A	63,52%
Opération 1.C3	9,17%

DECIDE :

Article 1 :

D'approuver les documents du marché, à savoir le cahier des charges et ses annexes et l'avis de marché établis par le Département Infrastructures et Développement Urbain relatifs à la reconversion d'un site situé à Molenbeek-Saint-Jean en ateliers, logements et un espace extérieur, sis Quai de l'Industrie 75, 77, 79 à Molenbeek-Saint-Jean, dans le cadre du Contrat de Quartier Durable « Petite Senne ».

Article 2 :

D'approuver l'avis de marché établi à cet effet par le Département Infrastructures et Développement Urbain.

Article 3 :

De passer le marché de travaux par la procédure ouverte belge.

Article 4 :

D'approuver la dépense globale estimée pour les travaux à 3.677.729,36 HTVA (à différents taux selon l'opération, soit de 421.911,82 EUR de TVA), soit un total de 4.099.641,18 EUR TVAC, augmentée d'une marge de 10% arrivant à un montant total de 4.509.605,30 EUR.

Article 5 :

D'approuver l'application de la clé de répartition des coûts par opération, à savoir :

Opération 1.C1	27,31%
Opération 1.C2A	63,52%
Opération 1.C3	9,17%

Le Conseil approuve le point.

39 votants : 39 votes positifs.

Departement Infrastructuur en Stadsontwikkeling

Departement Infrastructuur en Stedelijke Ontwikkeling - Dienst

Overheidsopdrachten - Duurzaam Wijkcontract «Zinneke» - Operaties 1.C1, 1.C2A, en 1.C3 - Opdracht voor werken betreffende de reconversie van een site gelegen te Sint-Jans-Molenbeek in ateliers, woningen en een buitenruimte, Nijverheidskaai 75, 77, 79 te Sint-Jans-Molenbeek - Goedkeuring van de aankondiging van de opdracht en de vaststelling van de voorwaarden van de opdracht. Definiëring van de verdeling van de kosten (in percentages) per operatie - Goedkeuring van de sleutelverdeling van de kosten - Bestek 18.025.

DE RAAD,

Gezien de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten;

Gezien het Koninklijk Besluit plaatsing overheidsopdrachten in de klassieke sectoren van 18 april 2017;

Gezien het Koninklijk Besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten;

Gezien het Koninklijk Besluit van 15 april 2018 tot wijziging van meerdere koninklijke besluiten op het vlak van overheidsopdrachten en concessies en tot aanpassing van een drempel in de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies;

Gezien de Ordonnantie over stedelijke herwaardering van 28 januari 2010 en haar uitvoeringsbesluit (besluit van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest tot uitvoering van de Ordonnantie van 28 januari 2010 houdende organisatie van de stedelijke herwaardering) van 27 mei 2010;

Gezien de Ordonnantie over stedelijke herwaardering van 6 oktober 2016 en haar uitvoeringsbesluit (Besluit van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreffende de Duurzame Wijkcontracten) van 24 november 2016 ;

Gezien het schrijven van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest - kabinet van Minister Evelyne Huytebroeck – in datum van 23 december 2013 die het Gemeentebestuur inlichtte over de toekenning van een Duurzaam Wijkcontract,

«Zinneke» genaamd;

Gezien de betekening van de beslissing van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 22 december 2014 waarbij de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest het basisdossier van het Duurzaam Wijkcontract «Zinneke» ter kennis neemt en goedkeurt;

Gezien de betekening van de beslissing van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 25 mei 2016 waarbij de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest de eerste wijziging van het basisdossier van het Duurzaam Wijkcontract «Zinneke» ter kennis neemt en goedkeurt;

Gezien de betekening van de beslissing van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 22 mei 2017 waarbij de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest de tweede wijziging van het basisdossier van het Duurzaam Wijkcontract «Zinneke» ter kennis neemt en goedkeurt;

Gezien het project voor de reconversie van een site gelegen te Nijverheidskaai 75, 77, 79 in ateliers, woningen en een buitenruimte in het kader van het Duurzaam Wijkcontract «Zinneke»;

Gezien het basisdossier waarin de operaties 1.C1, 1.C2A, en 1.C3 werden opgenomen; Overwegende dat om te kunnen overgaan tot de uitvoering van de reconversie van een site te Sint-Jans-Molenbeek, gelegen Nijverheidskaai 75, 77, 79 die verdeeld is in operaties, er nood is aan het lanceren van een opdracht voor werken;

Overwegende dat de operaties de volgende werken omvatten:

1.C1: de bouw van een gelijkvloers met productieve ruimtes en uitrustingen van algemeen nut;

1.C2A: de bouw op de verdiepingen van een geheel aan woningen die gelijkgesteld zijn aan sociale woningen van het type intergenerationeel wonen alsook een conciërgewoning en

1.C3: de inrichting van een buitenruimte (gemeenschappelijke patio), in het kader van het Duurzaam Wijkcontract «Zinneke»;

Overwegende dat de opdracht niet in percelen is verdeeld;

Neemt kennis van de documenten van de opdracht, met name het bestek en de bijlagen, hiertoe opgesteld door het Departement Infrastructuur en Stedelijke Ontwikkeling;

Neemt kennis van de aankondiging van de opdracht, hiertoe opgesteld door het Departement Infrastructuur en Stedelijke Ontwikkeling;

Overwegende dat de globale uitgave van de werken geraamd kan worden op een bedrag van € 3.677.729,36 btw excl. (met verschillende btw-bedragen volgens de operatie, met name 421.911,82 EUR) hetzij € 4.099.641,18 EUR btw incl., vermeerderd met een marge van 10% komende op een bedrag van 4.509.605,30 EUR btw. incl. voor de opdracht voor werken betreffende de reconversie van een site te Sint-Jans-Molenbeek in ateliers, woningen en een buitenruimte, gelegen Nijverheidskaai 75, 77, 79, in het kader van het Duurzaam Wijkcontract «Zinneke», met name per operatie:

Bedrag van de raming			
Raming btw excl.	Operatie 1.C1 :	€ 1.004.356,02	
	Operatie 1.C2A :	€ 2.336.075,61	
	Operatie 1.C3 :	€ 337.297,73	
		totaal btw excl.	€ 3.677.729,36
Raming btw incl.	Operatie 1.C1 :	€ 1.215.270,78	btw (21%)
	Operatie 1.C2A :	€ 2.476.240,15	btw (6%)

	Operatie 1.C3 :	€ 408.130,25	btw (21%)
		totaal btw. incl	€ 4.0
Raming btw en marge inbegrepen	Operatie 1.C1 :	€ 1.336.797,86	btw (21%) en marge inbegre
	Operatie 1.C2A :	€ 2.723.864,16	btw (6%) en 1 marge inbegre
	Operatie 1.C3 :	€ 448.943,28	btw (21 en 10 inbegrepen
		Totaal marge en btw incl.	€ 4.5

Overwegende dat de nodige kredieten voorzien zijn:

- voor operatie 1.C1 op het artikel 9301/731/60
- voor operatie 1.C2A op het artikel 9301/731/60 et 9304/731/60 (750.000 € : Stadsbeleid)
- voor operatie 1.C3 op het artikel 9301/731/60

van de buitengewone begroting van dienstjaar 2018 et dat ze op de volgende wijze zullen gedekt worden:

Operatie	Financieringswijze	Bedrag	Totaal
Operatie 1.C1 :			
leningsgelden :		€ 66.839,89	
Subsidie via de instantie:	Duurzaam Wijkcontract « Zinneke » (VR 5020)	€ 1.269.957,97	€ 1.336.797,86
Operatie 1.C2A :			
leningsgelden:		€ 98.693,21	
Subsidie via de instantie :	Duurzaam Wijkcontract « Zinneke » (VR 5020)	€ 1.875.170,95	
Subsidie via de instantie:	Stadsbeleid (VR 4153)	€ 750.000,00	€ 2.723.864,16
Operatie 1.C3 :			
leningsgelden:		€ 22.447,16	
Subsidie via de instantie:	Duurzaam Wijkcontract « Zinneke » (VR 5020)	€ 426.496,12	€ 448.943,28

Overwegende dat het geraamde bedrag lager ligt dan 5.548.000 EUR excl. btw en de

regels voor de Europese bekendmaking bijgevolg niet van toepassing zijn, in overeenstemming met de artikels 11 en 13 van het Koninklijk Besluit van 18 april 2017;

Overwegende dat in overeenstemming met artikel 36 van de Wet van 17 juni 2016 en artikel 11 van het Koninklijk Besluit van 18 april 2017 een belgische openbare procedure toegelaten is voor de opdracht voor werken, gezien de totale geschatte uitgave lager is dan 5.548.000,00 EUR EUR btw incl.;

Gelet op art. 234 alinea 1 van de Nieuwe Gemeentewet;

Overwegende dat het Duurzaam Wijkcontract « Zinneke » drie operaties omvat, met name:

1.C1: de bouw van een gelijkvloers met productieve ruimtes en uitrustingen van algemeen nut;

1.C2A: de bouw op de verdiepingen van een geheel aan woningen die gelijkgesteld zijn aan sociale woningen van het type intergenerationeel wonen alsook een conciërgewoning en

1.C3: de inrichting van een buitenruimte (gemeenschappelijke patio), die in één enkel gebouw gelegen zijn en die verschillende gemene delen omvatten ;
Overwegende dat het nodig is om de kosten van de werken per operatie te definiëren om de uitgaven van de werken te kunnen staven ten aanzien van de verschillende subsidiërende overheden;

Overwegende dat het wenselijk is om vanaf heden het percentage vast te leggen voor elke operatie :

Operatie 1.C1	27,31%
Operatie 1.C2A	63,52%
Operatie 1.C3	9,17%

B E S L U I T:

Artikel 1

De opdrachtdocumenten, met name het bestek en de bijlagen, opgesteld door het Departement Infrastructuur en Stedelijke Ontwikkeling betreffende de reconversie van een site te Sint-Jans-Molenbeek in ateliers, woningen en een buitenruimte, gelegen Nijverheidskaai 75, 77, 79 te Sint-Jans-Molenbeek, in het kader van het Duurzaam Wijkcontract “Zinneke”, goed te keuren.

Artikel 2

Het ontwerp van de aankondiging van de opdracht, hiertoe opgesteld door het Departement Infrastructuur en Stedelijke Ontwikkeling goed te keuren.

Artikel 3

De opdracht voor werken te plaatsen via een openbare procedure.

Artikel 4

De globale uitgave geraamd op een bedrag van 3.677.729,36 btw excl. (met verschillende btw-bedragen volgens de operatie, met name 421.911,82 EUR) hetzij 4.099.641,18 EUR btw incl., vermeerderd met een marge van 10% komende op een totaal bedrag van 4.509.605,30 EUR btw. incl. goed te keuren.

Artikel 5

De toepassing van de sleutelverdeling van de kosten per operatie goed te keuren, met name :

Operatie 1.C1	27,31%
Operatie 1.C2A	63,52%
Operatie 1.C3	9,17%

De Raad keurt het punt goed.
39 stemmers : 39 positieve stemmen.

12.09.2018/A/0019 **Département Infrastructures et Développement urbain**
Département Infrastructures et Développement Urbain - Programme triennal
d'investissement 2016-2018 - Octroi de subsides par la Région de Bruxelles-Capitale
- Proposition de projets à réaliser - Modification.

LE CONSEIL,

Vu l'ordonnance de la Région de Bruxelles-Capitale en date du 16.07.1998 relative à l'octroi de subsides destinés à encourager la réalisation d'investissements d'intérêt public ;

Considérant que le montant du subside alloué à notre commune pour le triennat 2016-2018 est de € 2.330.679,00 ;

Vu sa délibération du 22/11/2017 décidant e.a.

- D'approuver les formulaires A et B et de présenter les dossiers suivants au Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale dans le cadre du programme triennal d'investissement 2016-2018 et d'approuver :
- Projet n°01 : « Réaménagement de voirie de l'avenue des Myrtes » ;
- Projet n°02 : « Réaménagement de voirie de la Place Mennekens » ;
- Projet n°03 : « Réaménagement de voirie de la rue Van Hoegaerde » en collaboration avec la Commune de Koekelberg ;
- Projet n°04 : « Etudes préalables aux travaux de réaménagement de voirie de la rue Van Hoegaerde » ;
- Projet n°07 : « Réaménagement de voirie de la rue des Bougainvillées » ;
- Projet n°08 : « Réaménagement de voirie de l'avenue du Scheutbos » ;

Considérant qu'ils sont, en application de l'ordonnance du 16.07.1998, subsidiables à concurrence de 70 % du coût des investissements pris en compte pour le calcul des subsides ;

Considérant que le montant total de l'investissement s'élève à € 3.744.316,63 TVAC en incluant les 10% de réserve, et qu'il sera couvert, sous réserve de l'obtention de l'accord de l'autorité subsidiante, pour 70 % des montants d'attribution, par les subsides octroyés par la Région dans le cadre du programme triennal d'investissement 2016-2018 pour un montant estimé de € 2.330.679,00 et pour le solde par emprunts;

Vu l'article 117 de la Nouvelle Loi communale ;

DECIDE:

Article unique :

D'approuver les formulaires A et B et de présenter les dossiers suivants au Service Public Régional de Bruxelles dans le cadre du programme triennal d'investissement 2016-2018 et d'approuver :

- Projet n°01 : « Réaménagement de voirie de l'avenue des Myrtes » ;
- Projet n°02 : « Réaménagement de voirie de la Place Mennekens » ;
- Projet n°03 : « Réaménagement de voirie de la rue Van Hoegaerde » en collaboration avec la Commune de Koekelberg ;
- Projet n°04 : « Etudes préalables aux travaux de réaménagement de voirie de la rue Van Hoegaerde » ;
- Projet n°07 : « Réaménagement de voirie de la rue des Bougainvillées » ;
- Projet n°08 : « Réaménagement de voirie de l'avenue du Scheutbos »

Le Conseil approuve le point.
39 votants : 39 votes positifs.

Departement Infrastructuur en Stadsontwikkeling
Departement Infrastructuur en Stedelijke Ontwikkeling - Driejarig investeringsprogramma 2016-2018 - Toekenning van subsidies door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest - Voorstel van te realiseren projecten - Wijziging.

DE RAAD,

Gelet op de ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest d.d. 16.07.1998 betreffende de toekenning van subsidies om investeringen van openbaar nut aan te moedigen;

Overwegende dat het bedrag van de aan onze gemeente toegekende subsidies voor de drie jaren 2016-2018, 2.330.679,00 € bedraagt;

Gelet op haar beslissing van 22.11.2017 waarbij o.a werd besloten:

- Om de volgende dossiers aan het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest voor te stellen in het kader van het driejarig investeringsprogramma 2016-2018:
- Project nr. 01: "De heraanleg van de wegnis van de Mirtenlaan ;
- Project nr. 02: "De heraanleg van de wegnis van het Mennekensplein ;
- Project nr. 03: "De heraanleg van de wegnis van de Van Hoegaerdestraat» in samenwerking met de Gemeente Koekelberg;
- Project nr. 04: "Studies voorafgaand aan de werken van heraanleg van de wegnis van de Van Hoegaerdestraat";
- Project nr 07 : "De heraanleg van de wegnis van de Bougainville's straat";
- Project nr 08 : "De heraanleg van de wegnis van de Scheutboslaan";

Overwegende dat ze, in overeenstemming met de ordonnantie van 16.07.1998, à rato van 70 % van de kostprijs van de subsidieerbare werken, subsidieerbaar zijn;

Overwegende dat het totale bedrag van de investering € 3.744.316,63 BTW incl, reserve van 10% inbegrepen, bedraagt en zal gedekt worden, onder voorbehoud van het verkrijgen van het akkoord van de subsidiërende overheid, voor 70% van de bedragen van gunning met de toegekende subsidies in het kader van het driejarig investeringsplan 2016-2018 ten geraamde bedrage van € 2.330.679,00 en met leningsgelden voor het saldo;

Gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

BESLIST:

Enig artikel :

De formulieren A en B goed te keuren en de volgende dossiers aan de Gewestelijke Overheidsdienst Brussel voor te stellen in het kader van het driejarig investeringsprogramma 2016-2018:

- Project nr. 01: "De heraanleg van de wegenis van de Mirtenlaan ;
- Project nr. 02: "De heraanleg van de wegenis van het Mennekensplein ;
- Project nr. 03: "De heraanleg van de wegenis van de Van Hoegaerdestraat" in samenwerking met de Gemeente Koekelberg;
- Project nr. 04: "Studies voorafgaand aan de werken van heraanleg van de wegenis van de Van Hoegaerdestraat";
- Project nr 07 : "De heraanleg van de wegenis van de Bougainville's straat";
- Project nr 08 : "De heraanleg van de wegenis van de Scheutboslaan".

De Raad keurt het punt goed.

39 stemmers : 39 positieve stemmen.

12.09.2018/A/0020 **Département Infrastructures et Développement urbain**
Département Infrastructures et Développement Urbain - Marché de travaux relatif au réaménagement de la voirie de façade à façade de la rue Van Hoegaerde dans le cadre du Programme triennal d'investissement 2016-2018 de la Région de Bruxelles-Capitale - CDC 18.024 - Approbation de l'avis de marché et fixation des conditions du marché.

LE CONSEIL,

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics;

Vu l'arrêté royal du 15 avril 2018 modifiant plusieurs arrêtés royaux en matière de marchés publics et de concessions et adaptant un seuil dans la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions ;

Vu l'ordonnance de la Région de Bruxelles-Capitale du 16 juillet 1998 relative à l'octroi de subsides destinés à encourager la réalisation d'investissements d'intérêt public ;

Vu l'octroi d'une dotation triennale d'investissement par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale dans le cadre de ladite ordonnance ;

Vu la décision du 8 février 2018 du Gouvernement Région de Bruxelles-Capitale d'approuver, pour le triennat 2016-2018, le programme d'investissement communal de

la commune de Molenbeek-Saint-Jean, tel qu'adopté par la délibération du Conseil communal du 22 novembre 2017 ;

Considérant que le réaménagement de la voirie de façade à façade de la rue Van Hoegaerde constitue le projet 03 adopté lors du Conseil communal précité ;

Vu la mission d'étude (préparatoire) au réaménagement de la rue Van Hoegaerde réalisée par l'entreprise C² Project SPRL (BE0831.055.913), sise Chemin de la Maison du Roi 30D à 1380 Lasne ;

Considérant qu'il y a lieu de passer un marché de travaux pour ce projet car la voirie précitée nécessite un réaménagement complet de façade à façade et qu'il y a donc lieu de procéder à la rénovation complète;

Considérant qu'il y a lieu de désigner un soumissionnaire pour mener à bien ce travail;

Considérant que la dépense globale peut être estimée à 231.404,95 EUR HTVA (TVA 21% soit 48.595,05 EUR), soit 280.000,00 EUR TVAC ;

Considérant que la dépense sera financée pour 140.000 EUR par la commune de Molenbeek-Saint-Jean dont 78.750,00 EUR par les subsides dans le cadre du programme d'investissement triennal 2016-2018 de la Région de Bruxelles-Capitale et 61.250,00 EUR par emprunts et le solde (140.000,00 EUR) sera financé par la commune de Koekelberg;

Considérant que les crédits nécessaires sont inscrits à l'article 4210/731/60 du budget extraordinaire de l'exercice 2018;

Considérant que conformément à l'article 41, §1^{er}, 2^o de la loi du 17 juin 2016, une procédure négociée directe avec publication préalable est autorisée pour les marchés de travaux dont le montant estimé est inférieur à 750.000 EUR hors taxe sur la valeur ajoutée;

Considérant que le chantier est organisé de concert avec la Commune de Koekelberg en vue d'exécuter un marché conjoint de travaux;

Considérant qu'une convention est conclue entre les deux communes, laquelle désigne la commune de Molenbeek-Saint-Jean comme pouvoir adjudicateur organisateur pour la passation et l'exécution du marché conjoint de travaux ainsi que comme maître d'ouvrage des travaux à réaliser.

Considérant que le budget est réparti à raison de 50% chacune entre les parties, soit 140.000,00 EUR TVAC.

Considérant que cette dépense sera couverte d'abord par la commune de Molenbeek-Saint-Jean qui ajustera ensuite la participation financière de la commune de Koekelberg à partir du résultat de la procédure de passation du marché de travaux

Prend connaissance des documents du marché, à savoir du cahier des charges et de ses annexes ainsi que de l'avis de marché fournis par le Département Infrastructures et Développement Urbain ;

Vu l'article 234, alinéa 1 de la Nouvelle Loi communale ;

DECIDE :

Article 1 :

D'approuver les termes du cahier des charges et ses annexes ainsi que de l'avis de marché établis par le Département Infrastructures et Développement Urbain relatifs au réaménagement de la voirie de façade à façade de la rue Van Hoegaerde dans le cadre du Programme triennal d'investissement 2016-2018 de la Région de Bruxelles-Capitale.

Article 2 :

De passer le marché de travaux par une procédure négociée directe avec publication préalable.

Article 3 :

D'approuver la dépense estimée à de 231.404,95 EUR HTVA (TVA 21% soit 48.595,05 EUR), soit 280.000 EUR TVAC, financée pour 140.000 EUR par la commune de Molenbeek-Saint-Jean dont 78.750,00 EUR par les subsides dans le cadre du programme d'investissement triennal 2016-2018 de la Région de Bruxelles-Capitale et 61.250,00 EUR par emprunts et le solde (140.000,00 EUR) sera financé par la commune de Koekelberg.

Le Conseil approuve le point.

39 votants : 39 votes positifs.

Departement Infrastructuur en Stadsontwikkeling

Departement Infrastructuur en Stedelijke Ontwikkeling - Opdracht voor werken

betreffende de heraanleg van de weg, van gevel tot gevel van de Van

Hoegaerdestraat in het kader van het driejarig investeringsprogramma 2016-2018

van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest - Bestek 18.024 - Goedkeuring van de

aankondiging van de opdracht en vaststelling van de voorwaarden van de opdracht.

DE RAAD,

Gelet op de wet van 17 juni 2016 betreffende overheidsopdrachten ;

Gelet op het Koninklijk besluit plaatsing overheidsopdrachten in de klassieke sectoren van 18 april 2017 ;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten ;

Gelet op het Koninklijk besluit van 15 april 2018 tot wijziging van meerdere koninklijke besluiten op het vlak van overheidsopdrachten en concessies en tot aanpassing van een drempel in de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies ;

Gelet op de ordonnantie van 16 juli 1998 betreffende de toekenning van subsidies om investeringen van openbaar nut aan te moedigen ;

Gelet op de toekenning van een triënnale investeringsdotatie door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest in het kader van bovenvermelde ordonnantie ;

Gelet op de beslissing van 8 februari 2018 van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest om het driejarig investeringsprogramma voor 2016-2018 goed te keuren, zoals aangenomen op 22 november 2017 door de Gemeenteraad;

Overwegende dat de heraanleg van de weg van gevel tot gevel, van de Van Hoegaerdestraat, het projectnummer 03 is, die goedgekeurd was in bovenvermelde raadsbeslissing ;

Gelet op de (voorafgaande) studie uitgevoerd door de onderneming C² Project SPRL (BE0831.055.913), Chemin de la Maison du Roi, 30D te 1380 Lasne;

Overwegende dat het noodzakelijk is een opdracht voor werken te plaatsen omdat de wegenis van de voornoemde straat een volledige herinrichting van gevel tot gevel vereist en dat er moet overgegaan worden tot de volledige renovatie;

Overwegende dat een aannemer aangesteld moet worden voor deze opdracht ;

Overwegende dat de globale uitgave van de werken geraamd kan worden op een bedrag van 231.404,95 EUR btw excl.(btw 21% hetzij 48.595,05 EUR), hetzij 280.000 EUR btw incl. ;

Overwegende dat de uitgave zal gedekt worden voor 140.000,00 EUR door de gemeente Sint-Jans-Molenbeek waarvan 78.750,00 EUR door het driejarig

investeringsprogramma 2016-2018 van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en 61.250,00 EUR door leningsgelden en het saldo (140.000,00 EUR) zal gedekt worden door de gemeente Koekelberg;

Overwegende dat de nodige kredieten zijn ingeschreven op artikel 4210/731/60 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2018;

Overwegende dat, in overeenstemming met artikel 41,§ 1, 2° van de wet van 17 juni 2016, deze opdracht mag gegund worden met gebruik van de vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking voor opdrachten voor werken met een geraamd bedrag onder 750.000 EUR btw excl. ;

Overwegende dat de werken samen met de gemeente Koekelberg werden georganiseerd met het oog op het uitvoeren van een gezamenlijke overheidsopdracht;

Overwegende dat er een overeenkomst werd afgesloten tussen de twee gemeenten welke zowel aangeeft dat de gemeente Sint-Jans-Molenbeek aangesteld is als aanbestedende overheid voor de plaatsing en de uitvoering van de gezamenlijke opdracht als dat ze gedelegeerd opdrachtgever is van de uit te voeren werken.

Overwegende dat het budget in twee gelijke delen opgesplitst is tussen de partijen, zijnde 140.000,00 EUR incl. btw.;

Overwegende dat deze kosten eerst door de gemeente Sint-Jans-Molenbeek zullen worden gedekt die vervolgens zal overgaan tot een aanpassing van de financiële bijdrage van de gemeente Koekelberg op basis van het resultaat van de plaatsingsprocedure van de opdracht voor werken;

Neemt kennis van de opdrachtdocumenten, met name het bestek en de bijlagen, evenals de aankondiging van de opdracht, opgesteld door het Departement Infrastructuur en Stedelijke Ontwikkeling;

Gelet op artikel 234, alinea 1 van de Nieuwe Gemeentewet ;

BESLIST :

Artikel 1

De aankondiging van de opdracht, de opdrachtdocumenten, met name het bestek en de bijlagen evenals de aankondiging van de opdracht, opgesteld door het Departement Infrastructuur en Stedelijke Ontwikkeling betreffende de heraanleg van de weg, van gevel tot gevel, van de Van Hoegaerdestraat in het kader van het driejarig investeringsprogramma 2016-2018 van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest goed te keuren.

Artikel 2

De opdracht voor werken te plaatsen via de vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking.

Artikel 3

De uitgave geraamd op een bedrag van 231.404,95 EUR btw excl. (btw 21% hetzij 48.595,05 EUR), hetzij 280.000 EUR btw incl., gedekt voor 140.000,00 EUR door de gemeente Sint-Jans-Molenbeek waarvan 78.750,00 EUR door het driejarig investeringsprogramma 2016-2018 van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en 61.250,00 EUR door leningsgelden en het saldo (140.000,00 EUR) zal gedekt worden door de gemeente Koekelberg;

De Raad keurt het punt goed.

39 stemmers : 39 positieve stemmen.

12.09.2018/A/0021 **Département Infrastructures et Développement urbain**
Département Infrastructures et Développement urbain - Marchés Publics -
Construction d'un espace public et d'une crèche à Quai de l'Industrie 79, Rue de
Liverpool 24, Rue Heyvaert 87 à 1080 Molenbeek-Saint-Jean - Approbation des
conditions du marché et de l'avis de marché - CdC 18.022.

LE CONSEIL,

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics;

Vu l'arrêté royal du 15 avril 2018 modifiant plusieurs arrêtés royaux en matière de marchés publics et de concessions et adaptant un seuil dans la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions ;

Vu l'ordonnance organique de la revitalisation urbaine du 28 janvier 2010 et son arrêté d'exécution (arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale portant exécution de l'ordonnance organique de la revitalisation urbaine du 28 janvier 2010) du 27 mai 2010;

Vu l'ordonnance organique de la revitalisation urbaine du 6 octobre 2016 et son arrêté d'exécution (Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale relatif aux Contrats de Quartier Durable) du 24 novembre 2016;

Vu le courrier du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale – cabinet de la Ministre Evelyne Huytebroeck - daté du 23 décembre 2013 notifiant à la Commune l'octroi d'un Contrat de Quartier Durable dénommé « Petite Senne » ;

Vu la notification de la décision du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 22 décembre 2014 par laquelle le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale prend connaissance et approuve le dossier de base du Contrat de Quartier Durable « Petite Senne» ;

Vu la notification de la décision du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 25 mai 2016 par laquelle le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale prend connaissance et approuve la première modification du dossier de base du Contrat de Quartier Durable « Petite Senne» ;

Vu la notification de la décision du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 22 mai 2017 par laquelle le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale prend connaissance et approuve la deuxième modification du dossier de base du Contrat de Quartier Durable « Petite Senne» ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 2 octobre 2017 décidant entre-autre :

Article 3 :

Sur base du rapport d'analyse, de désigner et de passer commande à l'association momentanée L'Escaut Architecture SCRL, rue de l'Escaut 60, 1080 Molenbeek-Saint-Jean (TVA : 0475894272) / Zampone Architectuur cvba, rue de l'Escaut 62, 1080 Molenbeek-Saint-Jean (TVA : 0885.994.436), concernant la mission d'étude et de suivi de l'exécution des travaux de réaménagement d'espaces publics et d'un milieu d'accueil de la petite enfance, situés dans le périmètre du Contrat de Quartier Durable « Petite Senne » à Molenbeek-Saint-Jean pour le compte de l'administration Communale de

Molenbeek-Saint-Jean pour un montant de 584.433,22 EUR HTVA, soit 707.164,20 EUR TVA comprise;

Considérant qu'il y a lieu d'organiser un marché de travaux en vue de la construction d'un espace public et d'une crèche à Quai de l'Industrie 79, Rue de Liverpool 24, Rue Heyvaert 87 à 1080 Molenbeek-Saint-Jean ;

Considérant qu'une procédure ouverte sera lancée pour ce marché, soumise à la publicité européenne, conformément à l'article 36, §1er de la loi du 17 juin 2016 et conformément à l'article 11, 1° de l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques ;

Considérant que le marché est divisé en quatre lots ;

Considérant que la dépense par lot est estimée comme suite:

LES PRIX SONT INDIQUES TVA (21%) ET REVISION/IMPREVUS (10%) COMPRIS

Articles	9302/731/60		9301/731/60		8440/72
Subsides	FEDER travaux 1. Grande Halle (1.A1) DC 2961 2. Crèche (1.F2) DC 2962	FEDER dépollution 1. Grande Halle (1.A1) DC 4356 2. Crèche (1.F2)	Région (DC 5020)	Commune	FRBRTC
Lot 1					
1.A1	210.696,66	176.737,33	-	-	-
1.A2	-	-	-	-	-
1.A3	-	-	-	-	-
1.F2	187.471,28	72.712,65	-	-	-
Total	398.167,94	249.449,98	-	-	-
Lot 2					
1.A1	599.899,75	-	-	-	-
1.A2	-	-	-	-	-
1.A3	-	-	-	-	-
1.F2	1.303.509,65	-	37.738,65	21.044,29	1.594.084,65
Total	1.903.409,40	-	-	58.782,94	1.594.084,65

Lot 3					
1.A1	259.975,26	-	420.301,79	22.121,15	-
1.A2	-	-	248.148,69	13.060,46	-
1.A3	-	-		-	-
1.F2	-	-		-	-
Total	259.975,26	-		703.632,08	-
Lot 4					
1.A1	-	-	305.946,06	16.102,42	-
1.A2	-	-		-	-
1.A3	-	-		-	-
1.F2	-	-	9.099,42	5.074,13	-
Total	-	-		336.222,04	-
TOTAL				8.466.917,75 EUR	

Considérant que le montant total du lot 1 est estimé à 757.034,60 EUR HTVA, soit 1.007.613,06 EUR TVAC (révision des prix et marge budgétaire de 10% comprises);
 Considérant que le montant total du lot 2 est estimé à 3.533.977,86 EUR HTVA, soit 4.703.724,52 EUR TVAC (révision des prix et marge budgétaire de 10% comprises);
 Considérant que le montant total du lot 3 est estimé à 814.623,84 EUR HTVA, soit 1.084.264,34 EUR TVAC (révision des prix et marge budgétaire de 10% comprises);
 Considérant que le montant total du lot 4 est estimé à 1.255.684,31 EUR HTVA, soit 1.671.315,83 EUR TVAC (révision des prix et marge budgétaire de 10% comprises);
 Considérant que la dépense totale est estimée à 6.361.320,61 EUR HTVA, soit 8.466.917,75 EUR TVAC (révision des prix et marge budgétaire de 10% comprises);
 Considérant qu'il y a lieu d'établir un avis de marché et un cahier des charges, ainsi que les annexes;
 Considérant que les crédits nécessaires sont inscrits aux articles 9301/731/60, 9302/731/60, 8440/723/60 et 4211/731/60 du budget extraordinaire de l'exercice 2018; que la dépense sera financée par le subside FEDER, le subside Contrat de Quartier Durable Petite Senne, le subside crèches et le FRBRTC;
 Prend connaissance de l'avis de marché et des conditions de marché établis à cet effet par le Département Infrastructures et Développement Urbain ;
 Vu l'article 234, alinéa 1 de la Nouvelle Loi communale ;

DECIDE :

Article 1 :

D'approuver les termes de l'avis de marché et les conditions du marché relatifs à la

construction d'un espace public et d'une crèche à Quai de l'Industrie 79, Rue de Liverpool 24, Rue Heyvaert 87 à 1080 Molenbeek-Saint-Jean;

Article 2 :

D'approuver la dépense d'un montant estimé à 6.361.320,61 EUR HTVA, soit 8.466.917,75 EUR TVAC (révision des prix et marge budgétaire de 10% comprises) et de couvrir cette dépense comme suit :

LES PRIX SONT INDIQUES TVA (21%) ET REVISION/IMPREVUS (10%) COMPRIS

Articles	9302/731/60		9301/731/60		8440/72
subsidés	FEDER travaux 1. Grande Halle (1.A1) DC 2961 2. Crèche (1.F2) DC 2962	FEDER dépollution 1. Grande Halle (1.A1) DC 4356 2. Crèche (1.F2)	Région DC 5020	Commune	FRBRTC
Lot 1					
1.A1	210.696,66	176.737,33		-	-
1.A2	-	-		-	-
1.A3	-	-		-	-
1.F2	187.471,28	72.712,65		-	-
Total	398.167,94	249.449,98		-	-
Lot 2					
1.A1	599.899,75	-		-	-
1.A2	-	-		-	-
1.A3	-	-		-	-
1.F2	1.303.509,65	-	37.738,65	21.044,29	1.594.084,65
Total	1.903.409,40	-		58.782,94	1.594.084,65
Lot 3					
1.A1	259.975,26	-	420.301,79	22.121,15	-
1.A2	-	-	248.148,69	13.060,46	-

1.A3	-	-	-	-	-
1.F2	-	-	-	-	-
Total	259.975,26	-		703.632,08	-
Lot 4					
1.A1	-	-	305.946,06	16.102,42	-
1.A2	-	-		-	-
1.A3	-	-		-	-
1.F2	-	-	9.099,42	5.074,13	-
Total	-	-		336.222,04	-
TOTAL		8.466.917,75 EUR			

Article 3 :

De recourir à la procédure ouverte, soumise à la publicité européenne.

Copie de la présente délibération sera transmise au(x) service(s) suivant(s) : B4, B6, B32, B40.

Le Conseil approuve le point.

39 votants : 39 votes positifs.

Departement Infrastructuur en Stadsontwikkeling

**Departement Infrastructuur en Stedelijke Ontwikkeling - Overheidsopdrachten -
Bouw van een publieke ruimte en van een crèche te Nijverheidskaai 79,
Liverpoolstraat 24, Heyvaertstraat 87 te 1080 Sint-Jans-Molenbeek - Goedkeuring
van de aankondiging van de opdracht en van de voorwaarden van de opdracht -
Bestek 18.022.**

DE RAAD,

Gezien de wet van 17 juni 2016 betreffende overheidsopdrachten;

Gezien het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren;

Gezien het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken;

Gezien het Koninklijk Besluit van 15 april 2018 tot wijziging van meerdere koninklijke besluiten op het vlak van overheidsopdrachten en concessies en tot aanpassing van een drempel in de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken,

leveringen en diensten en concessies;

Gezien de Ordonnantie over stedelijke herwaardering van 28 januari 2010 en haar uitvoeringsbesluit (besluit van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest tot uitvoering van de Ordonnantie van 28 januari 2010 houdende organisatie van de stedelijke herwaardering) van 27 mei 2010;

Gezien de Ordonnantie over stedelijke herwaardering van 6 oktober 2016 en haar uitvoeringsbesluit (Besluit van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreffende de Duurzame Wijkcontracten) van 24 november 2016 ;

Gezien het schrijven van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest - kabinet van Minister Evelyne Huytebroeck – in datum van 23 december 2013 die het Gemeentebestuur inlichtte over de toekenning van een Duurzaam Wijkcontract, «Zinneke» genaamd;

Gezien de betekening van de beslissing van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 22 december 2014 waarbij de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest het basisdossier van het Duurzaam Wijkcontract «Zinneke» ter kennis neemt en goedkeurt;

Gezien de betekening van de beslissing van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 25 mei 2016 waarbij de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest de eerste wijziging van het basisdossier van het Duurzaam Wijkcontract «Zinneke» ter kennis neemt en goedkeurt;

Gezien de betekening van de beslissing van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 22 mei 2017 waarbij de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest de tweede wijziging van het basisdossier van het Duurzaam Wijkcontract «Zinneke» ter kennis neemt en goedkeurt;

Gezien de beraadslaging van het College van burgemeester en schepenen van 2 oktober 2017 beslissend onder andere:

Artikel 3:

Op basis van het analyserapport de tijdelijke vereniging L'Escaut Architecture SCRL, Scheldestraat 60, 1080 Molenbeek-Saint-Jean (BTW : 0475894272) / Zampone Architectuur cvba, Scheldestraat 62, 1080 Molenbeek-Saint-Jean (BTW: 0885.994.436), aan te duiden en er de bestelling bij te plaatsen met betrekking tot de studieopdracht en de opvolging van de uitvoering van de herinrichtingswerken van de openbare ruimten en een kinderdagverblijf in de perimeter van Duurzaam Wijkcontract "Zinneke" te Sint-Jans-Molenbeek voor rekening van het Gemeentebestuur van Sint-Jans-Molenbeek voor een bedrag van 584.433,22 EUR btw excl., hetzij 707.164,20 EUR btw inbegrepen;

Overwegende dat er een opdracht voor werken moet geplaatst worden met betrekking tot de bouw van een publieke ruimte en van een crèche te Nijverheidskaai 79, Liverpoolstraat 24, Heyvaertstraat 87 te 1080 Sint-Jans-Molenbeek;

Overwegende dat de opdracht via een openbare procedure met Europese bekendmaking zal gegund worden overeenkomstig artikel 36 §1 van de wet van 17 juni 2016 en overeenkomstig artikel 11, 1° van het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren;

Overwegende dat de overheidsopdracht verdeeld is in 4 percelen;

Overwegende dat de uitgave per perceel geraamd is als volgt:

PRIJZEN ZIJN AANGEGEVEN INCLUSIEF 21% BTW EN 10%
HERZIENING/ONVOORZIENE WERKEN

Artikels	9302/731/60	9301/731/60	8440/72
----------	-------------	-------------	---------

Subsidies	EFRO Werf 1. Grote Halle (1.A1) VR 2961 2. Crèche (1.F2) VR 2962	EFRO verontreiniging 1. Grote Halle (1.A1) VR 4356 2. Crèche (1.F2)	Gewest VR 5020	Gemeente	BGHGT
Perceel 1					
1.A1	210.696,66	176.737,33		-	-
1.A2	-	-		-	-
1.A3	-	-		-	-
1.F2	187.471,28	72.712,65		-	-
Totaal	398.167,94	249.449,98		-	-
Perceel 2					
1.A1	599.899,75	-		-	-
1.A2	-	-		-	-
1.A3	-	-		-	-
1.F2	1.303.509,65	-	37.738,65	21.044,29	1.594.084,65
Totaal	1.903.409,40	-		58.782,94	1.594.084,65
Perceel 3					
1.A1	259.975,26	-	420.301,79	22.121,15	-
1.A2	-	-	248.148,69	13.060,46	-
1.A3	-	-		-	-
1.F2	-	-		-	-
Totaal	259.975,26	-		703.632,08	-
Perceel 4					
1.A1	-	-	305.946,06	16.102,42	-
1.A2	-	-		-	-

1.A3	-	-	-	-	-
1.F2	-	-	9.099,42	5.074,13	-
Totaal	-	-		336.222,04	-
TOTAAL		8.466.917,75 EUR			

Overwegende dat het totale bedrag voor perceel 1 geraamd is op 757.034,60 EUR EXCL. BTW, ofwel 1.007.613,06 EUR BTW INCL (Prijsherziening en begrotingsmarge van 10% inbegrepen);

Overwegende dat het totale bedrag voor perceel 2 geraamd is op 3.533.977,86 EUR EXCL. BTW, ofwel 4.703.724,52 EUR BTW INCL (Prijsherziening en begrotingsmarge van 10% inbegrepen);

Overwegende dat het totale bedrag voor perceel 3 geraamd is op 814.623,84 EUR EXCL. BTW, ofwel 1.084.264,34 EUR BTW INCL (Prijsherziening en begrotingsmarge van 10% inbegrepen);

Overwegende dat het totale bedrag voor perceel 4 geraamd is op 1.255.684, 31 EUR EXCL. BTW, ofwel 1.671.315, 83 EUR BTW INCL (Prijsherziening en begrotingsmarge van 10% inbegrepen);

Overwegende dat de totale uitgave geraamd is op 6.361.320,61 EUR EXCL. BTW, ofwel 8.466.917,75 EUR BTW INCL. (Prijsherziening en begrotingsmarge van 10% inbegrepen);

Overwegende dat er een aankondiging van de opdracht, een bestek en bijlagen moeten opgemaakt worden;

Overwegende dat de nodige kredieten ingeschreven zijn op de artikelen 9301/731/60, 9302/731/60, 8440/723/60 et 4211/731/60 van de buitengewone begroting van dienstjaar 2018; dat de uitgave gedekt wordt door EFRO subsidies, de subsidie van het Duurzaam Wijkcontract Zinneke, de subsidie crèches en het BGHGT ;

Neemt kennis van de aankondiging van de opdracht en de voorwaarden van de opdracht die hiertoe werden opgesteld door het Departement Infrastructuur en Stedelijke ontwikkeling;

Gezien artikel 234, alinea 1 van de Nieuwe Gemeentewet;

BESLIST:

Artikel 1 :

De bepalingen van de aankondiging van de opdracht en de voorwaarden van de opdracht met betrekking tot de bouw van een publieke ruimte en van een crèche te Nijverheidskaai 79, Liverpoolstraat 24, Heyvaertstraat 87 te 1080 Sint-Jans-Molenbeek goed te keuren;

Artikel 2 :

De uitgave voor een geraamd bedrag van 6.361.320,61 EUR EXCL. BTW, ofwel 8.466.917,75 EUR BTW INCL. (Prijsherziening en begrotingsmarge van 10% inbegrepen) goed te keuren en deze uitgave te dekken als volgt:

PRIJZEN ZIJN AANGEGEVEN INCLUSIEF 21% BTW EN 10% HERZIENING/ONVOORZIENE WERKEN

Artikels	9302/731/60	9301/731/60	8440/72
----------	-------------	-------------	---------

Subsidies	EFRO Werf 1. Grote Halle (1.A1) VR 2961 2. Crèche (1.F2) VR 2962	EFRO verontreiniging 1. Grote Halle (1.A1) VR 4356 2. Crèche (1.F2)	Gewest VR 5020	Gemeente	BGHGT
Perceel 1					
1.A1	210.696,66	176.737,33		-	-
1.A2	-	-		-	-
1.A3	-	-		-	-
1.F2	187.471,28	72.712,65		-	-
Totaal	398.167,94	249.449,98		-	-
Perceel 2					
1.A1	599.899,75	-		-	-
1.A2	-	-		-	-
1.A3	-	-		-	-
1.F2	1.303.509,65	-	37.738,65	21.044,29	1.594.084,65
Totaal	1.903.409,40	-		58.782,94	1.594.084,65
Perceel 3					
1.A1	259.975,26	-	420.301,79	22.121,15	-
1.A2	-	-	248.148,69	13.060,46	-
1.A3	-	-		-	-
1.F2	-	-		-	-
Totaal	259.975,26	-		703.632,08	-

Perceel 4					
1.A1	-	-	305.946,06	16.102,42	-
1.A2	-	-		-	-
1.A3	-	-		-	-
1.F2	-	-	9.099,42	5.074,13	-
Totaal	-	-		336.222,04	-
TOTAAL		8.466.917,75 EUR			

Artikel 3:

De opdracht voor werken op te starten via openbare procedure met Europese bekendmaking;

Een kopie van deze beraadslaging wordt overgemaakt aan volgende dienst(en): B4, B6, B32, B40.

De Raad keurt het punt goed.

39 stemmers : 39 positieve stemmen.

12.09.2018/A/0022 **Département Infrastructures et Développement urbain**
Département Infrastructures et Développement urbain - Projet « Ulens » -
Construction d'une école primaire néerlandophone de 384 places et d'une crèche
néerlandophone de 48 places sur le terrain sis rue Ulens 40/44 à 1080 Molenbeek-
Saint-Jean - Approbation de la convention de collaboration entre la Commune, GO!
et la VGC - Révision de la décision du Conseil communal du 25.10.17.

LE CONSEIL,

Revu la délibération du Conseil communal en date du 25 octobre 2017 portant décision d'approuver la convention de collaboration entre la Commune et GO!, en ce compris son préambule ;

Considérant que le projet « Ulens » prévoit la "construction d'une école d'environ 384 places et d'une crèche de 48 places" ;

Vu la délibération du Collège du 26.09.2016 qui désigne GO! (Gemeenschapsonderwijs) comme seul partenaire et gestionnaire possible pour le projet d'école ;

Vu la convention de collaboration entre la Commune et GO!, tous deux pouvoirs adjudicateurs, relative à la construction d'une école primaire néerlandophone de 384 places et d'une crèche néerlandophone de 48 places sur le terrain sis rue Ulens 40-44 à 1080 Molenbeek-Saint-Jean;

Vu le préambule de la convention stipulant que les financements accordés attestent que ce projet commun répond exclusivement aux considérations d'intérêt public dans le

cadre de l'exécution de leurs tâches de prestation de services publics relatives à l'enseignement, et également aux objectifs communs des parties relatifs à la création et au développement des établissements d'enseignement ;
Considérant que l'école et la crèche se situeront dans un seul et même bâtiment et que GO! construira le bâtiment abritant ces 2 fonctions ;
Considérant qu'une convention de collaboration entre la Commune et GO! doit être établie pour déléguer la maîtrise d'ouvrage à GO! pour la construction de la crèche ;
Considérant que la Commune finance les travaux relatifs à la construction de la crèche par le biais des moyens du FEDER pour un montant maximal de 1.657.069,88 EUR ;
Considérant que GO ! refuse d'être tenu responsable pour d'éventuels retards de réalisation pouvant engendrer des préjudices pour la Commune et d'éventuelles pertes de subsides, auprès de FEDER notamment ;
Considérant que la VGC se propose de se porter garant et de supporter ces éventuels surcoûts de réalisation ;
Considérant que, dès lors, la VGC exige un droit de regard sur l'opération de la construction de la crèche;
Considérant donc que la convention de collaboration entre la Commune et GO ! a été modifiée en, notamment, y incluant la VGC comme partie;
Considérant que cette convention définit les droits et obligations de chacune des parties ;

DECIDE :

Article unique :

De revoir la délibération du 25 octobre 2017 et d'approuver le nouveau projet de convention de collaboration entre la Commune, GO! et la VGC en ce compris son préambule.

Une copie de la présente délibération sera transmise aux services suivants: B4, B6, B12, B39 et B41.

Le Conseil approuve le point.

39 votants : 39 votes positifs.

Departement Infrastructuur en Stadsontwikkeling

Departement Infrastructuur en Stedelijke Ontwikkeling - Project "Ulens" - Bouw van een Nederlandstalige basisschool met 384 plaatsen en een Nederlandstalig kinderdagverblijf van 48 plaatsen op het stuk grond gelegen Ulensstraat 40/44 te 1080 Sint-Jans-Molenbeek - Goedkeuring van de samenwerkingsovereenkomst tussen de Gemeente , GO! en de VGC - Herziening van de beslissing van de Gemeenteraad van de 25.10.17.

DE RAAD,

Herzien zijn beslissing van 25.10.2017 waarbij werd besloten om de samenwerkingsovereenkomst tussen de gemeente en GO! goed te keuren, hierin begrepen de inleiding ;

Overwegende dat het project "Ulens" de "bouw van een school voor ongeveer 384 plaatsen en een kinderdagverblijf van 48 plaatsen omvat;

Gezien de beraadslaging van het College van 26.09.2016 dat GO! heeft aangewezen als enige mogelijke partner en beheerder van het schoolproject;

Gezien de samenwerkingsovereenkomst tussen de Gemeente en GO !, beide aanbestedende overheden, in het kader van de bouw van een nederlandstalige basisschool van 384 plaatsen en een nederlandstalig kinderdagverblijf van 48 plaatsen op het terrein gelegen Ulenstraat 40-44 te 1080 Sint-Jans-Molenbeek;

Gezien de inleiding van de overeenkomst waarin staat dat de financieringen die werden toegestaan aangeven dat dit gemeenschappelijk project uitsluitend beantwoordt aan de overwegingen van openbaar belang in het kader van de uitvoering van de openbare dienstverleningstaak betreffende het onderwijs, en ook aan de gemeenschappelijke doelstellingen van de partijen betreffende de creatie en de ontwikkeling van onderwijsinstellingen;

Overwegende dat de school en het kinderdagverblijf zich in 1 gebouw zullen bevinden en dat GO! het gebouw zal bouwen waarin deze 2 functies zich zullen bevinden;

Overwegende dat een samenwerkingsovereenkomst tussen de Gemeente en GO! moet opgesteld worden om GO! aan te duiden als gedelegeerd bouwheer voor de bouw van het kinderdagverblijf;

Overwegende dat de Gemeente de werken voor de bouw van het kinderdagverblijf financiert via EFRO-middelen, strikt beperkt tot 1.657.069,88 EUR ;

Overwegende dat GO ! weigert verantwoordelijk te worden gehouden voor eventuele vertragingen in de uitvoering die schade aan de Gemeente of eventueel verlies van subsidies, van EFRO o.a., kunnen veroorzaken;

Overwegende dat de VGC het financiële risico en deze potentiële extra uitvoeringskosten zal dragen;

Overwegende dat de VGC daarom een inzagerecht eist op de werken van de constructie van het kinderdagverblijf;

Overwegende dus dat de samenwerkingsovereenkomst tussen de Gemeente en GO ! werd gewijzigd om, onder meer, de VGC als partij op te nemen ;

Overwegende dat die overeenkomst de rechten en plichten van beide partijen vastlegt ;

BESLUIT :

Enig artikel :

De beslissing van de Raad van 25 oktober 2017 te herzien en de nieuwe samenwerkingsovereenkomst tussen de Gemeente, GO! en de VGC goed te keuren, hierin begrepen de inleiding.

Een kopie van de huidige beraadslaging zal overgemaakt worden aan de volgende diensten: B4, B6, B12, B39 en B41.

De Raad keurt het punt goed.

39 stemmers : 39 positieve stemmen.

12.09.2018/A/0023 **Département Infrastructures et Développement urbain**
Département Infrastructures et Développement urbain - Service Marchés Publics -
Marché de travaux relatif à l'isolation de la toiture (salle de sport Beudin) située à
l'école 13, sise rue de Koninck 63-65, et relatif à l'isolation de la toiture située à
l'école 1, sise rue des Quatre vents 71, à Molenbeek-Saint-Jean - Rectificatif de
l'avis de marché - CDC 18.014.

LE CONSEIL,

Vu la décision du Conseil Communal du 20 juin 2018 décidant :

Article 1 :

D'approuver les documents du marché, à savoir le cahier des charges et ses annexes, établis par le Département Infrastructures et Développement Urbain relatif à l'isolation de la toiture (salle de sport Beudin) située à l'école 13, sise rue de Koninck 63-65, et relatif à l'isolation de la toiture située à l'école 1, sise rue des Quatre vents 71, à Molenbeek-Saint-Jean.

Article 2 :

D'approuver l'avis de marché établi à cet effet par le Département Infrastructures et Développement Urbain ;

Article 3 :

D'approuver la dépense estimée à 460.484,00 EUR HTVA (TVA 6% soit 27.629,04 EUR), soit un total de 488.113,04 EUR TVAC, augmentée d'une marge de 10 % arrivant à un montant de 536.924,35 EUR (à savoir pour le lot 1, Ecole 13, pour un montant total de 231.769,32 EUR et pour le lot 2, Ecole 1, pour un montant total de 305.155,03 EUR) ;

Article 4 :

De passer le marché de travaux par la procédure négociée directe avec publication préalable.

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics;

Vu l'arrêté royal du 15 avril 2018 modifiant plusieurs arrêtés royaux en matière de marchés publics et de concessions et adaptant un seuil dans la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions ;

Suite à la remarque de l'Autorité de la Tutelle (Bruxelles Pouvoirs Locaux) au service Marchés Publics qu'une erreur s'est produite concernant le délai d'exécution du marché dans l'avis de marché ;

Vu que le délai d'exécution du marché est de 120 jours calendrier, alors que l'avis de marché stipulait 240 jours calendrier;

Vu qu'un rectificatif de l'avis de marché est par conséquent nécessaire ;

Vu l'article 234, alinéa 1 de la Nouvelle Loi communale ;

DECIDE :

Article unique:

D'approuver les adaptations apportées à l'avis de marché pour le marché relatif à l'isolation de la toiture (salle de sport Beudin) située à l'école 13, sise rue de Koninck 63-65, et relatif à l'isolation de la toiture située à l'école 1, sise rue des Quatre vents 71, à Molenbeek-Saint-Jean, plus spécifiquement en ce qui concerne le délai d'exécution du marché (120 jours calendrier).

Le Conseil approuve le point.

39 votants : 39 votes positifs.

Departement Infrastructuur en Stadsontwikkeling
Departement Infrastructuur en Stedelijke Ontwikkeling - Dienst
Overheidsopdrachten - Opdracht voor werken betreffende de isolatie van het dak (sportzaal Beudin), gelegen te Ecole 13, De Koninckstraat 63-65 en betreffende de isolatie van het dak gelegen te Ecole 1, Vierwindenstraat 71, te Sint-Jans-Molenbeek - Rectificatie van de aankondiging van de opdracht - Bestek 18.014.

DE RAAD,

Gezien de beraadslaging van de Gemeenteraad van 20 juni 2018 waarin werd beslist:

Artikel 1 :

De opdrachtdocumenten, met name het bestek en de bijlagen, opgesteld door het Departement Infrastructuur en Stedelijke Ontwikkeling betreffende de isolatie van het dak (sportzaal Beudin), gelegen te Ecole 13, De Koninckstraat 63-65 en betreffende de isolatie van het dak gelegen te Ecole 1, Vierwindenstraat 71, te Sint-Jans-Molenbeek, goed te keuren.

Artikel 2 :

De aankondiging van de opdracht, hiertoe opgesteld door het Departement Infrastructuur en Stedelijke Ontwikkeling goed te keuren;

Artikel 3 :

De uitgave geraamd op een bedrag van 460.484,00 btw excl. (btw 6% met name 27.629,04 EUR), hetzij 488.113,04 EUR btw incl., vermeerderd met een marge van 10% komende op een bedrag van 536.924,35 EUR (met name voor perceel 1, Ecole 13, voor een totaal bedrag van 231.769,32 EUR en voor perceel 2, Ecole 1, voor een totaal bedrag van 305.155,03 EUR) goed te keuren;

Artikel 4 :

De opdracht voor werken te plaatsen via de vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking.

Gezien de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten;

Gezien het Koninklijk Besluit plaatsing overheidsopdrachten in de klassieke sectoren van 18 april 2017;

Gezien het Koninklijk Besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten;

Gezien het Koninklijk Besluit van 15 april 2018 tot wijziging van meerdere koninklijke besluiten op het vlak van overheidsopdrachten en concessies en tot aanpassing van een drempel in de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies;

Volgend op de opmerking van de Toezichthoudende Overheid (Brussel Plaatselijke Besturen) ten aanzien van de dienst Overheidsopdrachten dat een vergissing werd gemaakt betreffende de uitvoeringstermijn van de opdracht in de aankondiging van de opdracht ;

Gezien de uitvoeringstermijn van de opdracht 120 kalenderdagen bedraagt, en dat de aankondiging van de opdracht 240 dagen vermeldde;

Gezien een rectificatie van de aankondiging van de opdracht bijgevolg noodzakelijk is;

Gezien artikel 234, alinea 1 van de Nieuwe Gemeentewet;

BESLUIT :

Enig artikel:

De aangebrachte aanpassingen in de aankondiging van de opdracht goed te keuren

voor de opdracht voor werken betreffende de isolatie van het dak (sportzaal Beudin), gelegen te Ecole 13, De Koninckstraat 63-65 en betreffende de isolatie van het dak gelegen te Ecole 1, Vierwindenstraat 71, te Sint-Jans-Molenbeek, meer bepaald wat de uitvoeringstermijn betreft (120 kalenderdagen).

De Raad keurt het punt goed.

39 stemmers : 39 positieve stemmen.

Jamal Ikazban quitte la séance / verlaat de zitting.

12.09.2018/A/0024 **Département Infrastructures et Développement urbain**
Département Infrastructures et Développement urbain - Rénovation de l'école 1 sis rue des quatre vents, 71 à Molenbeek-Saint-Jean - Missions d'études - Désignation de l'Intercommunale IGRETEC par le bais de conventions in house - Approbation.

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale ;

Vu l'article 30 de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics ;

Vu l'affiliation de la Commune de Molenbeek- Saint-Jean à I.G.R.E.T.E.C., Association de Communes, Société Coopérative à Responsabilité Limitée ;

Vu la délibération du Conseil communal du 21 février 2018 approuvant l'adhésion de la Commune de Molenbeek-Saint-Jean à l'intercommunale IGRETEC;

Vu le contrat intitulé « Contrat d'architecture » reprenant, pour la mission : l'objet, la description de la mission, les délais en jours calendriers entre la commande de la commune et la fourniture du livrable pour chaque étape de la mission et les taux d'honoraires ;

Vu le contrat intitulé « Contrat d'assistance à maîtrise d'ouvrage » reprenant, pour la mission : l'objet, la description de la mission, les délais en jours calendriers entre la commande de la commune et la fourniture du livrable pour chaque étape de la mission et les taux d'honoraires ;

Considérant que la commune souhaite confier à un Bureau d'Etudes la mission d'études relative à la rénovation de l'école 1 sise rue des 4 Vents, 71 à Molenbeek-Saint-Jean ;

Considérant que la mission comprend : les études d'architecture, de stabilité et de techniques spéciales ;

Considérant que l'option suivante peut être réalisée à la demande du Maître de l'Ouvrage : Organisation d'un marché visant la réalisation d'un inventaire amiante (mission d'architecture) ;

Considérant que l'organisation d'un marché traduction, peut également être réalisée, à la demande du Maître de l'Ouvrage ;

Considérant l'affiliation de la Commune de Molenbeek-Saint-Jean à I.G.R.E.T.E.C., Association de Communes, Société Coopérative à Responsabilité Limitée ;

Considérant que l'intercommunale I.G.R.E.T.E.C. a tarifé les services suivants : assistance à la maîtrise d'ouvrage (bâtiments/voirie et égouttage), coordination sécurité santé projet et chantier, distribution d'eau, voirie et égouttage, architecture, stabilité, techniques spéciales, surveillance des travaux, urbanisme et environnement, contrôle moteurs et recensement, expertises énergétiques, juridique (marchés publics), géomètre et expertise hydraulique, Animation Economique, missions de déclarant et responsable

PEB et a tarifé le produit consistant en un logiciel de Gestion Informatisée des Sinistres et Contrats d'Assurance : GEISICA ;

Considérant que la Commune de Molenbeek-Saint-Jean peut donc, en toute légalité, recourir aux services de son intercommunale I.G.R.E.T.E.C., et ce, sans mise en concurrence préalable ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit à l'article 7220/722/60 du budget extraordinaire de l'exercice 2018 et que la dépense sera couverte par des emprunts ;

Considérant qu'il convient d'approuver les termes des conventions ci-annexées ;

DECIDE :

Article 1 :

de confier la mission d'études en architecture relative à la rénovation de l'école 1 sise rue des 4 Vents, 71 à Molenbeek-Saint-Jean à IGRETEC, association de communes, société coopérative, Boulevard Mayence, 1 à 6000 Charleroi, pour le montant estimé de 248.940,56 € HTVA soit 301.218,06 € TVAC ;

Article 2 :

de confier l'option Organisation d'un marché visant la réalisation d'un inventaire amiante (mission d'architecture) à IGRETEC, association de communes, société coopérative, Boulevard Mayence, 1 à 6000 Charleroi, pour le montant estimé de 3.064,20 € HTVA soit 3.707,68 € TVAC ;

Article 3 :

de confier l'option Organisation d'un marché de traduction à IGRETEC, association de communes, société coopérative, Boulevard Mayence, 1 à 6000 Charleroi, pour le montant estimé de 1.532,10€ HTVA soit 1.853,84 € TVAC ;

Article 4 :

d'approuver les termes de la convention intitulée « Contrat d'architecture, stabilité, techniques spéciales » réputé faire partie intégrante de la présente délibération ;

Article 5 :

d'approuver le financement par des emprunts de ces missions sur les crédits prévus à cet effet à l'article 7220/722/60 du budget extraordinaire de l'exercice 2018 ;

Article 6 :

de transmettre copie de la présente décision à IGRETEC.

Le Conseil approuve le point.

38 votants : 38 votes positifs.

Departement Infrastructuur en Stadsontwikkeling

Departement Infrastructuur en Stedelijke ontwikkeling - Renovatie van school 1 gelegen te Vierwindenstraat 71 in Sint-Jans-Molenbeek - Studieopdrachten - Aanduiding van de Intercommunale IGRETEC via In House-overeenkomsten - Goedkeuring.

DE RAAD,

Gelet op de nieuwe gemeentewet;

Gelet op artikel 30 van de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten;

Gelet op het lidmaatschap van de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek van I.G.R.E.T.E.C., vereniging van gemeenten, coöperatieve vennootschap met beperkte aansprakelijkheid;

Gezien de beraadslaging van de Gemeenteraad d.d. 21 februari 2018 houdende

beslissing van het lidmaatschap van de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek van I.G.R.E.T.E.C;

Gelet op het contract getiteld "Architectuurovereenkomst" waarin voor de opdracht de volgende elementen zijn opgenomen: het voorwerp, de beschrijving van de opdracht, de termijnen in kalenderdagen tussen de bestelling van de gemeente en de levering van de deliverable voor elke fase van de opdracht en de honorariumtarieven;

Gelet op het contract getiteld "Contract betreffende de ondersteuning van het bouwheerschap" waarin voor de opdracht de volgende elementen zijn opgenomen: het voorwerp, de beschrijving van de opdracht, de termijnen in kalenderdagen tussen de bestelling van de gemeente en de levering van de deliverable voor elke fase van de opdracht en de honorariumtarieven;

Overwegende dat de gemeente de studieopdracht met betrekking tot de renovatie van school 1 gelegen te Vierwindenstraat 71 in Sint-Jans-Molenbeek wenst toe te vertrouwen aan een Studiebureau;

Overwegende dat de opdracht het volgende omvat: de studies op het vlak van architectuur, stabiliteit en speciale technieken;

Overwegende dat de volgende optie gerealiseerd kan worden op verzoek van de Opdrachtgever: organisatie van een opdracht die de opstelling van een asbestinventaris beoogt (architectuuropdracht);

Overwegende dat ook de organisatie van een opdracht vertaling gerealiseerd kan worden op verzoek van de Opdrachtgever;

Overwegende het lidmaatschap van de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek van I.G.R.E.T.E.C., vereniging van gemeenten, coöperatieve vennootschap met beperkte aansprakelijkheid;

Overwegende dat de intercommunale I.G.R.E.T.E.C. de volgende diensten getarifeerd heeft: ondersteuning van het bouwheerschap (gebouwen/wegen en riolering), veiligheids- en gezondheidscoördinatie project en werf, waterdistributie, wegen en riolering, architectuur, stabiliteit, speciale technieken, toezicht op de werken, stedenbouw en milieu, controle motoren en telling, energie-expertises, juridisch (overheidsopdrachten), landmeetkunde en hydraulische expertise, economische animatie, opdrachten van aangever en EPB-verantwoordelijk, alsook het product getarifeerd heeft bestaande uit een software voor het elektronisch beheer van schadegevallen en verzekeringscontracten ('Gestion Informatisée des Sinistres et Contrats d'Assurance'): GEISICA;

Overwegende dat de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek bijgevolg in alle wettelijkheid een beroep kan doen op haar intercommunale I.G.R.E.T.E.C. en dat zonder voorafgaande mededinging;

Overwegende dat het krediet dat deze uitgave mogelijk maakt is opgenomen op artikel 7220/722/60 van de buitengewone begroting 2018 en dat de uitgave zal gedekt worden door leningsgelden ;

Overwegen dat de bepalingen van bijgevoegde overeenkomsten goedgekeurd moeten worden;

BESLUIT :

Artikel 1:

om de opdracht betreffende de studies op het vlak van architectuur met betrekking tot de renovatie van school 1 gelegen te Vierwindenstraat 71 in Sint-Jans-Molenbeek aan IGRETEC, vereniging van gemeenten, coöperatieve vennootschap, Boulevard Mayence 1 in 6000 Charleroi, toe te vertrouwen voor het geraamde bedrag van € 248.940,56 excl. btw, hetzij € 301.218,06 btw incl.;

Artikel 2:

om de optie van de organisatie van een opdracht met het oog op de realisatie van een asbestinventaris (architectuuropdracht) aan IGRETEC, vereniging van gemeenten, coöperatieve vennootschap, Boulevard Mayence 1 in 6000 Charleroi, toe te vertrouwen voor het geraamde bedrag van € 3.064,20 excl. btw, hetzij € 3.707,68 btw incl.;

Artikel 3:

om de optie van de organisatie van een vertaalopdracht aan IGRETEC, vereniging van gemeenten, coöperatieve vennootschap, Boulevard Mayence 1 in 6000 Charleroi, toe te vertrouwen voor het geraamde bedrag van € 1.532,10 excl. btw, hetzij € 1.853,84 btw incl.;

Artikel 4:

om de bepalingen van de overeenkomst getiteld "Contract betreffende architectuur, stabiliteit en speciale technieken" die geacht wordt integraal deel uit te maken van de huidige beraadslaging, goed te keuren;

Artikel 5:

om de financiering door leningsgelden van deze opdrachten en door de hiertoe voorziene kredieten op artikel 7220/722/60 van de buitengewone begroting 2018 goed te keuren;

Artikel 6:

om een kopie van deze beslissing over te maken aan IGRETEC.

De Raad keurt het punt goed.

38 stemmers : 38 positieve stemmen.

12.09.2018/A/0025 **Département Infrastructures et Développement urbain**
Département Infrastructures et Développement urbain - Rénovation de l'école 8-9
sis rue du Gulden Bodem 2-4 - Missions d'études - Missions d'assistance à maîtrise
d'ouvrage - Désignation de l'Intercommunale IGRETEC par le bais de conventions
in house - Approbation.

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale ;

Vu l'article 30 de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics ;

Vu l'affiliation de la Commune de Molenbeek- Saint-Jean à I.G.R.E.T.E.C., Association de Communes, Société Coopérative à Responsabilité Limitée ;

Vu la délibération du Conseil communal du 21 février 2018 approuvant l'adhésion de la Commune de Molenbeek-Saint-Jean à l'intercommunale IGRETEC;

Vu le contrat intitulé « Contrat d'architecture » reprenant, pour la mission : l'objet, la description de la mission, les délais en jours calendriers entre la commande de la commune et la fourniture du livrable pour chaque étape de la mission et les taux d'honoraires ;

Vu le contrat intitulé « Contrat d'assistance à maîtrise d'ouvrage » reprenant, pour la mission : l'objet, la description de la mission, les délais en jours calendriers entre la commande de la commune et la fourniture du livrable pour chaque étape de la mission et les taux d'honoraires ;

Considérant que la commune souhaite confier à un Bureau d'Etudes la mission d'études relative à la rénovation des toitures, châssis, sanitaires et revêtement de sol de

l'école 8-9 sis rue du Gulden Bodem 2-4 ;
Considérant que la mission comprend : les études d'architecture ;
Considérant que l'option suivante peut être réalisée à la demande du Maître de l'Ouvrage : Organisation d'un marché visant la réalisation d'un inventaire amiante (mission d'architecture) ;
Considérant que l'organisation d'un marché traduction, peut également être réalisée, à la demande du Maître de l'Ouvrage ;
Considérant que la commune souhaite également confier à un Bureau d'Etudes, la mission d'Assistance à la Maîtrise d'ouvrage relative à la rénovation de l'école 8-9 sis rue du Gulden Bodem 2-4 ;
Considérant l'affiliation de la Commune de Molenbeek-Saint-Jean à I.G.R.E.T.E.C., Association de Communes, Société Coopérative à Responsabilité Limitée ;
Considérant que l'intercommunale I.G.R.E.T.E.C. a tarifé les services suivants : assistance à la maîtrise d'ouvrage (bâtiments/voirie et égouttage), coordination sécurité santé projet et chantier, distribution d'eau, voirie et égouttage, architecture, stabilité, techniques spéciales, surveillance des travaux, urbanisme et environnement, contrôle moteurs et recensement, expertises énergétiques, juridique (marchés publics), géomètre et expertise hydraulique, Animation Economique, missions de déclarant et responsable PEB et a tarifé le produit consistant en un logiciel de Gestion Informatisée des Sinistres et Contrats d'Assurance : GEISICA ;
Considérant que la Commune de Molenbeek-Saint-Jean peut donc, en toute légalité, recourir aux services de son intercommunale I.G.R.E.T.E.C., et ce, sans mise en concurrence préalable ;
Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit à l'article 7220/723/60 du budget extraordinaire de l'exercice 2018 et que la dépense sera couverte par des emprunts ;
Considérant qu'il convient d'approuver les termes des conventions ci-annexées ;

DECIDE :

Article 1 :

De confier la mission d'études en architecture relative à la rénovation de l'école 8-9 sis rue du Gulden Bodem 2-4 à IGRETEC, association de communes, société coopérative, Boulevard Mayence, 1 à 6000 Charleroi, pour le montant estimé de 69.837,74 € HTVA soit 84.503,66 € TVAC ;

Article 2 :

De confier l'option Organisation d'un marché visant la réalisation d'un inventaire amiante (mission d'architecture) à IGRETEC, association de communes, société coopérative, Boulevard Mayence, 1 à 6000 Charleroi, pour le montant estimé de 1.532,10 € HTVA soit 1.853,84 € TVAC ;

Article 3 :

De confier l'option Organisation d'un marché de traduction à IGRETEC, association de communes, société coopérative, Boulevard Mayence, 1 à 6000 Charleroi, pour le montant estimé de 1.532,10€ HTVA soit 1.853,84 € TVAC ;

Article 4 :

De confier la mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage relative à la rénovation de l'école 8-9 sis rue du Gulden Bodem 2-4, à IGRETEC, association de communes, société coopérative, Boulevard Mayence, 1 à 6000 Charleroi, pour le montant estimé de 57.128,30 € HTVA soit 69.125,24 € TVAC ;

Article 5 :

D'approuver les termes de la convention intitulée « Contrat d'architecture » réputé faire

partie intégrante de la présente délibération ;

Article 6:

D'approuver les termes de la convention intitulée « Contrat d'assistance à maîtrise d'ouvrage » réputé faire partie intégrante de la présente délibération ;

Article 7 :

D'approuver le financement par des emprunts de ces missions sur les crédits prévus à cet effet à l'article 7220/723/60 du budget extraordinaire de l'exercice 2018 ;

Article 8 :

De transmettre copie de la présente décision à IGRETEC.

Le Conseil approuve le point.

38 votants : 38 votes positifs.

Departement Infrastructuur en Stadsontwikkeling

Departement Infrastructuur en Stedelijke ontwikkeling - Renovatie van school 8-9 gelegen te Gulden Bodemstraat 2-4 - Studieopdrachten - Opdracht ter ondersteuning van het bouwheerschap - Aanduiding van de Intercommunale IGRETEC via In House-overeenkomsten - Goedkeuring.

DE RAAD,

Gelet op de nieuwe gemeentewet;

Gelet op artikel 30 van de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten;

Gelet op het lidmaatschap van de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek van I.G.R.E.T.E.C., vereniging van gemeenten, coöperatieve vennootschap met beperkte aansprakelijkheid; Gezien de beraadslaging van de Gemeenteraad d.d. 21 februari 2018 houdende beslissing van het lidmaatschap van de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek van I.G.R.E.T.E.C;

Gelet op het contract getiteld "Architectuurovereenkomst" waarin voor de opdracht de volgende elementen zijn opgenomen: het voorwerp, de beschrijving van de opdracht, de termijnen in kalenderdagen tussen de bestelling van de gemeente en de levering van de deliverable voor elke fase van de opdracht en de honorariumtarieven;

Gelet op het contract getiteld "Contract betreffende de ondersteuning van het bouwheerschap" waarin voor de opdracht de volgende elementen zijn opgenomen: het voorwerp, de beschrijving van de opdracht, de termijnen in kalenderdagen tussen de bestelling van de gemeente en de levering van de deliverable voor elke fase van de opdracht en de honorariumtarieven;

Overwegende dat de gemeente de studieopdracht met betrekking tot de renovatie van de daken, de ramen, het sanitair en de vloerbekleding van school 8-9 gelegen te Gulden Bodemstraat 2-4 wenst toe te vertrouwen aan een Studiebureau;

Overwegende dat de opdracht het volgende omvat: de studies op het vlak van architectuur;

Overwegende dat de volgende optie gerealiseerd kan worden op verzoek van de Opdrachtgever: organisatie van een opdracht die de opstelling van een asbestinventaris beoogt (architectuuropdracht);

Overwegende dat ook de organisatie van een opdracht vertaling gerealiseerd kan worden op verzoek van de Opdrachtgever;

Overwegende dat de gemeente de opdracht betreffende de ondersteuning van het bouwheerschap met betrekking tot de renovatie van school 8-9 gelegen te Gulden Bodemstraat 2-4 eveneens wenst toe te vertrouwen aan een Studiebureau;

Overwegende het lidmaatschap van de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek van

I.G.R.E.T.E.C., vereniging van gemeenten, coöperatieve vennootschap met beperkte aansprakelijkheid;

Overwegende dat de intercommunale I.G.R.E.T.E.C. de volgende diensten getarifeerd heeft: ondersteuning van het bouwheerschap (gebouwen/wegen en riolering), veiligheids- en gezondheidscoördinatie project en werf, waterdistributie, wegen en riolering, architectuur, stabiliteit, speciale technieken, toezicht op de werken, stedenbouw en milieu, controle motoren en telling, energie-expertises, juridisch (overheidsopdrachten), landmeetkunde en hydraulische expertise, economische animatie, opdrachten van aangever en EPB-verantwoordelijk, alsook het product getarifeerd heeft bestaande uit een software voor het elektronisch beheer van schadegevallen en verzekeringscontracten ('Gestion Informatisée des Sinistres et Contrats d'Assurance'): GEISICA;

Overwegende dat de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek bijgevolg in alle wettelijkheid een beroep kan doen op haar intercommunale I.G.R.E.T.E.C. en dat zonder voorafgaande mededinging;

Overwegende dat het krediet dat deze uitgave mogelijk maakt is opgenomen op artikel 7220/723/60 van de buitengewone begroting 2018 en dat de uitgave zal gedekt worden door leningsgelden ;

Overwegen dat de bepalingen van bijgevoegde overeenkomsten goedgekeurd moeten worden;

BESLUIT :

Artikel 1 :

Om de opdracht betreffende de studies op het vlak van architectuur met betrekking tot de renovatie van school 8-9 gelegen te Gulden Bodemstraat 2-4 aan IGRETEC, vereniging van gemeenten, coöperatieve vennootschap, Boulevard Mayence 1 in 6000 Charleroi, toe te vertrouwen voor het geraamde bedrag van € 69.837,74 excl. btw, hetzij € 84.503,66 btw incl.;

Artikel 2 :

Om de optie van de organisatie van een opdracht met het oog op de realisatie van een asbestinventaris (architectuuropdracht) aan IGRETEC, vereniging van gemeenten, coöperatieve vennootschap, Boulevard Mayence 1 in 6000 Charleroi, toe te vertrouwen voor het geraamde bedrag van € 1.532,10 excl. btw, hetzij € 1.853,84 btw incl.;

Artikel 3 :

Om de optie van de organisatie van een vertaalopdracht aan IGRETEC, vereniging van gemeenten, coöperatieve vennootschap, Boulevard Mayence 1 in 6000 Charleroi, toe te vertrouwen voor het geraamde bedrag van € 1.532,10 excl. btw, hetzij € 1.853,84 btw incl.;

Artikel 4:

Om de opdracht van ondersteuning van het bouwheerschap met betrekking tot de renovatie van school 8-9 gelegen te Gulden Bodemstraat 2-4 aan IGRETEC, vereniging van gemeenten, coöperatieve vennootschap, Boulevard Mayence 1 in 6000 Charleroi, toe te vertrouwen voor het geraamde bedrag van € 57.128,30 excl. btw, hetzij € 69.125,24 btw incl.;

Artikel 5:

Om de bepalingen van de overeenkomst getiteld "Architectuurovereenkomst" die geacht wordt integraal deel uit te maken van de huidige beraadslaging, goed te keuren;

Artikel 6:

Om de bepalingen van de overeenkomst getiteld "Contract betreffende de ondersteuning van het bouwheerschap" die geacht wordt integraal deel uit te maken

van de huidige beraadslaging, goed te keuren;

Artikel 7:

Om de financiering door leningsgelden van deze opdrachten en door de hiertoe voorziene kredieten op artikel 7220/723/60 van de buitengewone begroting 2018 goed te keuren;

Artikel 8:

Om een kopie van deze beslissing over te maken aan IGRETEC.

De Raad keurt het punt goed.

38 stemmers : 38 positieve stemmen.

12.09.2018/A/0026 **Département Services généraux et Démographie**
Elections communales du 14 octobre 2018 - Fixation des jetons de présence et des frais de déplacement des membres des bureaux électoraux.

LE CONSEIL,

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 30 mars 2006 fixant le montant des jetons de présence et des indemnités de déplacement des membres des bureaux électoraux pour les élections communales;

Vu l'ordonnance du 12 juillet 2012 organisant le vote électronique ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 3 mai 2018 fixant la procédure et déterminant le montant des jetons de présence pour les deux formations des membres des bureaux électoraux pour les élections communales ;

Considérant que cet arrêté prévoit que les membres des bureaux électoraux qui ont suivi la formation imposée par la Région ont droit à un jeton de présence de 12,50 EUR par séance de formation; que ce nombre de séances est de deux ;

Considérant que ces jetons de présence, soit 25,00 EUR par membre de bureau électoral ayant suivi les formations, sont entièrement à charge de la Région ; que celle – ci demande néanmoins que la commune assure elle-même le paiement des jetons de présence ; que le remboursement de ces jetons de présence sera assuré par la Région sur base d'une déclaration de créance ;

Considérant qu'il y a néanmoins lieu d'insérer ce jeton de présence dans la délibération générale d'octroi des jetons de présence vu qu'il faut un acte de l'autorité pour procéder au paiement, même si cette dépense n'est pas à charge du budget communal;

Considérant qu'il y a lieu de fixer les montants généraux des jetons de présence des membres des bureaux de vote et du Bureau principal pour cette élection, ainsi que les indemnités de déplacement des membres des bureaux électoraux lorsqu'ils siègent dans une commune où ils ne sont pas inscrits aux registres de la population ;

DECIDE :

Article 1

de fixer comme suit le montant alloué aux membres des bureaux de vote et à ceux du Bureau principal:

- Bureau principal (6 membres):

Séances préparatoires (maximum 8 séances):

Président: 80,00 EUR

Secrétaire: 70,00 EUR
Asseseurs: 65,00 EUR
Prestations le jour des élections:
Président: 150,00 EUR
Secrétaire: 120,00 EUR
Asseseurs: 115,00 EUR
- Bureaux de vote (53 bureaux):
Président: 90,00 EUR
Secrétaire, Secrétaire adjoint et Asseseurs : 85,00 EUR
- Formation des membres des bureaux électoraux à charge de la Région de Bruxelles – Capitale :
12,50 EUR par séance (au nombre de deux)

Article 2

De fixer l'indemnité de déplacement des membres des bureaux électoraux qui siègent dans une commune où ils ne sont pas inscrits au registre de la population à 0,15 EUR par kilomètre parcouru.

Expédition de la présente délibération sera transmise à l'autorité de tutelle.

Le Conseil approuve le point.
38 votants : 38 votes positifs.

Departement Algemene diensten en Demografie Gemeenteraadsverkiezingen van 14 oktober 2018 - Vaststelling van presentiegelden en van de vervoerkostenvergoeding van de leden van de kiesbureaus.

DE RAAD,

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 30 maart 2006 tot vaststelling van het bedrag van het presentiegeld en de reisvergoeding van de leden van de kiesbureaus voor de gemeenteraadsverkiezingen ;
Gezien de ordonnantie van 12 juli 2012 tot organisatie van de elektronische stemming ;
Gezien het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 3 mei 2018 tot vaststelling van de procedure en het bedrag van het presentiegeld voor de twee opleidingen van de leden van de kiesbureaus voor de gemeenteraadsverkiezingen ;
Overwegende dat dit besluit voorziet dat de leden van de kiesbureaus die de opleiding verplicht door het Gewest hebben gevolgd recht hebben op een presentiegeld van 12,50 EUR per vormingszitting ; dat het aantal zittingen twee bedraagt ;
Overwegende dat deze presentiegelden, hetzij 25,00 EUR per kiesbureaulid die de vormingen gevolgd heeft, geheel ten laste van het Gewest zijn ; dat het Gewest niettemin vraagt dat de Gemeente zelf voor de uitbetaling van de presentiegelden zorgt ; dat de terugvordering van deze presentiegelden verzekerd zal worden door het Gewest op basis van een schuldvordering ;
Overwegende dat het niettemin past om dit presentiegeld in de algemene beraadslaging tot toekenning van de presentiegelden op te nemen gezien er een akte van de overheid moet bestaan om de uitbetaling te doen, zelfs als deze uitgave niet ten laste van de gemeentelijke begroting is ;
Overwegende dat het bedrag van het presentiegeld van de leden van de kiesbureaus en het
Hoofdbureau dienen te worden vastgesteld, evenals de de reisvergoedingen van de

leden van de kiesbureaus wanneer zij zetelen in een gemeente waar zij niet in de bevolkingsregistryers ingeschreven zijn ;

BESLUIT :

Artikel 1 :

om het bedrag dat wordt toegekend aan de leden van de kiesbureaus en de leden van het Hoofdbureau als volgt vast te stellen:

Hoofdbureau (6 leden):

-Voorbereidende zittingen (maximum 8 zittingen) :

Voorzitter: 80,00 EUR

Secretaris: 70,00 EUR

Bijzitters: 65,00 EUR

-Prestaties op de dag van de verkiezingen :

Voorzitter: 150,00 EUR

Secretaris: 120,00 EUR

Bijzitters: 115,00 EUR

Kiesbureaus (53 bureaus):

voorzitter: 90,00 EUR

Secretaris, Adjunct-Secretaris en Bijzitters: 85,00 EUR

Vorming van de leden van de kiesbureaus, ten laste van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest :

12, 50 EUR per zitting (aantal : twee)

Artikel 2

om de reisvergoeding van de leden van de kiesbureaus die zetelen in een gemeente waar zij niet in de bevolkingsregistryers ingeschreven zijn, vast te stellen op 0,15 EUR per afgelegde kilometer.

Onderhavige beraadslaging zal aan de toezichthoudende overheid overgemaakt worden.

De Raad keurt het punt goed.

38 stemmers : 38 positieve stemmen.

12.09.2018/A/0027 **Prévention et Vie Sociale**

Prévention - Subside à l'asbl Transit 2018 - Approbation de la convention.

LE CONSEIL,

Considérant l'article 117 de la Nouvelle Loi communale ;

Considérant que dans le cadre du Plan stratégique de Sécurité et de Prévention 2018-2019, conclu entre la commune et l'Etat fédéral, l'asbl Transit a pour mission :

- D'être un centre de crise d'urgence pour les usagers de drogues interpellés par les services de police ou provenant des dispositifs communaux et du réseau socio-médical ;
- D'être un centre d'hébergement de courte durée, à bas seuil d'accès, ouvert 24

heures sur 24 et fonctionnant 7 jours sur 7

- D'être un centre d'accueil et d'orientation
- De proposer une aide sociale, psychologique et administrative ;
- D'accompagner les usagers de drogues dans les démarches nécessaires à l'amélioration de leurs conditions socio-économiques et à leur intégration

Considérant le montant de 14.808,66 € alloué par l'état fédéral à l'asbl Transit via la Plan stratégique ;

Considérant le montant inscrit au budget ordinaire à l'article 3000/332-02

Considérant la convention jointe en annexe entre la commune et l'asbl Transit ;

DECIDE :

Article 1 :

D'approuver la convention 2018 entre la commune et l'asbl Transit ;

Article 2 :

D'approuver l'octroi d'un subside de 14.808,66 € à l'asbl Transit pour l'année 2018.

Le Conseil approuve le point.

38 votants : 38 votes positifs.

Preventie en Sociale Leven

Preventie Dienst - Toelage aan de vzw Transit 2018 - Goedkeuring van de overeenkomst.

DE RAAD,

Overwegende artikel 117 van de Nieuwe Gemeente Wet ;

Overwegende in het kader van de strategische veiligheids-en preventieplan 2018-2019, afgesloten tussen de gemeente en de Federale Staat, vervult de v.z.w. Transit de volgende opdrachten :

- Functionneren als opvang-en crisicentrum voor druggebruikers, aangehouden door politiediensten of doorgestuurd door gemeentelijke diensten of het sociaal-medisch netwerk ;
- Een laadrempeelig crisisopvangcentrum zijn met verblijf van korte duur, toegankelijk 7 dagen per week en 24 uur op 24 ;
- Een onthaal- en oriëntatiecentrum zijn;
- Sociale, psychologische en administratieve hulp aanbieden;
- Druggebruikers begeleiden bij het regulariseren van hun socio-economische situatie en hun sociale integratie

Overwegende het bedrag van € 14.808,66 toedewijzd door de Federal Staat aan de v.z.w Transit via het strategische plan

Overwegende het bedrag ingeschreven op de gewone begroting aan artikel 3000/332-02

Overwegende de overeenkomst tussen de gemeente en de v.z.w. Transit in bijlage ;

BESLIST :

Artikel 1 :

De overeenkomst 2018 tussen de gemeente et de v.z.w. transit goed te keuren ;

Artikel 2 :

De toekening van een toelage van € 14.808,66 voor 2018 aan v.z.w. Transit goed te keuren.

De Raad keurt het punt goed.

38 stemmers : 38 positieve stemmen.

12.09.2018/A/0028 **Prévention et Vie Sociale**

Evènements - Royale UFAC 40-45 - Octroi d'un subside.

LE CONSEIL,

Vu le règlement relatif à l'octroi de subsides établi par le Conseil communal en séance du 19 avril 1984 et devenu exécutoire le 26 juillet 1984 (cf. lettre du "Ministerie van het Brusselse Gewest" – ref. IV-12-472.04 – 452/84);

Considérant que Monsieur Stéphane VAN VINKENROYE, Président de l'UFAC 40-45 de Bruxelles-Ouest, souhaite une aide financière pour diverses activités patriotiques de 2018 ;

Considérant qu'un crédit de € 500,00 est inscrit à l'article 7630/332/02 du budget de l'exercice 2018 ;

DECIDE :

Article 1 :

De liquider le subside suivant :

l'UFAC 40-45 de Bruxelles-Ouest

€ 500,00

Stéphane VAN VINKENROYE

Rue Ferdinand Craps, 2/0061

1070 Bruxelles

IBAN : BE44 0001 0229 1045

Article 2 :

De réserver la dépense estimée €500,00 à l'article 7630/332/02 du budget ordinaire de l'exercice 2018.

La présente délibération sera transmise aux services de :

- Finances

- Caisse communale

Le Conseil approuve le point.

38 votants : 38 votes positifs.

Preventie en Sociale Leven

Evenementen - Koninklijke VOV 40-45 - Toekenning van een toelage.

DE RAAD,

Gelet op het reglement betreffende de toekenning van subsidies, dat opgemaakt is door de Gemeenteraad, in zitting van 19 april 1984 en dat uitvoerbaar geworden is op 26 juli 1984 (cf. brief van het "Ministerie van het Brusselse Gewest" – ref. IV-12-472.04 – 452/84);

Overwegende dat Dhr Stéphane VAN VINKENROYE, Voorzitter van de VOV 40-45 van Bruxelles-West, een financiële hulp vraagt voor verschillende Vaderlandslievende gebeurtenissen die in 2018 zullen plaatsvinden;

Overwegende dat een krediet van € 500,00 ingeschreven is onder artikel 7630/332/02 van de gewone begroting 2018;

BESLUIT :

Artikel 1 :

Om een subsidie van € 500 toe te kennen aan
VOV 40-45 van Bruxelles-
West

Stéphane VAN VINKENROYE
Ferdinand Crapsstraat, 2/0061
1070 Brussel
IBAN: BE44 0001 0229 1045

Artikel 2 :

De uitgave van €500,00 in te schrijven onder artikel 7630/332/02 van de gewone begroting 2018;

De onderhavige beraadslaging zal worden overgemaakt aan de volgende diensten:

- Dienst Boekhouding,
- Dienst Gemeentekas.

De Raad keurt het punt goed.

38 stemmers : 38 positieve stemmen.

12.09.2018/A/0029 **Prévention et Vie Sociale**

Evènements - Octroi d'un subside - Association de Parents (Ecole Plurielle - Maritime).

LE CONSEIL,

Vu le règlement relatif à l'octroi de subsides établi par le Conseil communal en séance du 19 avril 1984 et devenu exécutoire le 26 juillet 1984 (cf. lettre du "Ministerie van het Brusselse Gewest" – ref. IV-12-472.04 – 452/84);

Considérant que l'association « Ecole Plurielle Maritime » sollicite une aide financière;
Considérant qu'un crédit de € 250,00 est inscrit à l'article 7630/332/02 du budget de l'exercice 2018 ;

DECIDE:

Article 1

De liquider le subside suivant :

l'association « Ecole Plurielle Maritime »
250,00

€

Madame Rachel BARRIDEZ
Winkel, 110/2
1780 Wemmel
IBAN : BE09 7512 0894 9457

Article 2 :

De réserver la dépense estimée €250,00 à l'article 7630/332/02 du budget ordinaire de l'exercice 2018.

La présente délibération sera transmise aux services de :

- Finances
- Caisse communale

Le Conseil approuve le point.

38 votants : 38 votes positifs.

Preventie en Sociale Leven

Evenementen - Toekenning van een toelage - Oudervereniging (School Plurielle Maritiem).

DE RAAD,

Gelet op het reglement betreffende de toekenning van subsidies, dat opgemaakt is door de Gemeenteraad, in zitting van 19 april 1984 en dat uitvoerbaar geworden is op 26 juli 1984 (cf. brief van het "Ministerie van het Brussels Gewest" – ref. IV-12-472.04 – 452/84);

Overwegende de oudervereniging school Plurielle Maritiem verzoeken een financiële steun voor de organisatie;

Overwegende dat een krediet van € 250,00 ingeschreven is onder artikel 7630/332/02 van de gewone begroting 2018;

BESLUIT :

Artikel 1 :

Om een subsidie van € 250,00 toe te kennen aan
de oudervereniging school Plurielle Maritiem
250,00

€

Mevrouw Rachel BARRIDEZ
Winkel, 110/2
1780 Wemmel
IBAN : BE09 7512 0894 9457

Artikel 2 :

De uitgave van €250,00 uitgeven onder artikel 7630/332/02 van de gewone begroting 2018.

De onderhavige beraadslaging zal worden overgemaakt aan de volgende diensten:

- Dienst Boekhouding,
- Dienst Gemeentekas

De Raad keurt het punt goed.
38 stemmers : 38 positieve stemmen.

12.09.2018/A/0030 **Département Education, Petite Enfance, Sports et Jeunesse**
Sports - Octroi d'un subside à l'asbl N.S. Jiu-Jitsu.

LE CONSEIL,

Considérant que l'association a pour objectif de promouvoir la pratique du sport et la socialisation de jeunes issues de quartiers défavorisés ;
Considérant que l'association organise un voyage en Italie afin de participer au championnat d'Europe, du 27 au 28 octobre 2018 ;
Considérant la demande de soutien de l'association ;
Considérant les crédits disponibles à l'article 7640/332/02 du budget ordinaire de l'exercice en cours ;

DECIDE :

Article 1 :

De réserver un subside d'un montant de 300,00 EUR à l'asbl N.S. Jiu-Jitsu, sise rue Le Lorrain, 41 à 1080 Molenbeek-St-Jean afin de l'aider à l'organisation de ce voyage pédagogique ;

Article 2 :

de réserver la dépense à l'article 7640/332/02 (subsidés aux organismes) du budget ordinaire de l'exercice 2018 et de verser le montant sur le n° de compte : BE30 0016 8821 8211 de l'association.

La présente décision sera transmise à l'autorité de tutelle conformément à l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative des communes de la Région de Bruxelles-Capitale.

Le Conseil approuve le point.

38 votants : 38 votes positifs.

Departement Opvoeding, Kinderopvang, Sport en Jeugd
Sport - Toekenning van een subsidie aan de vzw N.S. Jiu-Jitsu "Youz".

DE RAAD,

Overwegende dat de vereniging als doelstelling heeft om de sportpraktijk en socialisering van jongeren uit benadeelde wijken te promoten;
Overwegende dat de vereniging eer naar Italie organiseert om aan de Europeesekampioenschap deel te nemen, van 27 tot 27 oktober 2018 ;
Overwegende de aanvraag tot ondersteuning van de vereniging;
Overwegende de beschikbare kredieten op het artikel 7640/332/02 van de gewone begroting van het lopende dienstjaar;

BESLIST:

Artikel 1:

een subsidie te reserveren ten bedrage van 300,00 EUR aan de vzw N.S. Jiu-Jitsu, gelegen Le Lorrainstraat 41 te 1080 Sint-Jans-Molenbeek teneinde haar te helpen bij de organisatie van deze pedagogische reis;

Artikel 2:

de uitgave te reserveren op het artikel 7640/332/02 (subsidies aan organismen) van de gewone begroting van het dienstjaar 2018 en het bedrag te storten op het rekeningnummer: BE30 0016 8821 8211 van de vereniging.

Deze beslissing moet worden overgemaakt aan de toezichthoudende overheid overeenkomstig artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

De Raad keurt het punt goed.

38 stemmers : 38 positieve stemmen.

12.09.2018/A/0031 **Département Education, Petite Enfance, Sports et Jeunesse**
Sports - Octroi d'un subsidie à l'asbl Molenbeek Sport.

LE CONSEIL,

Considérant que les objectifs de l'asbl Molenbeek Sport visent à promouvoir la pratique sportive sous toutes ses formes, sans discrimination et promouvoir des pratiques d'éducation à la santé et à l'enseignement par le sport ;

Considérant que le Hall des Sports Muhammad Ali, dont la gestion quotidienne a été confiée à l'ASBL Molenbeek Sport, a pour mission la promotion du sport auprès des Molenbeekois ;

Considérant que le Hall propose des activités sportives aux habitants, avec la possibilité d'un tarif social tout en prônant le dialogue interculturel et la cohésion sociale ;

Considérant que le Hall organise également ses propres activités, à tarif démocratique : Bodysculpt, Boxe anglaise, Boxe féminine, Boxe thaïlandaise, Groupe de parole, Gymnastique sportive, Karaté, Mini-Foot, Cross training/multisports Psychomotricité 1, Psychomotricité 2, Parkours, Workout, Stretching, Cross training femme, Mini-foot femme, Gymnastique douce Stages multisports ;

Considérant que lors de chaque congé scolaire, des stages multisports sont organisés pour accueillir les plus jeunes, de 3 à 12 ans ;

Considérant qu'afin d'offrir des activités de qualités, il y a lieu de renforcer les moyens matériel mis à disposition par le Hall des Sports Muhammad Ali aux asbl ;

Considérant les crédits disponibles à l'article 7640/332/02 du budget ordinaire de l'exercice en cours ;

DECIDE :

Article 1 :

D'accorder un subside d'un montant de 1.500,00 EUR à l'asbl Molenbeek Sport (n° d'entreprise : 0430.823.421), sise Rue Van Kalck, 93, 1080 Bruxelles afin de lui permettre de remplir les missions qu'il s'est fixé;

Article 2 :

de réserver la dépense à l'article 7640/332/02 (subsidies aux organismes) du budget ordinaire de l'exercice en cours et de verser le montant sur le n° de compte BE96 0012 7306 7305 de l'association.

La présente décision sera transmise à l'autorité de tutelle conformément à l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative des communes de la Région de Bruxelles-Capitale.

Le Conseil approuve le point.

38 votants : 38 votes positifs.

Departement Opvoeding, Kinderopvang, Sport en Jeugd

Sport - Toekenning van een subsidie aan de vzw Molenbeek Sport.

DE RAAD,

Overwegende de doelstellingen van de vzw Molenbeek Sport om de sportbeoefening in alle vormen en zonder discriminatie te bevorderen en opvoedingspraktijken betreffende gezondheid en onderwijs via de sport te bevorderen;

Overwegende dat de Muhammad Ali sporthal, waarvan het dagelijks beheer werd toevertrouwd aan de VZW Molenbeek Sport, heeft als missie de sport te bevorderen bij de Molenbekenaren.;

Overwegende dat de Hal biedt sportactiviteiten aan de inwoners, met de mogelijkheid van een sociaal tarief. De interculturele dialoog en de sociale samenhang krijgen hierbij bijzondere aandacht;

Overwegende dat de Hal eveneens eigen activiteiten organiseert, tegen democratische prijzen: bodysculptuur, Engelse boks, vrouwenboks, Thaïse boks, praatgroep ,Gymnastiek sportive, Karate, Minivoetbal, Cross training/multisport, Psychomotoriek 1, Psychomotoriek 2, Parkours, Workout, Stretching, Cross training vrouw, Minivoetbal vrouw, lichaamsoefeningen, Stage multisport;

Overwegende dat Tijdens alle schoolvakanties, verschillende stages worden georganiseerd om de allerjongsten te onthalen, tussen 3 à 12 jaar;

Overwegende dat teneinde de goed kwaliteit activiteiten te geven, dienen de materiële middelen beschikbaar worden gesteld door de Hal Muhammad Ali aan de vzw;

Overwegende de beschikbare kredieten in artikel 7640/332/02 van de gewone begroting van het lopende boekjaar;

BESLIST :

Artikel 1:

Een subsidie ten bedrage van 1.500,00 EUR toe te kennen aan de vzw Molenbeek Sport (ondernemingsnummer: 0430.823.421), gelegen Van Kalckstraat 93, 1080 Brussel toe te kennen om ze toe te laten de taken die ze zich heeft gesteld te vervullen;

Artikel 2:

de uitgave te reserveren op het artikel 7640/332/02 (subsidies aan organismen) van de gewone begroting van het lopende dienstjaar en het bedrag te storten op het rekeningnummer BE96 0012 7306 7305 van de vereniging ;

Deze beslissing moet worden overgemaakt aan de toezichhoudende overheid overeenkomstig artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

De Raad keurt het punt goed.
38 stemmers : 38 positieve stemmen.

12.09.2018/A/0032 **Département Education, Petite Enfance, Sports et Jeunesse**
Sports - Octroi d'un subside au club Avenir Sportif Académie Molenbeek.

LE CONSEIL,

Considérant que le club Avenir Sportif Académie Molenbeek a pour objectif la formation sportive des jeunes au football ;

Considérant que la formation sportive joue un rôle social important en contribuant à l'éducation, à l'épanouissement personnel et à la santé des jeunes ;

Considérant qu'un encadrement et un équipement matériel tant sportif que médical de qualité sont primordiaux et nécessitent des moyens financiers;

Considérant qu'il convient d'accorder un subside au club Avenir Sportif Académie Molenbeek ;

Considérant les crédits disponibles à l'article 7640/332/02 (subsidés aux organismes) du budget ordinaire de l'exercice en cours ;

DECIDE :

Article 1 :

d'accorder un subside d'un montant de 1.000,00 EUR au club Avenir Sportif Académie Molenbeek (669.667.313), sis rue Osseghem, 35 à 1080 Molenbeek-Saint-Jean, afin de lui permettre de remplir les missions qu'il s'est fixé;

Article 2 :

De réserver la dépense à l'article 7640/332/02 (subsidés aux organismes) du budget ordinaire de l'exercice en cours et de verser le montant sur le n° de compte BE09 3630 6569 0157 du club.

La présente décision sera transmise à l'autorité de tutelle conformément à l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative des communes de la Région de Bruxelles-Capitale.

Le Conseil approuve le point.
38 votants : 38 votes positifs.

Departement Opvoeding, Kinderopvang, Sport en Jeugd
Sport - Toekenning van een subsidie aan de club Avenir Sportif Académie Molenbeek.

DE RAAD,

Overwegende dat voetbalclub Avenir Sportif Académie Molenbeek als doel heeft een sportopleiding in het voetbal voor jongeren te verzorgen ;
Gezien het belang van de kwaliteit van de coaching en de noodzaak om goed opgeleide en ervaren trainers en andere ondersteunend personeel in dienst te nemen;
Overwegende dat een kwaliteitsvolle coaching en zowel sportieve als medische uitrusting primordiaal zijn en dat hiervoor financiële middelen nodig zijn;
Overwegende dat er een subsidie moet worden toegekend aan de club Avenir Sportif Académie Molenbeek;
Gezien de beschikbare kredieten ingeschreven op artikel 7640/332/02 (subsidie aan organismen) van de gewone begroting van het lopend dienstjaar;

BESLUIT :

Artikel 1 :

een subsidie voor een bedrag van 1.000,00 EUR aan de club Avenir Sportif Académie Molenbeek (669 667 313), gelegen Osseghemstraat, 35 te 1080 Sint-Jans-Molenbeek toe te kennen om ze toe te laten de taken die ze zich heeft gesteld te vervullen;

Artikel 2 :

de uitgave te reserveren op artikel 7640/332/02 (subsidie aan organismen) van de gewone begroting van het lopende dienstjaar, en het bedrag op bankrekeningnummer BE09 3630 6569 0157 van de club te storten ;

Onderhavige beslissing zal overeenkomstig artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest overgemaakt worden.

De Raad keurt het punt goed.

38 stemmers : 38 positieve stemmen.

12.09.2018/A/0033 **Département Education, Petite Enfance, Sports et Jeunesse**
Sports - Octroi d'un subside à l'asbl « Le petit Dome ».

LE CONSEIL,

Considérant l'objectif de l'asbl de promouvoir un sport citoyen auprès des jeunes des quartiers et des clubs ;

Considérant le but visé d'assurer des actions et des activités sportives pour des jeunes dans un premier temps hostile à toute participation sportive responsable ;

Considérant l'aspiration de cette association d'assurer un suivi à ces activités pour les jeunes de sorte qu'ils continuent à s'investir dans le sport toute leur vie;

Considérant sa demande d'un soutien financier pour un projet pédagogique à caractère sportif ;

Considérant le public visé, très jeune, issu principalement de quartiers défavorisés et de clubs bien structurés ;

Considérant les objectifs poursuivis par cette action de donner le goût de la compétition, le plaisir du jeu, donner goût à l'activité aux nouveaux pratiquants pour

leur permettre de s'intégrer à un club ;

Considérant qu'il convient d'encourager cette association dans sa démarche citoyenne et sportive ;

Considérant les crédits disponibles à l'article 7640/332/02 (subsides aux organismes) du budget ordinaire de l'exercice 2018 ;

DECIDE :

Article 1 :

D'accorder un subside d'un montant de 1.000,00 EUR à l'Asbl Petit Dome, n° d'entreprise 0827.705.750, sise rue de l'Indépendance, 50, 1080 Molenbeek Saint-Jean, afin de lui permettre de remplir la mission qu'elle s'est fixée ;

Article 2 :

De réserver la dépense à l'article 7640/332/02 (subsides aux organismes) du budget ordinaire de l'exercice 2018 et de verser le montant sur le n° de compte : BE90 0015 0945 9032 de l'association.

La présente décision sera transmise à l'autorité de tutelle conformément à l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative des communes de la Région de Bruxelles-Capitale.

Le Conseil approuve le point.

38 votants : 38 votes positifs.

Departement Opvoeding, Kinderopvang, Sport en Jeugd
Sport - Toekenning van een subsidie aan de vzw "Le petit Dome".

DE RAAD,

Overwegende de doelstelling van de vzw voor de bevordering van sport voor burgers bij jongeren uit wijken en clubs;

Overwegende het beoogde doel om voor sportacties en -activiteiten te zorgen voor jongeren die in eerste instantie onwelwillend staan tegenover elke verantwoorde sportieve deelname;

Overwegende het streven van deze vereniging om een opvolging voor deze activiteiten te verzekeren voor de jongeren zodat ze zich heel hun leven blijven inzetten voor sport;

Overwegende haar aanvraag voor een financiële ondersteuning voor een pedagogisch project met een sportief karakter;

Overwegende de beoogde, zeer jonge, doelgroep, hoofdzakelijk uit benadeelde wijken en goed gestructureerde clubs;

Overwegende de nagestreefde doelstellingen door deze actie om de smaak van competitie en spelplezier te laten proeven, en de nieuwe beoefenaars warm te maken voor de activiteiten zodat ze zich integreren in een club;

Overwegende dat het past deze vereniging aan te moedigen bij haar burgerlijke en sportieve ondernemingen;

Overwegende de beschikbare kredieten op het artikel 7640/332/02 (subsidiën aan organismen) van de gewone begroting van het dienstjaar 2018;

BESLUIT :

Artikel 1 :

Een subsidie van een bedrag van 1.000,00 EUR toe te kennen aan de vzw Le petit Dome, met het ondernemingsnummer 0827.705.750, gelegen te Onafhankelijkheidstraat, 50 te 1080 Sint-Jans-Molenbeek, teneinde haar toe te laten om alsmede om de taak te vervullen die zij zichzelf heeft gesteld;

Artikel 2 :

De uitgave te reserveren op het artikel 7640/332/02 (subsidies aan organismen) van de gewone begroting van het dienstjaar 2018 en het bedrag te storten op het rekeningnummer: BE90 0015 0945 9032 van de vereniging.

Deze beslissing moet worden overgemaakt aan de toezichhoudende overheid overeenkomstig artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

De Raad keurt het punt goed.

38 stemmers : 38 positieve stemmen.

12.09.2018/A/0034 **Département Education, Petite Enfance, Sports et Jeunesse**
Sports - Octroi d'un subside à la commission « Santé - Bien être » Conseil
Consultatif communal des Aînés.

LE CONSEIL,

Considérant l'objectif de de la commission « Santé – Bien être » de promouvoir et d'assurer des actions et des activités sportives pour les seniors ;

Considérant que ladite commission « Santé – Bien être » assure déjà l'organisation et le suivi de cours de Taikiken pour seniors;

Vu sa demande d'un soutien financier pour l'organisation de cours d'aquagym à la piscine Namèche ;

Considérant qu'il convient d'encourager la commission « Santé – Bien être » du Conseil Consultatif des Aînés dans sa démarche citoyenne et sportive ;

Considérant les crédits disponibles à l'article 7640/332/02 (subsidies aux organismes) du budget ordinaire de l'exercice 2018 ;

DECIDE :

Article 1 :

D'accorder un subside d'un montant de 1.500,00 EUR à la commission « Santé – Bien être », sise rue du Comte de Flandre, 20, 1080 Molenbeek Saint-Jean, afin de lui permettre de remplir la mission qu'elle s'est fixée ;

Article 2 :

De réserver la dépense à l'article 7640/332/02 (subsidies aux organismes) du budget ordinaire de l'exercice 2018 et de verser le montant sur le n° de compte : BE33 0018 2414 7846 de l'association.

La présente décision sera transmise à l'autorité de tutelle conformément à l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative des communes de la Région de Bruxelles-Capitale.

Le Conseil approuve le point.
38 votants : 38 votes positifs.

Departement Opvoeding, Kinderopvang, Sport en Jeugd
Sport - Toekenning van een subsidie aan de Commissie " Gezondheid - welzijn " van gemeentelijke adviesraad voor senioren.

DE RAAD,

Overwegende dat de doelstelling van de Commissie « gezondheid en welzijn » acties en sportactiviteiten voor senioren te bevorderen en te verzekeren ;

Overwegende dat voornoemde Commissie « Gezondheid en welzijn » reeds de organisatie en de follow-up van de cursus van Taikiken voor senioren verzekert ;

Gezien haar aanvraag voor een financiële steun voor de organisatie van de cursus van aquagym in het zwembad Namèche ;

Overwegende dat het wenselijk is de Commissie " Gezondheid - welzijn " van gemeentelijke adviesraad voor senioren in haar burgerlijke en sportieve benadering aan te moedigen.

Overwegende de beschikbare kredieten op het artikel 7640/332/02 (subsidies aan organismen) van de gewone begroting van het dienstjaar 2018;

BESLUIT :

Artikel 1 :

Een subsidie van een bedrag van 1.500,00 EUR toe te kennen aan de Commissie " Gezondheid - welzijn ", gelegen te Graaf Van Vlanderenstraat, 20 te 1080 Sint-Jans-Molenbeek, teneinde haar toe te laten om alsmede om de taak te vervullen die zij zichzelf heeft gesteld;

Artikel 2 :

De uitgave te reserveren op het artikel 7640/332/02 (subsidies aan organismen) van de gewone begroting van het dienstjaar 2018 en het bedrag te storten op het rekeningnummer: BE33 0018 2414 7846 van de vereniging.

Deze beslissing moet worden overgemaakt aan de toezichhoudende overheid overeenkomstig artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

De Raad keurt het punt goed.

38 stemmers : 38 positieve stemmen.

12.09.2018/A/0035 **Département Education, Petite Enfance, Sports et Jeunesse**
Sports - Octroi d'un subside à l'Academy Tiger Club.

LE CONSEIL,

Considérant que l'Academy Tiger Club est un club de Taekwondo, installé depuis plusieurs années sur Molenbeek-Saint-Jean et forme des enfants et jeunes issus de populations particulièrement défavorisées sur le plan socio-économique ;

Considérant que celui-ci fournit des performances remarquables ;
Considérant que cette asbl souhaite organiser le 7 octobre prochain, un championnat interclub à la salle Beudin ;
Considérant que les objectifs de cet événement sont de promouvoir le sport comme vecteur de socialisation, de dialogue, de partage, de favoriser les relations interculturelles et interindividuelles par le sport;
Considérant qu'il convient d'encourager cette association dans sa démarche citoyenne et sportive ;
Considérant les crédits disponibles à l'article 7640/332/02 (subsidés aux organismes) du budget ordinaire de l'exercice 2018 ;

DECIDE :

Article 1 :

D'accorder un subside d'un montant de 1.500,00 EUR à l'Academy Tiger Club, sise rue de la Perle, 4 à 1080 Molenbeek-Saint-Jean (n°0474 154 212) pour l'aider à organiser son championnat interclub, à la salle de sport Beudin;

Article 2 :

De réserver la dépense à l'article 7640/332/02 du budget ordinaire (subsidés aux organismes) de l'exercice 2018 et de verser le montant sur le n° de compte BE66 0013 5200 0043 de l'association.

La présente décision sera transmise à l'autorité de tutelle conformément à l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative des communes de la Région de Bruxelles-Capitale.

Le Conseil approuve le point.

38 votants : 38 votes positifs.

Departement Opvoeding, Kinderopvang, Sport en Jeugd
Sport - Toekenning van een subsidie aan Academy Tiger Club.

DE RAAD,

Overwegende dat Academy Tiger Club een Taekwondoclub is, die reeds jarenlang in Sint-Jans-Molenbeek gevestigd is in de vorm van kinderen en jongeren hoofdzakelijk afkomstig uit benadeelde bevolkingsgroepen op het socio-economische vlak;

Overwegende dat ze aanzienlijke prestaties levert;

Overwegende dat deze vzw wenst op 7 oktober aanstaande een kampioenschap Interclub , te organiseren in de sporthal Beudin ;

Overwegende dat de doelstellingen van dit evenement de bevordering van sport als overbrenger van socialisering, dialoog, opvoeding zijn, om interculturele en individuele betrekkingen te bevorderen via sport;

Overwegende dat het past deze vereniging aan te moedigen bij haar burgerlijke en sportieve ondernemingen;

Overwegende de beschikbare kredieten op het artikel 7640/332/02 (subsidie aan organismen) van de gewone begroting van het dienstjaar 2018;

BESLIST:

Artikel 1 :

Een subsidie te reserveren ten bedrage van 1.500,00 EUR Academy Tiger Club, gelegen Parelstraat 4 te 1080 Sint-Jans-Molenbeek (nr. 0474 154 212) om deze te helpen bij de organisatie van haar kampioenschap Interclub, in de spoorzaal Beudin;
Artikel 2 :

De uitgave te reserveren op het artikel 7640/332/02 (subsidie aan de organismen) van de gewone begroting van het dienstjaar 2018 en het bedrag te storten op het rekeningnummer BE66 0013 5200 0043 van de vereniging.

Deze beslissing moet worden overgemaakt aan de toezichthoudende overheid overeenkomstig artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

De Raad keurt het punt goed.
38 stemmers : 38 positieve stemmen.

12.09.2018/A/0036 **Département Education, Petite Enfance, Sports et Jeunesse**
Sport - Octroi d'un subside à l'association Wallonie-Bruxelles de Basket-ball.

LE CONSEIL,

Considérant que dans le cadre de la journée du mercredi 16 mai 2018 « En situation de handicap – Osez la différence » qui faisait partie la semaine de la Santé qui s'est déroulée du lundi 14 au vendredi 18 mai 2018 dans la salle du Sippelberg ;

Considérant qu'une démonstration de basket ball en chaise roulante a été organisée sur la cour de l'Athénée Serge Creuz avec l'équipe nationale de basket-ball « wheelchair », en présence des élèves de l'école ; que ceux-ci ont pu se mettre en situation et pu se mesurer aux basketteurs « wheelchair » ;

Considérant qu'il convient d'encourager cette association dans sa démarche citoyenne et sportive ;

Considérant les crédits disponibles à l'article 7640/332/02 du budget ordinaire de l'exercice en cours ;

DECIDE :

Article 1 :

D'accorder un subside d'un montant de 300,00 EUR à l'association Wallonie-Bruxelles de Basket-ball sis avenue Paul-Henri Spaak, 17/3 à 1060 Bruxelles dans le cadre de la mise en place de ces activités ;

Article 2 :

De réserver la dépense à l'article 7640/332/02 du budget ordinaire (subsidies aux organismes) de l'exercice 2018 et de verser le montant sur le n° de compte BE11 0688 9672 8348 de l'association (n°0476 156 667) ;

La présente décision sera transmise à l'autorité de tutelle conformément à l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative des communes de la Région de Bruxelles-Capitale.

Le Conseil approuve le point.

38 votants : 38 votes positifs.

Departement Opvoeding, Kinderopvang, Sport en Jeugd
Sport - Toekenning van een subsidie aan de Association Wallonie-Bruxelles de
Basket-ball.

DE RAAD,

Overwegende dat in het kader van de dag van de woensdag 16 mei 2018 gewijd aan « In de situatie van een handicap – Durf samen te komen » die deel uitmaakte van de week van de Gezondheid van maandag 14 mei tot vrijdag 18 mei 2018 in de Sippelbergzaal,

Overwegende dat een demonstratie van van rolstoelbasketbal ingericht werd in de koer van Atheneum Serge Creuz, met de Belgische « wheelchair » nationale basketbal team, in de aanwezigheid van de leerlingen van de school ; dat deze zich in situatie van handicap hebben mogen plaatsen en ook tegen de leden van nationale ploeg hebben mogen spelen.

Overwegende dat het past deze vereniging aan te moedigen bij haar burgerlijke en sportieve ondernemingen;

Overwegende de beschikbare kredieten op het artikel 7640/332/02 van de gewone begroting van het lopende dienstjaar;

BESLIST :

Artikel 1 :

Een subsidie ten bedrage van 300,00 EUR toe te kennen aan de Association Wallonie-Bruxelles de basketball, gelegen Paul-Henri Spaaklaan, 17/3 te 1060 Brussel in het kader van de invoering van deze activiteiten;

Artikel 2 :

De uitgave te reserveren op het artikel 7640/332/02 (subsidie aan de organismen) van de gewone begroting van het dienstjaar 2018 en het bedrag te storten op het rekeningnummer BE11 0688 9672 8348 van de vereniging (nr. 0476 156 667).

Deze beslissing moet worden overgemaakt aan de toezichhoudende overheid overeenkomstig artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

De Raad keurt het punt goed.

38 stemmers : 38 positieve stemmen.

12.09.2018/A/0037 **Département Education, Petite Enfance, Sports et Jeunesse**
Sports - Octroi d'un subsidie à Molenbeek Martial Art (association de fait).

LE CONSEIL,

Considérant que le club Molenbeek Martial Art est implanté à Molenbeek-Saint-Jean ;
Considérant que la Boxe est une activité physique qui permet au pratiquant de développer certaines vertus comme la connaissance de soi, de ses limites, la confiance

en soi ;

Considérant que Molenbeek Martial art vise un public issu des quartiers défavorisés ;
Considérant que ce club promeut des valeurs positives comme l'égalité des chances et le sport pour tous ;

Considérant que le club organise entre le 06 et 12 Août 2018, un stage de boxe, en Ardenne ;

Considérant les crédits disponibles à l'article 7640/332/02 du budget ordinaire de l'exercice en cours ;

DECIDE :

Article 1 :

D'accorder un subside d'un montant de 500,00 EUR à Molenbeek Martial Art, sis rue de l'Intendant, 128 à 1080 Molenbeek-Saint-Jean afin de l'aider à organiser son stage de boxe ;

Article 2 :

De réserver la dépense à l'article 7640/332/02 du budget ordinaire de l'exercice en cours et de verser le montant sur le n° de compte BE73 0014 1784 5360 de Molenbeek Martial Art.

La présente décision sera transmise à l'autorité de tutelle conformément à l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative des communes de la Région de Bruxelles-Capitale.

Le Conseil approuve le point.

38 votants : 38 votes positifs.

Departement Opvoeding, Kinderopvang, Sport en Jeugd

Sport - Toekenning van een subsidie aan de Molenbeek Martial Art (feitelijke vereniging).

DE RAAD,

Overwegende dat de club Molenbeek Martial Art gevestigd is in Sint-Jans-Molenbeek;

Overwegende dat Boksen een lichamelijke activiteit is waarbij de beoefenaar verschillende vermogens ontwikkelt zoals zelfkennis, zijn grenzen, zelfvertrouwen;

Overwegende dat het doelpubliek van Molenbeek Martial Art afkomstig is uit minderbedeelde wijken;

Overwegende dat deze club positieve waarden promoot zoals gelijke kansen en sport voor iedereen;

Overwegende dat deze club tussen 06 en 12 augustus 2018 een bokstraining, in de Ardennen;

Overwegende de beschikbare kredieten in artikel 7640/332/02 van de gewone begroting van het lopende boekjaar;

BESLIST :

Artikel 1 :

Een subsidie van een bedrag van 500,00 EUR toe te kennen aan Molenbeek Martial Art, gelegen Opzichterstraat, 128 te 1080 Sint-Jans-Molenbeek teneinde dit bokstraining, in de Ardennen te helpen organiseren.

Artikel 2 :

Deze uitgave toe te schrijven aan het artikel 7640/332/02 van de gewone begroting van het lopende boekjaar en het bedrag over te schrijven naar het rekeningnummer BE73 0014 1784 5360 van Molenbeek Martial Art.

Verzending van de onderhavige beslissing zal aan de toezichhoudende overheid overgemaakt worden overeenkomstig artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

De Raad keurt het punt goed.

38 stemmers : 38 positieve stemmen.

12.09.2018/A/0038 **Département Education, Petite Enfance, Sports et Jeunesse**
Sports - Octroi d'un subside à l'asbl Dance4Children.

LE CONSEIL,

Considérant que l'asbl Dance4Children organise des évènements principalement autour du thème de la danse afin de collecter des fonds pour financer des projets en faveur d'enfant défavorisés en Afrique et en Asie ;

Considérant l'engouement croissant du public pour la danse et ses effets positifs sur l'épanouissement personnel, le développement artistique et les relations interindividuelles ;

Considérant que cette association organise un stage de danse orientale le 25 novembre prochaine à la salle de sport Muhammad Ali;

Considérant que ledit stage sera ouvert à tous les molenbeekoïses et toutes les molenbeekoïses ;

Considérant que les bénéfices des stages seront versés à l'association caméléon qui aide les enfants défavorisés aux Philippines ;

Considérant qu'il convient d'encourager cette association dans sa démarche citoyenne et sportive ;

Considérant les crédits disponibles à l'article 7640/332/02 (subsidés aux organismes) du budget ordinaire de l'exercice 2018 ;

DECIDE :

Article 1 :

D'accorder un subside d'un montant de 150,00 EUR à l'Asbl Dance4children, n° d'entreprise 0535 656 368, sise Dahliastraat, 4, 1601 Ruisbroek, pour l'aider à organiser ses stages, à la salle de sport Muhammad Ali;

Article 2 :

De réserver la dépense à l'article 7640/332/02 (subsidés aux organismes) du budget ordinaire de l'exercice 2018 et de verser le montant sur le n° de compte : BE26 1430 8707 9429 de l'association.

La présente décision sera transmise à l'autorité de tutelle conformément à l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative des communes de la Région de Bruxelles-Capitale.

Le Conseil approuve le point.
38 votants : 38 votes positifs.

Departement Opvoeding, Kinderopvang, Sport en Jeugd
Sport - Toekenning van een subsidie aan de vzw Dance4Children.

DE RAAD,

Overwegende dat de vzw Dance4Children voornamelijk evenementen organiseert rond het thema 'dans' om fondsen in te zamelen om projecten te financieren voor kwetsbare kinderen in Afrika en Azië;

Gezien de toenemende rage bij het publiek voor de dans en zijn positieve effecten op de persoonlijke ontplooiing, de artistieke ontwikkeling en de relaties tussen individu's;

Overwegende dat deze vereniging op 25 november aanstaande een stage oriëntaalse dans organiseert in de Muhammad Ali-sportzaal;

Overwegende dat deze stage openstaat voor alle Molenbekenaren;

Overwegende dat de opbrengst van deze stage zal worden gestort aan de vereniging caméléon die kwetsbare kinderen in de Filipijnen helpt;

Overwegende dat het past om deze vereniging aan te moedigen bij haar burgerlijke en sportieve ondernemingen;

Overwegende de beschikbare kredieten op artikel 7640/332/02 (subsidie aan organisaties) van de gewone begroting van het dienstjaar 2018;

BESLIST :

Artikel 1 :

Een subsidie voor een bedrag van 150,00 EUR aan de vzw Dance4children, ondernemingsnr. 0535 656 368, gevestigd in de Dahliastraat, 4, 1601 Ruisbroek, toe te kennen om ze te helpen om haar stages te organiseren in de Muhammad Ali-sportzaal;

Artikel 2 :

De uitgave te reserveren op artikel 7640/332/02 (subsidie aan organisaties) van de gewone begroting van het dienstjaar 2018 en het bedrag te storten op het rekeningnummer: BE26 1430 8707 9429 van de vereniging.

Deze beslissing wordt overgemaakt aan de toezichthoudende overheid overeenkomstig artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

De Raad keurt het punt goed.

38 stemmers : 38 positieve stemmen.

12.09.2018/A/0039 **Département Services généraux et Démographie**
Relations Internationales - Sport - Octroi d'un subside à l'asbl KC SHOTO
MOLENBEEK.

LE CONSEIL,

Vu la note d'orientation politique sectorielle qui vise à favoriser les partenariats avec les

écoles et le monde associatif afin de sensibiliser la jeunesse molenbeekoise à la solidarité internationale et à l'interdépendance des régions du monde et de la réalité économique, sociale, culturelle, environnementale des pays dits "en voie de développement";

Vu la note d'orientation politique sectorielle qui vise à soutenir les associations locales qui œuvrent en faveur des droits humains et de la solidarité internationale;

Vu le dossier introduit par l'asbl KC SHOTO relatif à un soutien financier dans le cadre d'un voyage sportif et humanitaire dans la région de Nador au Maroc durant le mois d'août 2018, le but étant de former aux arts martiaux et distribuer du matériel scolaire et sportif;

Considérant que l'association a pour objectifs: la sensibilisation et l'échange sportif entre jeunes belges et marocains, la promotion des arts martiaux et la distribution du matériel sportif et scolaire;

Considérant que cette Kc Shoto vise un public constitué de jeunes, adultes et handicapés;

Considérant que le séjour aura lieu durant quatre jours pendant le mois d'août 2018;

Considérant les crédits disponibles à l'article 1500/332-02 (subside RI) et l'article 7640/332-02 (sport) du budget ordinaire de l'exercice en cours;

Sur proposition du Collège échevinal;

DECIDE :

Article 1 :

D'accorder un subside d'un montant de 1000,00 EUR à l'asbl KC SHOTO MOLENBEEK (n°0820402739), sise Rue des Osiers, 34 à 1080 Bruxelles, afin de l'aider à organiser son séjour sportif/humanitaire dans la région de Nador, Maroc;

Article 2 :

De réserver la dépense à l'article 1500/332-02 (500 €) et à l'article 7640/332-02 (500 €) du budget ordinaire de l'exercice en cours et de verser le montant sur le n° de compte BE78 3631 4824 9786 de l'association.

La présente décision sera transmise à l'autorité de tutelle conformément à l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative des communes de la Région de Bruxelles-Capitale.

Le Conseil approuve le point.

38 votants : 38 votes positifs.

Departement Algemene diensten en Demografie

Internationale Betrekkingen - Sport - Toekenning van een subsidie aan de vzw KC SHOTO MOLENBEEK.

DE RAAD,

Gelet op de sectorale politieke beleidsnota die beoogt de partnerschappen te bevorderen met de scholen en het verenigingswezen teneinde de Molenbeekse jeugd te sensibiliseren voor de internationale solidariteit en de onderlinge afhankelijkheid van de wereldstreken en de economische, sociale, culturele en milieugebonden realiteit van de zogenaamde "ontwikkelingslanden";

Gelet op de sectorale politieke beleidsnota die beoogt de plaatselijke verenigingen te ondersteunen die werken ten gunste van de mensenrechten en de internationale

solidariteit;

Gelet op het dossier ingediend door de vzw KC SHOTO betreffende een financiële ondersteuning in het kader van een sportieve en humanitaire reis naar de streek van Nador in Marokko in augustus 2018, met als doel een opleiding in vechtsporten en de uitdeling van school- en sportmateriaal;

Overwegende dat de vereniging als doelstellingen het volgende heeft: de sensibilisering en sportieve uitwisseling tussen Belgische en Marokkaanse jongeren, de bevordering van de vechtsporten en de uitdeling van sport- en schoolmateriaal;

Overwegende dat de vzw KC SHOTO een doelgroep beoogt bestaande uit jongeren, volwassenen en gehandicapten;

Overwegende dat het verblijf plaatsvindt vier dagen in augustus 2018;

Overwegende de beschikbare kredieten op artikel 1500/332-02 en 7640/332-02 van de gewone begroting van het lopende dienstjaar;

Op voorstel van het Schepencollege;

BESLIST :

Artikel 1 :

Een subsidie van een bedrag van 1000,00 EUR toe te kennen aan de vzw KC SHOTO MOLENBEEK (nr. 0820402739), gelegen Wissenstraat, 34 te 1080 Brussel, teneinde deze te helpen bij de organisatie van haar sportief/humanitair verblijf in de streek van Nador, Marokko;

Artikel 2 :

De uitgave te reserveren op artikel 1500/332-02 (500 €) en 7640/332-02 (500 €) van de gewone begroting van het lopende dienstjaar en het bedrag te storten op het rekeningnr. BE78 3631 4824 9786 van de vereniging.

Deze beslissing wordt overgemaakt aan de toezichthoudende overheid overeenkomstig artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

De Raad keurt het punt goed.

38 stemmers : 38 positieve stemmen.

12.09.2018/A/0040 **Département Services généraux et Démographie**
Relations Internationales - Octroi d'un subside à l'Association des Jeunes
Couturières de Mbour.

LE CONSEIL,

Vu la délibération du Conseil datant du 22 février 2017 relative à l'approbation des conventions de collaborations pour la programmation 2017-2021,

Vu le dossier introduit par l'association des Jeunes Couturières de Mbour relatif au soutien de la création d'un atelier couture afin que ces jeunes femmes puissent créer leur propre emploi et subvenir à leur besoin primaire;

Considérant les objectifs de l'asbl visant à exploiter un marché local, assurer une source de revenus substantiel aux divers acteurs participants, la promotion et le développement des produits locaux, la modernisation du secteur et créer des emplois et ainsi contribuer

à la résorption du chômage;

Considérant que cette asbl vise également à valoriser par la modernisation les styles d'habillement traditionnel d'une part, de réadapter l'habillement moderne et de vulgariser les techniques nouvelles de couture;

Considérant que ce projet entre totalement dans les objectifs fixé avec notre partenaire du Sud, Mbour, qui sont de développer l'économie locale, soutenir le public cible (les femmes) et les aider à créer leurs emplois et être indépendantes;

Considérant les crédits disponibles à l'article 1500/332-02 du budget ordinaire de l'exercice en cours;

Sur proposition du Collège échevinal;

DECIDE:

Article 1:

D'accorder un subside d'un montant de 2000,00 EUR à l'association des Jeunes Couturière de Mbour, Mbour, Sénégal, afin de les aider à mettre en place leur projet coûtüre;

Article 2:

De réserver la dépense à l'article 1500/332-02 du budget ordinaire de l'exercice en cours et de verser le montant sur le n° de compte SN079.09101.251092185001.54 et code SWIFT ISSNSNDA de l'association.

La présente décision sera transmise à l'autorité de tutelle conformément à l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative des communes de la Région de Bruxelles-Capitale.

Le Conseil approuve le point.

38 votants : 38 votes positifs.

Departement Algemene diensten en Demografie

Internationale Betrekkingen - Toekenning van een subsidie aan de Association des Jeunes Couturières de Mbour (vereniging van jonge naaisters van Mbour).

DE RAAD,

Gelet op de beraadslaging van de Raad van 22 februari 2017, betreffende de goedkeuring van de samenwerkingsovereenkomsten voor het programma 2017-2021;

Gelet op het dossier ingediend door de vereniging *Jeunes Couturières de Mbour* (jonge naaisters van Mbour) van Mbour betreffende de ondersteuning van de oprichting van een naaiatelier zodat deze jonge vrouwen voor hun eigen tewerkstelling kunnen zorgen en in hun basisbehoeften kunnen voorzien;

Overwegende de doelstellingen van de vzw die beogen een lokale markt uit te baten, een belangrijke bron van inkomsten voor verschillende deelnemers te verzekeren, de lokale producten te bevorderen en te ontwikkelen, de sector te moderniseren en jobs te creëren en zo bij te dragen tot de geleidelijke verdwijning van de werkloosheid;

Overwegende dat deze vzw eveneens beoogt om enerzijds de stijlen van de traditionele kledij op te waarderen via de modernisering, de moderne kledingstijl aan te passen en de nieuwe naaitechnieken te populariseren;

Overwegende dat dit project helemaal inkadert in de vastgestelde doelstellingen met onze Zuiderse partner, Mbour, namelijk de ontwikkeling van de lokale economie, ondersteuning van de doelgroep (de vrouwen) en om deze te helpen bij het creëren van

hun eigen tewerkstelling en het zelfstandig zijn;
Overwegende de beschikbare kredieten op artikel 1500/332-02 van de gewone begroting van het lopende dienstjaar;
Op voorstel van het Schepencollege;

BESLIST :

Artikel 1 :

Een subsidie van een bedrag van 2000,00 EUR toe te kennen aan de *Association des Jeunes Couturières de Mbour* (vereniging van jonge naaisters van Mbour), Senegal, teneinde deze te helpen bij de oprichting van hun naaiproject;

Artikel 2 :

De uitgave te reserveren op artikel 1500/332-02 van de gewone begroting van het lopende dienstjaar en het bedrag te storten op het rekeningnummer SN079.09101.251092185001.54 en code SWIFTISSNSNDA van de vereniging.

Deze beslissing wordt overgemaakt aan de toezichthoudende overheid overeenkomstig artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

De Raad keurt het punt goed.

38 stemmers : 38 positieve stemmen.

12.09.2018/A/0041 **Département Education, Petite Enfance, Sports et Jeunesse**
Jeunesse - Octroi d'un subside exceptionnel à l'asbl AJM/VMJ - La parole en confiance.

LE CONSEIL,

Vu le courriel du 18 juin 2018 de demande de subside de l'asbl AJM/VMJ pour son projet La parole en confiance;

Considérant que de plus en plus de jeunes demandent un soutien psychologique et un espace de parole en dehors de leurs proches et animateurs ;

Considérant qu'il y a lieu de prendre en considération cette demande et d'orienter ces jeunes vers les professionnels de la santé;

Considérant qu'un local a été aménagé au sein de l'association grâce au soutien du Fonds Lokumo pour accueillir les jeunes et les parents lors des consultations assurées par des psychologues;

Considérant qu'un subside de 1.500,00 EUR pourrait être octroyé;

Considérant que les crédits nécessaires sont inscrits à l'article budgétaire 7610/332/02 de l'exercice 2018.

Sur proposition du Collège Echevinal;

DECIDE :

Article 1 :

D'octroyer un subside de 1.500,00 EUR à l'asbl AJM/VMJ, située 10 rue de la Vermicellerie à Molenbeek, titulaire du compte bancaire BE58 0017 2854 7979, dont le numéro d'entreprise est le 0549.790.555 pour son projet La parole en confiance;

Article 2 :

D'engager la somme de 1.500,00 EUR à l'article budgétaire 7610/332/02 de l'exercice 2018.

La présente décision sera transmise au service des Finances.

Le Conseil approuve le point.

38 votants : 38 votes positifs.

Departement Opvoeding, Kinderopvang, Sport en Jeugd
Jeugd - Toekenning van een subsidie aan de vzw AJM/VMJ - La parole en confiance.

DE RAAD,

Gelet op de mail van 18 juni 2018 van subsidieaanvraag van de vzw AJM/VMJ voor haar project *La parole en confiance*;

Overwegende dat meer en meer jongeren een psychologische steun en een spreekruimte vragen buiten hun naasten en animatoren;

Overwegende dat er moet overgegaan worden tot het in beschouwing nemen van deze aanvraag en het doorverwijzen van deze jongeren naar gezondheidsexperts;

Overwegende dat er een lokaal binnen de vereniging werd ingericht dankzij de steun van het Lokumo-Fonds om de jongeren en de ouders te onthalen bij consultaties verzekerd door psychologen;

Overwegende dat een subsidie van 1.500,00 EUR zou kunnen toegekend worden;

Overwegende dat de nodige kredieten ingeschreven worden in het begrotingsartikel 7610/332/02 van het dienstjaar 2018;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen.

BESLIST :

Artikel 1 :

De toekenning van een subsidie van 1.500,00 EUR aan de vzw d'Broej VMJ-AJM, gelegen Vermicellefabriekstraat 10 te Molenbeek, titularis van de bankrekening nr. BE58 0017 2854 7979, met als ondernemingsnummer 0549.790.555, voor haar project ;

Artikel 2 :

Het bedrag van 1.500,00 EUR te reserveren op het begrotingsartikel 7610/332/02 van het dienstjaar 2018.

Deze beslissing moet overeenkomstig artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest aan de toezichthoudende overheid overgemaakt worden.

De Raad keurt het punt goed.

38 stemmers : 38 positieve stemmen.

Jeunesse - Octroi d'un subside exceptionnel à l'asbl La Rue - Passerelles - Barcelone.

LE CONSEIL,

Vu le courriel du 15 juin 2018 de demande de subside de l'asbl La Rue pour le projet Passerelles;

Considérant qu'une dizaine de jeunes ont produit depuis 2015 des capsules vidéos, créé un spectacle Coup d'Foudre à Molenstreet joué 4 fois à Molenbeek entre avril et octobre 2017;

Considérant que le groupe souhaite rencontrer les jeunes du quartier Raval à Barcelone fin juin début juillet;

Considérant que ce voyage échange culturel à Barcelone serait le lancement de leur nouveau projet Passerelles qui traitera de la communication non-violente, de l'éducation aux médias et du regard critique sur notre société;

Considérant que malgré les actions menées pour la récolte de fonds, le groupe aurait besoin d'un soutien financier;

Considérant qu'un subside de 870,00 EUR pourrait être octroyé;

Considérant que les crédits nécessaires sont inscrits à l'article budgétaire 7610/332/02 de l'exercice 2018.

Sur proposition du Collège Echevinal;

DECIDE :

Article 1 :

D'octroyer un subside de 870,00 EUR à l'asbl La Rue, 61 rue Ransfort à Molenbeek, titulaire du compte bancaire BE50 0682 0819 9918, dont le numéro d'entreprise est le 0418.831.548 pour son projet Passerelles;

Article 2 :

D'engager la somme de 870,00 EUR à l'article budgétaire 7610/332/02 de l'exercice 2018.

La présente décision sera transmise au service des Finances.

Le Conseil approuve le point.

38 votants : 38 votes positifs.

Departement Opvoeding, Kinderopvang, Sport en Jeugd
Jeugd - Toekenning van een buitengewone subsidie aan de VZW La Rue - Passerelles - Barcelona.

DE RAAD,

Gelet op de mail van 15 juni 2018 van subsidieaanvraag van de vzw La Rue voor haar project *Passerelles*;

Overwegende dat een tiental jongeren sinds 2015 videoclips en een spektakel hebben gemaakt, *Coup d'Foudre à Molenstreet*, dat tussen april en oktober 2017 4 keer werd gespeeld;

Overwegende dat deze groep wenst om eind juni, begin juli de jongeren van het Raval-wijk in Barcelona te ontmoeten;

Overwegende dat deze reis voor culturele uitwisseling naar Barcelona de lancering zou

zijn van hun nieuw project *Passerelles* dat de geweldloze communicatie en een kritische kijk op onze maatschappij betreft;

Overwegende dat ondanks de acties geleid om fondsen te krijgen, de groep een financiële steun nodig zal hebben;

Overwegende dat een subsidie van 870,00 EUR zou kunnen toegekend worden;

Overwegende dat de nodige kredieten ingeschreven worden in het begrotingsartikel 7610/332/02 van het dienstjaar 2018;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen.

BESLIST :

Artikel 1 :

De toekenning van een subsidie van 870,00 EUR aan de vzw La Rue, 61 Ransfortstraat te Molenbeek, titularis van de bankrekening nr. BE50 0682 0819 9918, met als ondernemingsnummer 0418.831.548 voor haar project ;

Artikel 2 :

Het bedrag van 870,00 EUR te reserveren op het begrotingsartikel 7610/332/02 van het dienstjaar 2018.

Deze beslissing moet overeenkomstig artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest aan de toezichhoudende overheid overgemaakt worden.

De Raad keurt het punt goed.

38 stemmers : 38 positieve stemmen.

12.09.2018/A/0043 **Département Education, Petite Enfance, Sports et Jeunesse**
Jeunesse - Octroi d'un subside exceptionnel à l'asbl La J - Les petits reporters.

LE CONSEIL,

Vu le courriel du 8 juin 2018 de demande de subside de l'asbl La J pour son projet Les petits reporters;

Considérant qu'une vingtaine de jeunes se sont formés aux ateliers photos, vidéos et techniques de montage proposés par l'association;

Considérant que ce groupe de jeunes a réalisé un journal télévisé avec des jeunes de Bruxelles ainsi qu'un court métrage;

Considérant que le groupe souhaite rencontrer les jeunes de l'association Pour Tous Centre Social Kléber à Marseille pour échanger leur savoir-faire dans le domaine de l'audiovisuel;

Considérant que lors de leur séjour les petits reporters participeront aux différents ateliers audiovisuels;

Considérant qu'un subside de 1.500,00 EUR pourrait être octroyé;

Considérant que les crédits nécessaires sont inscrits à l'article budgétaire 7610/332/02 de l'exercice 2018.

Sur proposition du Collège Echevinal;

DECIDE :

Article 1 :

D'octroyer un subside de 1.500,00 EUR à l'asbl La J, 42 rue de Menin à Molenbeek, titulaire du compte bancaire BE25 0682 4861 6582, dont le numéro d'entreprise est le 0892.750.485 pour son projet Les petits reporters;

Article 2 :

D'engager la somme de 1.500,00 EUR à l'article budgétaire 7610/332/02 de l'exercice 2018.

La présente décision sera transmise au service des Finances.

Le Conseil approuve le point.

38 votants : 38 votes positifs.

Departement Opvoeding, Kinderopvang, Sport en Jeugd

Jeugd - Toekenning van een subsidie aan de vzw La J - Les petits reporters.

DE RAAD,

Gelet op de mail van 8 juni 2018 van subsidieaanvraag van de vzw La J voor haar project *Les petits reporters*;

Overwegende dat een twintigtal jongeren een opleiding deden van workshops fotografie, video en montagetechnieken, aangeboden door de vereniging;

Overwegende dat deze groep jongeren een televisiekrant heeft gemaakt met jonge Brusselaars evenals een kortfilm;

Overwegende dat deze groep wenst de jongeren van de vereniging *Pour Tous*, Sociaal centrum Kléber in Marseille te ontmoeten om hun knowhow uit te wisselen op het audiovisueel gebied;

Overwegende dat *les petits reporters* tijdens hun verblijf zullen deelnemen aan verschillende audiovisuele workshops;

Overwegende dat een subsidie van 1.500,00 EUR zou kunnen toegekend worden;

Overwegende dat de nodige kredieten ingeschreven worden in het begrotingsartikel 7610/332/02 van het dienstjaar 2018;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen.

BESLIST :

Artikel 1 :

De toekenning goed te keuren van een subsidie van 1.500,00 EUR aan de vzw La J, Menestraat 42 te Molenbeek, titularis van het bankrekeningnummer BE25 0682 4861 6582, met als ondernemingsnummer 892.750.485 voor haar project ;

Artikel 2 :

Het bedrag van 1.500,00 EUR te reserveren op het begrotingsartikel 7610/332/02 van het dienstjaar 2018.

Deze beslissing moet overeenkomstig artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest aan de toezichhoudende overheid overgemaakt worden.

De Raad keurt het punt goed.

38 stemmers : 38 positieve stemmen.

Service Prévention - Participation citoyenne - Subside à l'asbl Autre Chose pour le projet The Molenbeek Show.

LE CONSEIL,

Considérant l'article 117 de la Nouvelle Loi communale ;

Considérant la loi du 14 novembre 1983 relatives au contrôle et à l'octroi de certaines subventions ;

Considérant les statuts de l'asbl Autre Chose, sise Rue du Cheval Noir 17/A01 ;

Considérant qu'un des objectifs de l'asbl est de valoriser la cohésion sociale et le vivre-ensemble ;

Considérant que l'asbl propose un projet d'affichage de visages de molenbeekois sur l'espace public (projet the Molenbeek Show) ;

Considérant que l'objectif principal est de pouvoir faire le lien via le canal entre Bruxelles-ville et Molenbeek ;

Considérant que l'objectif est de permettre aux citoyens d'habiller la ville de manière ludique ;

Considérant que le coût de l'évènement est estimé à 1.523 euros ;

Considérant qu'il est proposé d'accorder un subside de 500 EUR afin de soutenir l'évènement ;

DECIDE :

Article 1 :

D'octroyer un subside de 500 EUR à l'asbl Autre Chose, sise Rue du Cheval Noir 17/A01 à 1080 Bruxelles – numéro de compte BE82 5230 8086 8268

Article 2 :

D'octroyer le subside sur les crédits inscrits à l'article budgétaire 1055/332.02 - Budget ordinaire – Exercice 2018.

Le Conseil approuve le point.

38 votants : 38 votes positifs.

Preventie en Sociale Leven

Preventie Dienst - Burgerparticipatie - Toelage aan de vereniging Autre Chose in het kader het project the Molenbeek Show.

DE RAAD,

Overwegende artikel 117 van de Nieuwe Gemeente Wet ;

Overwegende de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van sommige toelages;

Overwegende de statuten van de vzw Autre Chose gevestigd te Zwartepaardstraat 17/A01 op 1080 Brussel ;

Overwegende dat de vereniging als doelstelling heeft de sociale cohesie en de samenleving te versterken ;

Overwegende dat de vzw het aanplakken van gezichten van de molenbeekse bevolking in de openbare ruimte voorstelt (project The Molenbeek Show) ;
Overwegende dat dit project tot doel heeft om een link tussen Brussel stad en Molenbeek op te bouwen ;
Overwegende dat het doel hiervan is de burgers op een luchtige manier de stad te kunnen versieren ;
Overwegende dat de kosten voor dit evenement worden geraamd op 1.523 euro
Overwegende dat een toelage van 500 EUR wordt voorgesteld om dit evenement te ondersteunen

BESLIST :

Artikel 1 :

Een toelage van 500 euro aan de vzw Autre Chose, gevestigd te Zwartepaardstraat 17/A01 op 1080 Brussel toe te kennen - Bankrekening BE82 523080868268 ;

Artikel 2 :

De toelage op de kredieten van begrotingsartikel 1055/332.02 toe te kennen - Gewone Begroting - Jaar 2018.

De Raad keurt het punt goed.

38 stemmers : 38 positieve stemmen.

Mohammadi Chahid quitte la séance / verlaat de zitting.

Dirk De Block quitte la séance / verlaat de zitting.

12.09.2018/A/0045 **Département Aménagement du Territoire et Gestion Immobilière**
Propriétés communales - Subvention communale accordée aux associations actives sur la Commune de Molenbeek-Saint-Jean en matière de logement - Exercice 2018 - a.s.b.l. 1 Toit 2 Ages.

LE CONSEIL,

Considérant que la Commune a réservé au budget ordinaire de l'exercice 2018 un montant de 18.000,00 EUR en vue de soutenir les associations actives sur son territoire en matière de logement ;

Vu la demande de subside introduite auprès de la Commune par :

- L'asbl 1 Toit 2 Ages

Objet : demande de soutien financier de l'asbl pour développer ses activités d'habitat intergénérationnel avec des habitants de Molenbeek-Saint-Jean

Subside demandé : 2.000,00 EUR

Analyse de la demande : l'asbl propose que des personnes âgées propriétaires de leur logement accueillent durant une année scolaire un étudiant dans une chambre. L'habitat intergénérationnel permet aux personnes âgées de rester plus longtemps dans leur logement d'origine et prévient le placement dans des institutions spécialisées. Il s'agit, d'une part, d'une solution alternative et innovante de logement qui permet de lutter efficacement contre la sous-occupation de logements sur le territoire d'une commune et, d'autre part, d'une alternative originale à la construction de nouveaux kots ou

logements étudiants. Cette initiative encourage les jeunes habitants à bénéficier d'un cadre plus propice à leur réussite tout en restant sur le territoire communal. Le nombre de binômes (ainé/étudiant) présents sur le territoire de la Commune est encore réduit actuellement. L'asbl souhaite augmenter ce nombre dans les années à venir grâce notamment au soutien financier de la Commune ;

Considérant que les crédits nécessaires sont inscrits à l'article 9220/332/02 du budget ordinaire de l'exercice 2018 ;

Vu les articles 117 et 232 de la Nouvelle Loi Communale ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins en date du 20.08.2018 ;

DECIDE :

Article 1:

D'allouer une somme de 2.000,00 EUR à l'asbl 1 Toit 2 Ages dans le cadre de sa demande de soutien financier pour le développement de projets d'habitat intergénérationnel à Molenbeek-Saint-Jean en 2018 et de verser la somme sur le compte bancaire n°BE39 3630 5564 6819 de l'association ;

Article 2:

De réserver la dépense à l'article 9220/332/02 du budget ordinaire de l'exercice 2018.

La présente décision sera transmise à l'autorité de tutelle conformément à l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative des communes de la Région de Bruxelles-Capitale.

Le Conseil approuve le point.

36 votants : 36 votes positifs.

Departement Ruimtelijke Ordening en Vastgoedbeheer

Gemeentelijke Eigendommen - Gemeentelijke subsidie toegekend aan verenigingen actief op de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek inzake huisvesting - Dienstjaar 2018 - vzw 1 Toit 2 Ages.

DE RAAD,

Overwegende dat de Gemeente een bedrag van 18.000,00 EUR gereserveerd heeft op de gewone begroting van het dienstjaar 2018 voor de ondersteuning van verenigingen actief op haar grondgebied inzake huisvesting;

Gelet op de subsidieaanvraag ingediend bij de Gemeente door:

- De vzw 1 Toit 2 Ages

Betreft: aanvraag voor financiële steun aan de vzw voor de ontwikkeling van haar activiteiten van intergenerationeel wonen met de inwoners van Sint-Jans-Molenbeek.

Gevraagde subsidie: 2.000,00 EUR

Analyse van de aanvraag: de vzw stelt voor dat bejaarde personen, die de eigenaar van hun huis zijn, gedurende een schooljaar een student in een kamer herbergen. Intergenerationeel wonen laat de bejaarde personen toe om langer in hun eigen woning te blijven en voorkomt de plaatsing in gespecialiseerde instellingen. Het betreft enerzijds een alternatieve en innoverende oplossing voor wonen waardoor men op een doeltreffende manier kan strijden tegen de onderbezetting van woningen op het grondgebied van een gemeente, en anderzijds, betekent dit een origineel alternatief

voor de bouw van nieuwe koten of studentenwoningen. Dit initiatief moedigt de jonge bewoners aan om gebruik te maken van een geschikt kader voor hun slaagkansen en om tegelijkertijd op het gemeentelijke grondgebied te kunnen blijven.

Het aantal betrokkenen (bejaarde personen/studenten) aanwezig op het grondgebied van de Gemeente is momenteel nog laag. De vzw wenst dit aantal te verhogen in de komende jaren dankzij hoofdzakelijk de financiële steun van de Gemeente;

Overwegende dat de nodige kredieten ingeschreven zijn op het artikel 9220/332/02 van de gewone begroting van het dienstjaar 2018;

Gelet op artikelen 117 en 232 van de Nieuwe Gemeentewet;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen van 20.08.2018;

BESLIST:

Artikel 1:

Een bedrag van 2.000,00 toe te kennen aan vzw 1 Toit 2 Ages in het kader van haar aanvraag van financiële steun voor de ontwikkeling van projecten van intergenerationeel wonen in Sint-Jans-Molenbeek in 2018 en het bedrag te storten op het rekeningnummer BE39 3630 5564 6819 van de vereniging.

Artikel 2:

De uitgave te reserveren op het artikel 9220/332/02 van de gewone begroting van het dienstjaar 2018.

Deze beslissing moet overeenkomstig artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest overgemaakt worden aan de Toezichthoudende overheid.

De Raad keurt het punt goed.

36 stemmers : 36 positieve stemmen.

12.09.2018/A/0046 **Département Développement Durable et Espaces Publics**
Développement Durable - Subside pour le soutien financier au potager collectif
Majorelle de l'ASBL « Espoir ».

LE CONSEIL,

Vu l'article 117 de la Nouvelle Loi Communale ;

Vu la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions ;

Vu la demande du 3/06/18 de Mr. Fadel Lahoussine, Président de l'Asbl « Espoir » d'un subside de 300 EUROS qui contribuera à maintenir les animations au potager collectif Majorelle et ainsi contribuer à la verdurisation du quartier et à la cohésion social du quartier ;

Considérant que les coordonnées de l'Asbl « Espoir » sont :

ASBL « L'ESPOIR »

Siège social : rue Fin 13, boîte D00 à 1080 Bruxelles

Numéro de compte BE52 0017 0702 6309

Numéro d'entreprise 0525.689.322

Personne de contact : Mr. Fadel Lahoussine, Président ;

Considérant que les crédits sont disponibles à l'article 8790/332-02 (intitulé « Environnement - subsides aux organismes ») du budget ordinaire de l'exercice 2018 ;

DECIDE :

Article 1 :

De soutenir financièrement le potager collectif Majorelle de l'ASBL « L'ESPOIR »

Siège social : rue Fin 13, boîte D00 à 1080 Bruxelles

Numéro de compte BE52 0017 0702 6309

Numéro d'entreprise 0525.689.322

Personne de contact : Mr. Fadel Lahoussine, Président,

à concurrence d'un montant de 300 EUROS TVAC.

Article 2 :

De réserver la somme de de 300 Euros TVAC à l'article 8790/332-02, intitulé « Environnement - subsides aux organismes » du budget ordinaire de l'exercice 2018.

Expédition de la présente délibération sera transmise à l'Autorité de tutelle conformément à l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative des communes de la Région de Bruxelles-Capitale.

Le Conseil approuve le point.

36 votants : 36 votes positifs.

Departement Duurzame Ontwikkeling en Openbare Ruimte

Duurzame ontwikkeling - Subsidie voor ondersteuning van de collectieve moestuin Majorelle van de VZW « L'ESPOIR ».

DE RAAD,

Gezien artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet ;

Gezien het wet van 14 november betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van sommige toelagen;

Gezien het subsidie aanvraag van 300 euro's dd. 3/06/18 van de Heer Fadel Lahoussine, Voorzitter van de VZW « Espoir » die zal bijdragen tot het behoud van de animaties in de collectieve moestuin Majorelle en aldus zal bijdragen tot de vergroening en sociale samenhang van de wijk;

Overwegende dat de gegevens van de VZW « Espoir » zijn :

VZW « L'ESPOIR »

Hoofdkwartier : Finstraat 13, bus D00 te 1080 Brussel

Rekeningnummer: BE52 0017 0702 6309

Ondernemingsnummer: 0525.689.322

Contactpersoon : Dhr. Fadel Lahoussine, Voorzitter ;

Gezien de kredieten beschikbaar zijn op artikel 8790/332-02 ("Leefmilieu – subsidie aan verenigingen") van de gewone begroting van 2018 ;

BESLUIT :

Artikel 1 :

Een subsidie van 300 EUR toe te kennen aan de VZW « L'ESPOIR » om hun collectieve moestuin te steunen.

VZW « L'ESPOIR »

Hoofdkwartier : Finstraat 13, bus D00 te 1080 Brussel

Rekeningnummer: BE52 0017 0702 6309

Ondernemingsnummer: 0525.689.322

Contactpersoon : Dhr. Fadel Lahoussine, Voorzitter ;

Artikel 2 :

De uitgave van 300 EUR te voorzien op artikel 8790/332-02 (“Leefmilieu – subsidie aan verenigingen”) van de gewone begroting van 2018.

Verzending van de huidige beraadslaging zal doorgegeven worden aan de voogdijoverheid in overeenstemming met de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

De Raad keurt het punt goed.

36 stemmers : 36 positieve stemmen.

12.09.2018/A/0047 **Département Services généraux et Démographie**

Affaires juridiques - Marché public Assurances - Renouvellement des contrats d'assurances de personnes, dommages matériels, responsabilité civile et automobile - Approbation du cahier des charges - Procédure concurrentielle avec négociation.

LE CONSEIL,

Après avoir admis l'urgence par un vote à l'unanimité, ce point ne figurant pas à l'ordre du jour;

Vu les articles 117 et 234 de la Nouvelle Loi Communale;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures ainsi que ses arrêtés d'exécution;

Vu la loi sur les marchés publics et plus particulièrement son article 20 relatif aux marchés mixtes portant à la fois sur des services et sur des fournitures ou les marchés mixtes portant à la fois sur des services sociaux et autres services spécifiques et sur d'autres service ;

Considérant qu'un marché public de services d'assurances a été attribué par une décision du Collège des Bourgmestre et Echevins lors de sa séance du 14 avril 2014 et que ce marché public d'assurances a débuté le 1^{er} janvier 2015 et a été renouvelé à trois reprises ;

Considérant que ce marché public ne peut plus être renouvelé et qu'il prendra par conséquent fin définitivement le 31 décembre 2018 ;

Considérant qu'il relève de l'absolue nécessité d'attribuer un nouveau marché public d'assurances en vue de garantir la responsabilité de l'administration communale ;

Considérant que l'attribution du nouveau marché public d'assurances s'effectuera par le biais de la procédure concurrentielle avec négociation selon les termes du cahier des charges joint en annexe et comprenant les lots suivants :

Lot 1 - Assurances de personnes

Lot 2 - Assurances Dommages Matériels

Lot 3 - Assurances Responsabilité Civile

Lot 4 - Assurances Automobile

Considérant que la dépense pour ce marché est estimée à un montant de 960.000,00 €

HTVA pour une année ;

Considérant que les crédits seront prévus aux articles budgétaires 0500/117/01 (personnel), 0500/125/08 (bâtiments), 0500/127/08 (véhicules) et 0500/124/08 (divers) du budget ordinaire de l'exercice budgétaire 2019;

Considérant que le présent marché public est prévu pour une durée d'un an débutant le 1^{er} janvier 2019 pour se terminer le 31 décembre 2019 et qu'il pourra cependant être reconduit à trois reprises maximum ;

DECIDE :

Article 1 :

D'approuver le mode de passation du marché public de services d'assurance par la procédure concurrentielle avec négociation.

Article 2 :

De prendre connaissance du cahier des charges joint en annexe, de l'approuver et de procéder à la publication dudit cahier de charges.

Expédition de la présente délibération sera transmise aux services suivants : B19 (MP - 005), B4, B41, B42.

Le Conseil approuve le point.

36 votants : 36 votes positifs.

Departement Algemene diensten en Demografie

Juridische zaken - Overheidopdracht Verzekeringen - Hernieuwing van de verzekeringscontracten personen, materiële schade, aansprakelijkheid en Auto.

DE RAAD,

Na aanvaarding van de dringendheid, bij eenparige stemming daar dit punt niet op de agenda verschijnt;

Gelet op artikelen 117 en 234 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 betreffende de overheidsopdrachten en de latere wijzigingen ervan alsook de uitvoeringsbesluiten;

Gelet op de wet op overheidsopdrachten en meer bepaald artikel 20 betreffende de gemengde overheidsopdrachten met tegelijkertijd betrekking op diensten en leveringen of de gemengde opdrachten betreffende tegelijkertijd sociale diensten en andere specifieke diensten en op andere diensten;

Overwegende dat een overheidsopdracht van verzekeringsdiensten werd toegewezen door een beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen in zitting van 14 april 2014 en dat deze overheidsopdracht van verzekeringen begon op 1 januari 2015 en driemaal werd vernieuwd;

Overwegende dat deze overheidsopdracht niet langer kan vernieuwd worden en dat deze bijgevolg definitief beëindigt op 31 december 2018;

Overwegende dat het absoluut noodzakelijk is om een nieuwe overheidsopdracht van verzekeringen toe te wijzen teneinde de aansprakelijkheid van het gemeentebestuur te garanderen;

Overwegende dat de toewijzing van de nieuwe overheidsopdracht van verzekeringen gebeurt via de mededingingsprocedure met onderhandeling volgens de termen van het bestek in bijlage en de volgende loten omvat:

Lot 1 - Persoonsverzekeringen

Lot 2 - Verzekeringen Materiële schade

Lot 3 - Verzekeringen Burgerlijke Aansprakelijkheid

Lot 4 - Autoverzekeringen

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht geraamd wordt op een bedrag van 960.000,00 EUR excl. BTW voor één jaar;

Overwegende dat de kredieten worden voorzien op begrotingsartikelen 0500/117/01 (personen), 0500/125/08 (gebouwen), 0500/127/08 (voertuigen) en 0500/124/08 (diversen) van de gewone begroting van het dienstjaar 2019;

Overwegende dat deze overheidsopdracht voorzien is voor een duur van één jaar dat begint op 1 januari 2019 en eindigt op 31 december 2019 en dat deze echter hoogstens driemaal verlengd kan worden;

BESLIST :

Artikel 1:

De gunningswijze goed te keuren van de overheidsopdracht van verzekeringsdiensten via de mededingingsprocedure met onderhandeling.

Artikel 2:

Kennis te nemen van het bestek in bijlage, het goed te keuren en over te gaan tot de publicatie van dit bestek.

Deze beraadslaging moet aan volgende diensten worden overgemaakt: B19 (MP - 005), B4, B41, B42.

De Raad keurt het punt goed.

36 stemmers : 36 positieve stemmen.

12.09.2018/A/0048 **Département Services généraux et Démographie**
Secrétariat communal - Motion déposée par Monsieur Ait Jeddig, Conseiller communal ISLAM, relative à la gratuité des fournitures scolaires.

Préambule

La population de notre commune avoisine les 97.000 habitants. Elle est fort jeune, les 0-18 ans représentent 29%. Le nombre de jeune en âge d'obligation scolaire est approximativement de 28000 sur le territoire communal. Un grand nombre de familles dont sont issus ces jeunes sont en situation précaire : des revenus faibles, un taux de chômage fort élevé plus de 30%, plus de 5000 bénéficiaires du revenu d'intégration social. Pour les familles de notre commune et de la Région bruxelloise les indicateurs montrent que malheureusement la pauvreté ne cesse de croître.

Récemment, en vu des élections communales pour sensibiliser les politiques, une enquête de la ligue des familles sur un échantillon de plus de 3000 familles toutes catégories sociales confondues a mis en évidence les demandes prioritaires des familles. Entre autres demandes prioritaires, on épingle pour 80% d'entres elles, la gratuité de l'enseignement. Effectivement ces dernières années on constate que l'école devient de plus en plus chère, le budget que les familles y consacrent en moyenne est

équivalent à un mois de salaire. Alors que la gratuité de l'enseignement est écrite dans la constitution, les sollicitations financières des parents par l'école sont de plus en plus importantes : on pointe les sorties, les classes vertes, les repas, les frais garderies, ceux des études dirigées, la piscine, les fournitures scolaires et avec l'introduction du numérique il y a fort à parier que les parents vont encore devoir mettre les mains à la poche. L'école est chère et l'accessibilité au savoir dans de bonnes conditions est compromise pour une bonne partie de la population. Certaines écoles jouent même de cette onérosité pour éloigner les enfants issus des familles pauvres. De plus, les mauvaises conditions financières dans lesquelles vivent les familles influencent les résultats de leurs enfants et favorisent le décrochage scolaire. Or l'enseignement est un enjeu fondamental pour l'avenir de nos enfants.

C'est pourquoi dans le but de réduire la facture et la fracture scolaire pour les familles de notre commune,

LE CONSEIL,

Considérant l'article 23 paragraphe 3 de la constitution qui dit que l'accès à l'enseignement doit être gratuit jusqu'à la fin de l'obligation scolaire ;

Considérant le décret mission du 24/07/1997 qui oblige la commune en tant que PO des écoles communales subventionnées sur son territoire à mettre les conditions nécessaires en place pour réaliser les objectifs généraux de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire. Dont celui de rendre l'enseignement accessible et égalitaire.

DECIDE :

Article 1 :

De mettre en place un groupe de travail pour définir des stratégies permettant de trouver des sources de financements via des partenariats avec d'autres communes, par la sollicitation d'aides régionales, d'aides fédérales, éventuellement faire appel à des aides européennes ; de prendre contact avec des fournisseurs, mettre en place en collaboration avec les directions des écoles fondamentales des méthodes et des moyens de distribution des fournitures scolaires dans les écoles fondamentales de notre commune.

Article 1 bis :

Lorsque la commune dégage un bénéfice de ses comptes, elle le réinvestit directement dans l'achat de fourniture scolaires pour les élèves qu'elle a en charge.

Article 2 :

D'aboutir à court terme à la gratuité de toutes les fournitures scolaires dans les écoles communales de Molenbeek-Saint-Jean comme c'est déjà le cas pour les écoles flamandes.

Remarques;

En comptant largement 100 euros par élève ; pour 5200 élèves on ne dépasse pas 520.000 euros. Alors que lors de la précédente modification budgétaire le boni était de 800.000 euros.

La commune a la possibilité par cette action de mettre son logo sur les fournitures scolaires et l'occasion d'améliorer son image auprès de la population.

Décision prise par scrutin secret. Le point est rejeté.

36 votants : 1 vote positif, 25 votes négatifs, 3 abstentions, 7 votes nuls.

Departement Algemene diensten en Demografie
Gemeentelijk secretariaat - Motie ingediend door Mijnheer Ait Jeddig,
Gemeenteraadslid ISLAM, betreffende de kosteloosheid van het school materiaal.

Besluit bij geheime stemming. Het punt wordt verworpen.
36 stemmers : 1 positieve stem, 25 negatieve stemmen, 3 onthoudingen, 7 ongeldige stemmen.

Patricia Vande Maele quitte la séance / verlaat de zitting.
Jef Van Damme quitte la séance / verlaat de zitting.

12.09.2018/A/0049 **Département Services généraux et Démographie**
Secrétariat communal - Motion déposée par Monsieur Van Damme, Conseiller communal SP.A, relative à la non-participation de la Commune de Molenbeek-Saint-Jean dans l'action en justice de la Région contre les nuisances sonores causées par le trafic aérien.

LE CONSEIL,

Considérant que dix communes bruxelloises ont rejoint l'assignation en référé de l'État fédéral par la Région bruxelloise, en raison de la violation des normes sonores par Brussels Airport. Il s'agit des communes d'Auderghem, Berchem-Sainte-Agathe, Etterbeek, Ixelles, Jette, Schaerbeek, Watermael-Boitsfort, Woluwe-Saint-Lambert et Woluwe-Saint-Pierre. C'est ce que déclarait la Ministre bruxelloise de l'Environnement, Céline Frémault, mardi dans l'Echo.

Considérant que la commune d'Anderlecht a également fait savoir mardi midi qu'elle se joignait à l'action en justice.

Considérant que l'assignation en justice de la Région bruxelloise date de juin. Qu'un an auparavant, l'État a été condamné pour la première fois à l'adaptation de l'utilisation de la Route du canal, de la route du Ring et de la route dans le prolongement de la piste d'atterrissage 01 au-dessus du Sud-est de Bruxelles.

Que, selon une note du Gouvernement bruxellois, le pourcentage d'infractions dans la zone du canal s'élève à 55 à 64 %.

Considérant que de nombreux Molenbeekois, principalement dans la zone du canal, subissent quotidiennement les nuisances du trafic aérien, souvent la nuit ou aux petites heures.

Considérant que le Conseil communal du 21/10/2015, a décidé unanimement que Molenbeek devait mettre tout en œuvre pour protéger ses habitants des nuisances et insister auprès de l'État fédéral pour que ce problème soit résolu. Que des mesures juridiques y étaient également explicitement mentionnées.

DECIDE :

Article 1 :

Que la commune de Molenbeek-Saint-Jean rejoint l'action en justice de la Région et des 11 autres communes bruxelloises contre l'État fédéral.

Article 2

Charge le Collège de prendre toutes les mesures nécessaires pour mettre en œuvre et assurer le suivi de cette décision.

Departement Algemene diensten en Demografie

**Gemeentelijk secretariaat - Motie ingediend door Mijnheer Van Damme,
Gemeenteraadslid SP.A, betreffende de afwezigheid van de Gemeente Sint-Jans-
Molenbeek bij de gewestelijke actie tegen geluidsoverlast door vliegtuigverkeer.**

DE RAAD,

Overwegende dat tien Brusselse gemeenten zich hebben aangesloten bij de dagvaarding in kortgeding van de federale staat door het Brussels Gewest, vanwege de schendingen van de geluidsnormen door Brussels Airport. De gemeenten zijn Oudergem, Sint-Agatha-Berchem, Etterbeek, Elsene, Jette, Schaarbeek, Brussel, Watermaal Bosvoorde, Sint-Lambrechts-Woluwe en Sint-Pieters-Woluwe, aldus de medeling van het kabinet van Brussels minister van Leefmilieu Céline Frémault dinsdag 05/09 in L'Echo.

Overwegende dat ook de gemeente Anderlecht dinsdagmiddag liet weten zich aan te sluiten bij de vordering.

Overwegende dat de dagvaarding van het Brussels Gewest dateert van juni 2018 en dat een jaar eerder de Belgische staat voor de eerste keer veroordeeld werd tot het aanpassen van het gebruik van de Kanaalroute, de Ringroute en de route in het verlengde van landingsbaan 01 boven het zuidoosten van Brussel.

Overwegende dat volgens een nota van de Brusselse regering het percentage inbreuken in de Kanaalzone 55 tot 64 procent bedraagt.

Overwegende dat vele Molenbekenaren, vooral in de kanaalzone, dagelijks last hebben van vliegverkeer, vaak ook 's nachts of in de vroege ochtenduren.

Overwegende dat de gemeenteraad op 21/10/2015 <http://www.molenbeek.irisnet.be/nl/bestanden/raad/moties/2015/individual-notification-nl-21754-kanaal-21-10-2015.pdf> unaniem besliste dat Molenbeek alles moest doen om zijn inwoners te beschermen tegen overlast en er bij de federale overheid moest op aandringen om dit probleem op te lossen. Dat ook juridische stappen daarin uitdrukkelijk werden vernoemd.

BESLUIT :

Artikle 1 :

Dat Sint-Jans-Molenbeek zich aansluit bij de vordering van het gewest en 11 andere Brusselse Gemeente tegen de federale overheid.

Artikel 2 :

Draagt het college op om alle nodige stappen te nemen om deze beslissing uit te voeren en op te volgen.

Het punt wordt van de dagorde gehaald.

LE CONSEIL,

Prend connaissance de la demande d'interpellation déposée par Madame Piquard, dont le texte suit :

Sous la législation 2006-2012, je me suis attelée à initier l'antenne population rue Charles Malis.

A mon sens, cette antenne servait à « dégorger » le service de la démographie qui à l'époque était sis dans un des locaux de la maison communale dont l'espace d'accueil des habitants était un véritable boyau étroit rendu très dangereux en cas de soucis et surtout susceptible d'augmenter l'agressivité des usagers.

Parallèlement à cette initiative, et grâce au service des projets subsidiés, service démantelé aujourd'hui, j'ai également pu enclencher le déménagement du service de la démographie dans le nouveau bâtiment de la rue Ste Marie. Ce qui reste positif, tant pour le personnel et surtout tout autant pour nos habitants.

Dans ma conception et vu les opportunités que j'ai rencontrées afin de peaufiner simultanément les 2 conceptions du projet, il s'agissait surtout pour moi de rendre un service identique à la population dans 2 endroits différents de notre commune et ce, quelques soient les lieux, quartiers d'où celle-ci provenait et provient encore.

Mes questions :

- *Quels sont les services : démographie, état civil et population ouverts à ce jour dans l'antenne Malis ?*
- *Au niveau de cette antenne qu'avez-vous pu concevoir, aménager supplémentaires par rapport au projet initial ?*
- *A quel rythme (jour et horaire) l'antenne est-elle ouverte ?*
- *Avec quel personnel ?*
 - *Y-a-t-il un responsable spécifiquement désigné pour gérer l'antenne ?*
 - *Y-a-t-il eu un ou des engagement(s) supplémentaire(s) pour gérer l'antenne ?*
 - *Dans l'affirmative ou la négative, quelles sont réellement les dispositions prises pour assurer le service de l'antenne ?*
 - *J'avais prévu des guichets « handicapés » dans les 2 entités, combien y en a-t-il effectivement ?*
 - *Quels sont les moyens qui ont été mis en œuvre pour avertir les habitants du fonctionnement de l'antenne tout en sachant pertinemment que le « Molenbeek-Info » n'est pas lu par la majorité des habitants ?*
 - *L'information a-t-elle fait l'objet d'une publicité globale supplémentaire dans notre commune ou avez-vous choisi de la limiter à un quartier ?*

Eventuellement lequel ?

- *Je souhaite savoir s'il existe encore un « service à domicile » pour les personnes handicapées qui ne peut se déplacer :*

- *Dans quelles conditions (déplacement du personnel, durant ou après heure de service, à quel rythme et comment ce service est-il connu des habitants ?*

- *Pouvez-vous nous dire quel est le pourcentage de la population qui fréquente l'antenne et de quels quartiers ces personnes émargent-elles principalement ?*

- *Le déménagement du service central de la démographie a-t-il été signalé aux habitants, dans quels délais et par quels moyens ?*

Je vous remercie de vos réponses.

*Ss,
Paulette PIQUARD*

Le Conseil prend connaissance.

**Departement Algemene diensten en Demografie
Gemeentelijk secretariaat - Interpellatie ingediend door Mevrouw Piquard,
gemeenteraadslid PS, betreffende de antenne van de Bevolkingsdienst gelegen
Charles Malisstraat.**

De Raad neemt kennis.

12.09.2018/A/0051 **Département Services généraux et Démographie
Secrétariat communal - Interpellation déposée par Monsieur Magérus, conseiller
communal PS, relative à la propreté publique dans les quartiers Machtens,
Osseghem et Mennekens.**

LE CONSEIL,

Prend connaissance de l'interpellation déposée par Monsieur Magérus, dont le texte suit :

Mon interpellation de ce soir, qui est l'émanation du souci quotidien de beaucoup de Molenbeekois, porte sur les lacunes constatées en matière de propreté publique dans et autour du périmètre formé par notamment les quartiers Machtens, Osseghem, Mennekens. Ainsi, en dépit des déclarations grandiloquentes de la nouvelle majorité en 2012 - majorité qui, vous en conviendrez, n'est plus tout à fait nouvelle, six ans après ! -, et qui dans sa note d'orientation générale consacrait quelque 3 pages à la problématique de la propreté publique, la plaçant au centre de ses préoccupations, avec force enquête, participation des citoyens, des acteurs communaux et autres projets prétendument innovants, et tutti quanti ...

De l'avis unanime des riverains, la propreté publique fait figure de problème n°1.

Ça devient franchement insupportable. Et pourtant des solutions existent, encore faut-il avoir la volonté et la détermination de le faire.

Pour réussir, il aurait fallu, à mon avis, travailler conjointement trois axes:

- la prévention;*
- faire les bons choix quant à la manière de gérer et assurer une bonne organisation du travail;*
- la mise sur pied d'une répression adaptée*

Ce préalable rappelé et qui, à mon sens, est loin d'être respecté, je souhaiterais vous poser deux ou trois questions:

1) En matière de prévention, la commune organise-t-elle encore des actions de sensibilisation/habitants rue/rue ou à d'autres endroits sensibles connus?

En ce qui concerne les écoles et les écoliers, public cible des plus importants dans la mesure où le présent et l'avenir s'y façonnent en termes d'éducation à la citoyenneté et de responsabilité : y mène-t'on encore des actions de sensibilisation ou autres parrainages d'arbres ? Je pose la question parce que je n'entends plus rien à ce propos!?

2) Deux axes majeurs de la politique communale actuelle en matière de propreté publique = le placement de poubelles à tous les coins de rue et la suppression des campagnes de ramassage gratuites des encombrants/domicile. Une condition nécessaire mais pas du tout suffisante. Car le constat que l'on peut faire est que plutôt que de s'améliorer, toutes les poubelles deviennent des lieux de déversages potentiels et la situation se dégrade de jour en jour à tel point que, dans mon quartier, c'est devenu la principale préoccupation de la population!

C'est d'autant plus inquiétant que malgré de nouveaux recrutements/personnel, ça ne s'améliore pas vraiment, j'en veux pour preuve la grogne actuelle et le malaise perceptible d'une bonne partie du personnel chargé de la propreté publique!

3) Bien souvent, votre majorité se targuait d'installer des caméras de surveillance.

Au vu de l'actuelle dégradation générale, il ne doit sûrement pas y en avoir beaucoup et sur pellicule, les actes de déversages inciviques ne constituent sûrement pas le menu principal !

La situation est similaire quant à l'installation excessive de poubelles: quand l'utilisation n'est pas rationnelle, il vaut mieux s'abstenir!

En définitive, combien sont-elles finalement et quels sont les résultats concrets? Quel est, par exemple, en 2018, le nombre de PV dressés ...?

Voici pour les trois axes de politique rationnelle en matière de propreté publique qui auraient dû être menées de paire. Vous avouerez que nous sommes loin du compte.

Pourriez-vous, SVP, par ailleurs m'éclairer sur le point qui suit :

- un subside d'un million d'euros était disponible pour la Place Jef Mennekens où un nouvel aménagement n'était pas superflu, notamment pour améliorer l'environnement quant à la propreté. Pourquoi avoir abandonné ce projet prévu de longue date et galvaudé par là même une contribution importante lors même que toutes les communes et, surtout la nôtre, ne peuvent se passer d'un tel secours ?

- enfin, la grogne du personnel des services de la propreté publique s'est-elle estompée ?

Pourriez-vous me donner des réponses précises à ces questions ? Merci pour votre attention.

Christian Magérus
Conseiller Communal

Le Conseil prend connaissance.

Departement Algemene diensten en Demografie
Gemeentelijk secretariaat - Interpellatie ingediend door Mijnheer Magérus,
gemeenteraadslid PS, betreffende de openbare netheid in de wijken Machtens,
Osseghem en Mennekens.

De Raad neemt kennis.

Jamel Azaoum quitte la séance / verlaat de zitting.

12.09.2018/A/0052 **Département Services généraux et Démographie**
Secrétariat communal - Interpellation déposée par Monsieur Berckmans, Conseiller
communal GIC-GGB, concernant l'école des jeunes du RWDM et la candidature du
Président du RWDM aux élections communales.

Le Conseil prend connaissance.

Departement Algemene diensten en Demografie
Gemeentelijk secretariaat - Interpellatie ingediend door Mijnheer Berckmans,
Gemeenteraadslid GGB-GIC, betreffende de jeugdschool van RWDM en de
kandidatuur van de voorzitter van de kandidatuur van de RWDM-Voorzitter bij de
gemeenteraadsverkiezingen.

DE RAAD,

Neemt kennis van de interpellatie ingediend door Mijnheer Berckmans, waarvan de tekst volgt :

Dames en heren burgemeester en schepenen,

Bij mijn weten is iedereen het er binnen deze raad over eens dat de heropstanding van voetbalclub RWDM een goede zaak is. Dit draagt niet alleen bij tot het sportieve imago van onze gemeente. Maar ook op andere vlakken zijn er heel wat positieve elementen te vermelden : de toename van het bezoek aan horeca-zaken, het sociale contact tussen de supporters, enz. Met mijn groep Gemeentebelangen heb ik er destijds voor gevochten om het fameuze amendement in het contract met wijlen White Star volgens dewelke het de gemeente zou zijn, en niet White Star, die zou bepalen of het toenmalige project RWDM voldoende draagkrachtig was om de ploeg in het Edmond Machtensstadion te laten spelen. Maar dit behoort inmiddels stilaan tot de hedendaagse geschiedenis.

Vandaag wil ik wat dieper ingaan op de RWDM-jeugdschool, alsook op de kandidatuurstelling van de RWDM-voorzitter bij de komende gemeenteraadsverkiezingen.

I. De RWDM-jeugdschool

Bij de voorstelling van de nieuwe RWDM-jeugdschool, in februari 2016, stelde voorzitter Thierry Dally : “RWDM wil voetballers van hoge kwaliteit opleiden, maar wil ook de minder getalenteerde jongeren een kans geven. We danken spelers niet af na één seizoen als ze niet goed genoeg spelen. Iedereen die wil krijgt een opleiding van vijf of tien jaar” (FVDE, “RWDM lanceert jeugdacademie”, BRUZZ.BE, 18 februari 2016 - <https://www.bruzz.be/sport/rwmd-lanceert-jeugdacademie-2016-02-18>).

Amper op het einde van het tweede seizoen van het bestaan van de RWDM-jeugdschool bleken deze mooie woorden al snel vergeten : iedereen herinnert zich dat eind juni jl. meer dan 100 jeugdspelers ontslagen werden. Daartegenover staat dat heel wat nieuwe spelers uit andere ploegen voor dit nieuwe seizoen 2018-2019 werden aangetrokken.

De eerste ploeg van het nieuwe RWDM heeft tijdens haar eerste jaren meteen succes gekend en is meermaals gepromoveerd. Ik kan er begrip voor opbrengen dat de logica van de voetbalwereld vereist dat de jeugd ploegen mee evolueren wanneer de eerste ploeg van een club promoveert en dat het dus nodig is dat die jeugd ploegen ook op een zeker niveau kunnen spelen.

Nu kom ik evenwel terug op de uitspraak, twee jaar geleden, van RWDM-voorzitter Dally : “RWDM (...) wil ook de minder getalenteerde jongeren een kans geven. We danken spelers niet af na één seizoen als ze niet goed genoeg spelen. Iedereen die wil krijgt een opleiding van vijf of tien jaar. Gezien de voormelde ontslagen is deze belofte dus helemaal niet nagekomen; de minder getalenteerde jongeren werden ontslagen. In plaats van iedereen een opleiding van vijf of tien jaar te geven kregen meer dan 100 jongeren al na amper twee jaar de bons.

Het geheugen van sommigen is kort en de eerder gemaakte beloften zijn inmiddels al snel vergeten. Daarbij komt dat RWDM gratis over het gemeentelijke Edmond Machtensstadion mag beschikken. Ik ben van mening dat van RWDM, gezien de eerder gemaakte beloften en de gratis beschikking over het gemeentelijk voetbalstadion, wel enige tegenprestatie mag worden verwacht tegenover de gemeente en haar inwoners. Aldus lijkt het me niet meer dan vanzelfsprekend dat RWDM ook een aanbod blijft verzekeren voor de jonge Molenbekenaars die weliswaar niet het grootste voetbaltalent hebben maar die gewoon graag voetbal spelen.

Vanzelfsprekend moet de RWDM-jeugdschool ook over de nodige infrastructuur kunnen beschikken om alle ploegen te laten trainen en spelen. Volgens mijn informatie zouden er sinds kort ook twee nieuwe “academies” gebruik maken van de terreinen Verbist en Sippelberg terwijl ze soms slechts 6 effectief op het veld staan hebben; daartegenover staat de RWDM-jeugd ploegen soms met 3 volledige ploegen samen op één veld moeten trainen. Om het gebrek aan terreinen op te vangen deed ik tijdens de laatste vergadering van de raad van bestuur van vzw Molenbeek Sport een voorstel dat de goedkeuring van de voorzitter-schep en van sport kreeg.

Een tweede aspect dat ik hier wil aansnijden betreft de samenstelling van de raad van beheer van de vzw RWDM-Jeugdschool. Destijds, na het faillissement van FC Brussels, kon de gelijknamige Jeugdschool nog één jaar blijven spelen en daarna was het ook gedaan. Toen werd er hier door sommigen voor gepleit om de politiek helemaal te weren uit het bestuur van de Jeugdschool. Tja, men kon toen ook niet veel anders dan de politiek uit het bestuur van de jeugdschool terug te trekken : de zaak was immers failliet en er was dan ook niets meer te besturen... De optie om het gemeentebestuur volledig te weren uit het bestuur van een Jeugdvoetbalschool

die zo belangrijk is voor de gemeente en haar inwoners en die bovendien volledig gratis over de gemeentelijke sportinfrastructuur beschikt, is mijns inziens een misvatting. Ik bedoel hier zeker niet mee dat de politiek zich moet inlaten met het sportieve beleid van de Jeugdschool maar een vertegenwoordiging van de gemeente zou er tenminste moeten kunnen op toezien dat de belangen van onze jonge inwoners die graag voetbal spelen, worden behartigd. Daarom lijkt het me aangewezen dat in het bestuur van de vzw RWDM-Jeugdschool twee gemeenteraadsleden zouden zetelen, een gemeenteraadslid van de politieke meerderheid en een gemeenteraadslid van de politieke minderheid. Aldus wordt alvast uitgesloten dat het om een partijpolitieke bedoening gaat. Deze gemeenteraadsleden kunnen desgevallend worden bijgestaan door ambtenaren van de gemeentelijke sportdienst.

Vragen :

1° Wat is uw visie m.b.t. de kwestie dat een club die gratis over het gemeentelijke Edmond Machtensstadion mag beschikken, in de gemeente ook een sociale rol heeft te vervullen ?

Bent u het er mee eens dat deze club ook de mogelijkheid moet bieden om ook jonge Molenbekenaars met een beetje minder voetbaltalent maar die deze sport graag beoefenen, aan bod te laten komen ?

2° Hoe ver staat het met het voorstel dat ik tijdens de jongste vergadering van de raad van bestuur van vzw Molenbeek Sport heb gedaan om het huidige gebrek aan voldoende voetbalterreinen op te vangen ?

3° Wat is uw standpunt inzake het voorstel om twee gemeenteraadsleden te laten toetreden tot de raad van bestuur van de vzw RWDM-jeugdschool, niet om zich te mengen in het sportieve beleid, maar wel om de belangen van de gemeente en haar (jonge) inwoners te behartigen ?

II. De kandidatuur van de RWDM-voorzitter bij de gemeenteraadsverkiezingen

Zoals hiervoor al uiteengezet zijn sommigen van oordeel dat de politiek zich niet moet moeien met de sport. Ook binnen het RWDM-bestuur werd meermaals hetzelfde gesteld. Alleszins tot voor kort... Tot het moment waarop RWDM-voorzitter zich kandidaat stelt voor de gemeenteraadsverkiezingen; dan is er plots blijkbaar geen probleem meer om binnen RWDM aan politiek te doen.

Vragen :

1° Wat is uw standpunt over het feit dat de voorzitter van een voetbalclub die gratis over een grote gemeentelijke sportinfrastructuur mag beschikken, zich kandidaat stelt bij de gemeenteraadsverkiezingen ?

U hoeft mij niet te antwoorden dat dit juridisch geen probleem stelt. Ik weet ook wel dat iedereen vrij is om zich kandidaat te stellen. Mijn vraag betreft veeleer het deontologische aspect : als de voorzitter (of desgevallend een andere bestuurder) van de club die gratis in het gemeentelijk stadion speelt zich kandidaat stelt, rijzen er dan geen vragen inzake mogelijke belangenvermenging ?

2° Wat is uw standpunt in de hypothese dat de man in kwestie wordt verkozen als gemeenteraadslid ? Is er dan, op juridisch vlak, sprake van belangenvermenging ? Quid op deontologisch vlak ?

Ik dank u voor uw antwoorden.
Dirk Berckmans,

BIJLAGE :

Persartikel FVDE, “RWDM lanceert jeugdacademie”, BRUZZ.BE, 18 februari 2016

“Voetbalclub RWDM start vanaf volgend seizoen met een eigen jeugdacademie. **De bedoeling is om 400 Molenbeekse kinderen op sportief én sociaal vlak te begeleiden.** Zo zal de club de schoolloopbaan van de kinderen opvolgen en de ouders helpen in de zoektocht naar werk. ‘We zijn nu al een grote familie, maar een familie heeft kinderen nodig’, aldus manager Thierry Dailly.

De jeugdacademie van RWDM (tot het faillissement in 2002), of de opvolger daarvan FC Brussels (tot het faillissement in 2014) stond er altijd om bekend om talentvolle spelers af te leveren. Spelers als Franky Vander Elst en Wesley Sonck; of recenter, Rode Duivels Mitchy Batshuayi (Olympique Marseille) en Adnan Januzaj (Manchester United), zijn daar maar enkele voorbeelden van.

De jeugdacademie met een vijftiental trainers zal geleid worden door Patrick Thairet. Hij was jeugdspeler, speler in de eerste ploeg én trainer van RWDM. Ook de meeste trainers waren al actief bij het oude RWDM of daarna bij FC Brussels. “Ik en de vele trainers die al hebben toegezegd zijn echte clubmensen. Dit aanbod kon ik niet naast me neerleggen”, aldus Thairet.

Hoge kwaliteit

De uitbouw van een jeugdwerking was cruciaal voor Thierry Dailly, sterke man achter RWDM. **“RWDM wil voetballers van hoge kwaliteit opleiden, maar wil ook de minder getalenteerde jongeren een kans geven. We danken spelers niet af na één seizoen als ze niet goed genoeg spelen. Iedereen die wil krijgt een opleiding van vijf of tien jaar.”**

De club speelt in vierde klasse, en ook de jeugdspelers kunnen dus niet op het hoogste niveau aantreden. Geen probleem volgens Thairet: “We gaan veel oefenwedstrijden spelen tegen de jeugd ploegen van topclubs, zoals Anderlecht.” Dailly voegt daar nog aan toe: “Trainingen van hoge kwaliteit, dat is cruciaal. En we hebben trainers met diploma’s en tonnen ervaring in eerste en tweede klasse die daarvoor kunnen zorgen. In het weekend tegen kleinere teams spelen is dus niet erg.”

RWDM wil de jonge spelers niet alleen begeleiden in hun voetbalcarrière, maar ook in het leven. RWDM zal daarvoor samenwerken met het bedrijf DynaHR, gespecialiseerd in human resources. Zij zullen de schoolcarrière van de jeugdspelers op de voet volgen. DynaHR zal ook ouders van kinderen helpen met het opstellen van hun cv. Ook jongeren die geen toekomst hebben als profvoetballer, krijgen begeleiding op de arbeidsmarkt.

White Star

Er is in Molenbeek al een jeugdschool, die van tweedeklasser White Star. Beide clubs liggen al een jaar met elkaar overhoop over het gebruik van het Edmond Machtensstadion. Het ligt voor de hand dat er ook rond de jeugdschool ruzies zullen volgen, bijvoorbeeld als het gaat over wie welke velden van de gemeente mag gebruiken.

“Dit gaat over de toekomst van onze jongeren. RWDM kan op de medewerking van de gemeente rekenen”, aldus burgemeester Françoise Schepmans (MR). Dailly betreunde wel dat schepenen van Sport Ahmed El Khanouss (CDH) niet aanwezig was op de voorstelling: “Wij zijn een club van Molenbeek, de schepenen van Sport zou ons in dit project ook mogen steunen.” Maar El Khanouss koos in het verleden steeds al partij

voor White Star, aldus Dailly.

Wie zijn kind wil inschrijven betaalt 300 euro (van 7 tot 11 jaar) of 400 euro (van 11 tot 21 jaar). Daarvoor krijgen de spelers naast een lidkaart ook een uitrusting en mogen ze gratis naar de wedstrijden van de eerste ploeg.”

De Raad neemt kennis.

12.09.2018/A/0053 **Département Services généraux et Démographie**
Secrétariat communal - Interpellation déposée par Monsieur Ikzaban, Conseiller communal PS, relative aux chèques sport.

LE CONSEIL,

Prend connaissance de l'interpellation déposée par Monsieur Ikzaban dont le texte suit :

*Madame la Bourgmestre,
Chers collègues,*

Je souhaite interroger le collègue afin de connaître la procédure de mise en place de l'opération des chèques sports votée il y a peu dans notre conseil communal.

Je vous remercie d'avance pour vos réponses

Jamal Ikzaban

Le point est retiré de l'ordre du jour et transformé en question écrite.

Departement Algemene diensten en Demografie
Gemeentelijk secretariaat - Interpellatie ingediend door Mijnheer Ikzaban, Gemeenteraadslid PS, betreffende de cheques sport.

Het punt wordt van de dagorde gehaald en in schriftelijke vraag omgevormd.

12.09.2018/A/0054 **Département Services généraux et Démographie**
Secrétariat communal - Interpellation déposée par Monsieur Vossaert, Conseiller communal Défi, relative aux emplacements de stationnement pour personnes handicapées.

LE CONSEIL,

Prend connaissance de l'interpellation déposée par Monsieur Vossaert, dont le texte suit :

Monsieur l'échevin,

Il est indiqué dans l'article 3 du registre des décisions du conseil communal du 22 février 2017 que le nouveau règlement de stationnement prévoit des conditions d'octroi d'emplacement et notamment :

" une attestation de reconnaissance de handicap du SPF Sécurité Sociale, récente et mentionnant une période de reconnaissance à durée indéterminée. Cette attestation devra mentionner au moins 12 points de «réduction de l'autonomie», dont 2 points minimum pour le critère «se déplacer»;"

Ce point précis du règlement communal relatif à la réservation d'emplacements de stationnement pour les véhicules des personnes handicapées a fait l'objet d'une attention particulière de la part d'UNIA, le service public indépendant de lutte contre la discrimination, qui a estimé que ce dit règlement était contraire à la Convention des Nations Unies relative aux droits des personnes handicapées car il restreint les droits de ces personnes en adoptant des critères médicaux plus sévères que ceux définis par le SPF Sécurité Sociale.

A ce titre, mes questions sont les suivantes :

- Est-ce que cette condition d'octroi était déjà présente dans le règlement précédent ?*
- Combien de refus de demande d'emplacement ont été émis par l'administration communale suite au critère de 12 points de réduction de l'autonomie ?*
- Est-ce que ce nouveau règlement ne constitue pas une forme de discrimination à l'égard des personnes ne se trouvant pas dans les conditions d'octroi d'emplacement ?*

Cordialement

Le point est retiré de l'ordre du jour et transformé en question écrite.

Departement Algemene diensten en Demografie
Gemeentelijk secretariaat - Interpellatie ingediend door Mijnheer Vossaert,
Gemeenteraadslid Défi, betreffende de parkeerplaatsen voor mindervaliden.

Het punt wordt van de dagorde gehaald en in schriftelijke vraag omgevormd.

12.09.2018/A/0055 **Département Services généraux et Démographie**
Secrétariat communal - Interpellation déposée par Madame Piquard, Conseillère communale PS, relative au parking Brunfaut.

LE CONSEIL,

Prend connaissance de l'interpellation déposée par Madame Piquard, dont le texte suit :

Mesdames et Messieurs membres du Collège,

Je suis interpellée, par plusieurs membres du personnel communal qui, depuis cette année, utilisaient ledit parking à un prix mensuel de 20€.

Or, à la mi-juillet, le personnel concerné a reçu un courrier expliquant que le parking n'était plus géré par la commune, qu'ils n'y avaient donc plus d'accès à ce tarif et qu'ils devaient payer 600€ leurs cartes de riverain s'ils utilisaient leurs véhicules ou utiliser leur abonnement STIB, qu'ils ont reçu d'office, pour venir travailler.

Permettez-moi de vous faire remarquer que la période durant laquelle, la décision a été prise, période massive de congés, témoigne d'un manque de respect à l'égard du personnel !

*Même si je conçois qu'il faille limiter le nombre de véhicules dans les villes, il me semble légitime que **les membres du personnel aient droit à un peu plus d'attention.** Sachant qu'on exige d'eux d'être performants au travail !*

*Je pense particulièrement **aux petits salaires** qui, du jour au lendemain, doivent dépenser **30 fois plus de leur budget annuel** pour venir travailler !*

*Je pense **aussi aux parents** travaillant à la commune et ce même s'ils sont domiciliés à l'extérieur de Bruxelles, **déposent leurs enfants** dans nos crèches et nos écoles communales, parfois **dans des lieux différents**, avant de se rendre à leur travail.*

De plus, la façon dont il semble avoir été procédé que l'on peut qualifier de quasi du « jour au lendemain » n'a nullement tenu compte de certaines situations personnelles auxquelles sont ou auraient pu être confrontés certains travailleurs et ce, à 15 jours près.

La problématique avait été évoquée au conseil communal fin de l'an dernier ou au début de celle-ci et nous vous avons demandé de conserver une période intermédiaire d'une année pour que les travailleurs puissent utiliser le parking Brunfaut et être prévenus largement à temps de la modification, que nous ne souhaitons pas. Notre opposition était claire : trouver une solution notamment via le parking Brunfaut.

A ce jour, je constate qu'il n'en a pas été tenu compte et que de plus, aucune alternative n'a été trouvée en faveur des membres du personnel dont les situations sont de fait, rendues compliquées (comme je l'ai dit supra).

De plus, je ne peux que constater que votre gestion, en cette problématique, a consisté à déléguer la gestion du parking à une autre instance indépendante de la commune.

*Il est inutile de me répondre qu'il s'agit d'une injonction régionale, la situation à Molenbeek disposait d'alternatives pour les membres du personnel se trouvant en difficulté soit financière, soit pratique, justifiant l'emploi de leur véhicule : **c'était notamment le parking Brunfaut !***

Mes questions :

- Qu'en est-il réellement et donc actuellement de la situation du parking Brunfaut ?*
- De combien de places (2 niveaux) disposait-il et quel était la proportion*

d'occupation sous le couvert de la gestion communale ?

- ***Qu'en est-il advenu du personnel qui gérait ledit parking ?***
- *Pourquoi une solution en faveur du personnel communal n'a-t-elle pu être négociée préalablement à la délégation de la gestion du parking ?*

Je vous remercie de vos réponses.

Ss,

Paulette

PIQUARD

Le Conseil prend connaissance.

Departement Algemene diensten en Demografie
Gemeentelijk secretariaat - Interpellatie ingediend door Mevrouw Piquard,
Gemeenteraadslid PS, betreffende de parking Brunfaut.

De Raad neemt kennis.

12.09.2018/A/0056 **Département Services généraux et Démographie**
Secrétariat communal - Interpellation déposée par Monsieur Berckmans, Conseiller communal GIC-GGB, relative aux mauvaises herbes, au nettoyage des égouts et au nourrissage des pigeons.

Le Conseil prend connaissance.

Departement Algemene diensten en Demografie
Gemeentelijk secretariaat - Interpellatie ingediend door Mijnheer Berckmans,
Gemeenteraadslid GIC-GGB, betreffende het niet verwijderen van onkruid, niet reinigen van riolen en voederen van duiven.

DE RAAD,

Neemt kennis van de interpellatie ingediend door Mijnheer Berckmans, waarvan de tekst volgt :

Dames en heren burgemeester en schepenen,
Op verschillende plaatsen in de gemeente wordt het onkruid in de publieke ruimte onvoldoende of helemaal niet verwijderd en gewied. De hierna toegevoegde foto werd mij toegestuurd door een bewoonster van de Jean Dubrucqlaan en toont het vele onkruid dat er welig tiert. Het is er duidelijk aan te zien dat dit onkruid er niet gisteren is beginnen groeien maar er lang woekert. Op dezelfde foto ziet men dat de riool er ook verstoep is; er groeit zelfs al onkruid in de riool en ook op de beton er omheen. Reeds twee jaar geleden beloofde de gemeente deze riolen te reinigen...

Een ander oud zeer betreft het voederen van duiven. Het voederen van duiven is verboden en is schadelijk voor het milieu en de volksgezondheid.

Vragen :

1° Wanneer gaat de gemeente het nodige doen om het onkruid in de openbare ruimte te verwijderen ? Ik denk dat het belangrijk is dat het personeel hiervoor ook het nodige en gepaste materiaal krijgt (straatborstel, schop, ...).

2° Wanneer gaat de gemeente eindelijk de riolen reinigen, hetgeen al twee jaar is beloofd ?

3° Wat gaat de gemeente doen tegen het voederen van duiven ? Het is verboden en kan grote gevaren met zich meebrengen.

Eenzijds dringt een duidelijke informatiecampagne zich op dit vlak op. Anderzijds moeten de nodige boetes worden uitgeschreven, zodat de betrokkenen die zich hieraan bezondigen eindelijk beseffen dat het menens is met dit verbod. Het voorbeeld op de foto in de Maritiemwijk is geen alleenstaand geval. Ook op het Driehoekpleintje in de Heyvaertwijk worden duiven en andere vogels gevoerd. Ook in het kanaal wordt vaak voedsel gegooid voor eenden die er verblijven en de meeuwen die er “langskomen”.

Ik dank u voor uw antwoorden.

Dirk Berckmans,

Gemeenteraadslid Groep Gemeentebelangen (GGB) - Groupe d'Intérêt Communal (GIC)

BIJLAGEN : 2 foto's

Foto 1 : onkruid in de openbare ruimte en niet gekuiste riolen

Foto 2 : voederen van duiven

De Raad neemt kennis.

12.09.2018/A/0057 **Département Services généraux et Démographie**
Secrétariat communal - Interpellation déposée par Monsieur Rahali, Conseiller communal ACT, relative au placement de bancs et poubelles sur la nouvelle place au carrefour des rue de Ribaucourt, Vanderstichelen et de l'Intendant.

Le Conseil prend connaissance.

Departement Algemene diensten en Demografie
Gemeentelijk secretariaat - Interpellatie ingediend door Mijnheer Rahali, Gemeenteraadslid ACT, betreffende het plaatsen van Banken en vuilnisbakken op de nieuwe plein op de kruispunt Ribaucourtstraat - Vanderstichelenstraat - Opzichterstraat.

DE RAAD,

Neemt kennis van de interpellatie ingediend door Mijnheer Rahali, waarvan de tekst volgt :

Mevrouw de burgemeester

Mijn heer de voorzitter

beste collega's

In mei 2018 het ik mijn de schepen, de bevoegde schepen geïnterpelleerd wat betreft de nieuwe heraangelegt pleintje achter de Mexicostraat.

Er werd acte genomen dat een banken of banken gingen komen en een paar vuilnisbakken, een aantal van 4, dus één vuilnisbak per hoek.

Vier maanden later, en zelfs na mijn informele interpellatie en mijn email aan de heer Gypers, alles staat daar stil!!

Vraag:

Waarom word uw engagement die geacteerd is op de gemeenteraad van mei niet gerespecteerd?

*geeft u geen belang aan de eisen van de burgers?
een petitie werd getekend door honderden bewoners van de wij, handelaars en winkeliers ook!*

Woud u daar geen rekening mee?

Gaat u nu in actie gaan om uw engagement te respecteren en dus banken en vuilnisbakken te plaatsen?

En belangrijk, de inwoners van dit pleintje wille concreet weten wanneer?

Dank voor uw antwoord.

Hassan Rahali
voor ACT., Acting Citizens Together

De Raad neemt kennis.

Tania Dekens quitte la séance / verlaat de zitting.

12.09.2018/A/0058 **Département Services généraux et Démographie**
Secrétariat communal - Interpellation déposée par Monsieur Ait Jeddig, Conseiller communal ISLAM, relative à la fête de l'Aïd.

LE CONSEIL,

Prend connaissance de la demande d'interpellation déposée par Monsieur Ait Jeddig, dont le texte suit :

Pour la fête de Laïd 2018, la commune avait l'opportunité de mettre en place un abattoir temporaire puisque la région de Bruxelles capitale n'applique pas encore la directive européenne sur son sol. Pour rappel cette directive dit que l'abattage rituel ne peut se faire en dehors des abattoirs agréés et non temporaires.

Vu que la Région de B-C n'a pas organisé d'abattoir temporaire cette année;

Vu le fiasco que la prise en main de l'organisation par la région de Bruxelles Capitale de cet événement avait provoqué en 2016;

Vu l'expérience de la commune dans ce domaine;

Je vous demande pourquoi la commune n'a pas pris ses responsabilités pour mettre en place une structure temporaire d'abattage cette année comme elle avait l'habitude de le faire par le passé? Quels sont les motifs?

Merci pour votre réponse.

Le Conseil prend connaissance.

Departement Algemene diensten en Demografie
Gemeentelijk secretariaat - Interpellatie ingediend door Mijnheer Ait Jeddig,
Gemeenteraadslid ISLAM, betreffende het Eid-feest.

De Raad neemt kennis.

12.09.2018/A/0059 **Département Services généraux et Démographie**
Secrétariat communal - Interpellation déposée par Monsieur Ait Jeddig, Conseiller communal ISLAM, relative au Logement Molenbeekois.

LE CONSEIL,

Prend connaissance de la demande d'interpellation déposée par Monsieur Ait Jeddig, dont le texte suit :

Dans un article de la Libre Belgique datant du 26 mai 2018, nous apprenions que de nombreuses plaintes avaient été déposées par des travailleurs contre les responsables de l'agence immobilière sociale. Sous anonymat, on parle de plaintes pour faits graves, tels que des harcèlements et des licenciements abusifs. Parmi les licenciements il y a celui du directeur technique qui est en fonction depuis trente trois ans dans la maison. On dénonce aussi des non remboursements de décomptes de charges. Le président lui-même pour ne pas le citer M. Michel Eylenbosh dit que les choses au sein de la société partent en vrille.

Je demande des explications par rapport à ces plaintes ;

Je voudrais avoir des précisions sur le nombre et la nature des plaintes qui ont été déposées ? Par quelles catégories du personnel ? Ou peut être que le mécontentement est général?

Vu de l'extérieur, d'après les infos diffusées par la presse, on a l'impression que rien ne va plus;

Y-a-t il encore un dialogue entre la direction et les employés ? Au sein de l'administration ? Entre les employés ?

Un audit a été réalisé. Peut-on en connaître les conclusions ?

Cette situation est très inquiétante, le logement molenbeekois à sous sa responsabilité la gestion de 3250 logements occupés par de très nombreuses personnes. D'ailleurs, ces derniers mois des locataires se sont plaints du mauvais accueil et des réponses inappropriées apportées à leurs demandes par le logement Molenbeekois. Il y a un vrai manque de respect des habitants de ces logements.

Y-a-t'il un lien entre les dysfonctionnements internes à la société et les mauvaises réponses apportées aux locataires ?

Je voudrais aussi savoir ce que pense l'échevin du logement de cette situation fort dommageable au bon fonctionnement du logement molenbeekois ? Comment y

remédier pour éviter de compromettre sa mission principale : octroyer un logement de qualité aux personnes en situation précaire?

Merci pour vos réponses.

Le Conseil prend connaissance.

Departement Algemene diensten en Demografie
Gemeentelijk secretariaat - Interpellatie ingediend door Mijnheer Ait Jeddig,
Gemeenteraadslid ISLAM, betreffende de Logement Molenbeekois.

De Raad neemt kennis.

12.09.2018/A/0060 **Département Services généraux et Démographie**
Secrétariat communal - Interpellation déposée par Monsieur Rahali, Conseiller communal ACT, relative à la procédure d'inscription des nouveaux Molenbeekois.

LE CONSEIL,

Prend connaissance de la demande d'interpellation déposée par Monsieur Rahali, dont le texte suit :

*Madame la bourgmestre,
monsieur le président,
chers collègues,*

Je me suis intéressé à la procédure d'inscription des nouveau Molenbeekois suite à de multiples interpellations de nos concitoyens.

En effet, le temps moyen pour être effectivement inscrit chez nous et jouir de ses droit est de 8 mois ! c'est extraordinaire, les citoyens reste pendu entre deux communes pendant des mois , d'autres sans adresses. Cela implique des problèmes très très graves !!!

Vous n'êtes pas sans savoir que l'adresse d'une personne est la base de tous ses droits: Mutuelle, compte bancaire, travail, si elle est au chômage , elle perd son revenu de remplacement,

Et pourtant rien n'est fait pour facilité les démarches d'inscriptions de nos concitoyen.

Le système est totalement archaïque et inefficace:

Il y a trop d'intervenants dans cette démarche:

Commune puis agent de quartier, puis dispatching puis commune, puis citoyen !!! minimum 8 mois!!

Questions :

suite dans le mail suivant.

Le Conseil prend connaissance.

Departement Algemene diensten en Demografie
Gemeentelijk secretariaat - Interpellatie ingediend door Mijnheer Rahali,
Gemeenteraadslid ACT, betreffende de procedure van inschrijving van nieuwe
Molenbeekenaars.

De Raad neemt kennis.

Levée de la séance à 01:00
Opheffing van de zitting om 01:00

Le Secrétaire Communal,
De Gemeentesecretaris,

Le Président du Conseil,
De Voorzitter van de Raad,

Jacques De Winne

Michel Eylenbosch